

20

Document
de référence

09



En application de son règlement général, notamment l'article 212-13, l'Autorité des Marchés Financiers a enregistré le présent document de référence le 21 juin 2010 sous le numéro R.10-047

Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du code monétaire et financier, a été effectué après que l'AMF a vérifié « si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes ». Il n'implique pas l'authentification par l'AMF des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires du Document de référence sont disponibles auprès de la société, sur le site Internet de la société www.delfingen.com et sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org.

IDENTITÉ p.07

Delfingen Industry
Métiers
Historique

STRATÉGIE DE MOUVEMENT p.10

Message du Président
Conseil d'Administration
Board of Management

DYNAMIQUE DE CROISSANCE p.13

Évènement de l'exercice
Marchés
Chiffres clés
Bourse

AMÉLIORATION PERMANENTE p.17

Savoir-Faire
Recherche et Développement
Supply chain
Amélioration Continue
Delfingen Support
Environnement

RESSOURCES HUMAINES p.19

Engagements et responsabilité sociale
Au service de la croissance du Groupe

ÉVOLUTIVITÉ ET ADAPTABILITÉ p.25

Propriétés immobilières, usines et équipements
Organisation du Groupe
Organigramme
Relations société mère / filiales

RAPPORT FINANCIER AMENDÉ p.31

Rapport de gestion – Le Groupe Delfingen Industry
États financiers consolidés
Annexes aux états financiers consolidés
Rapport de gestion – La société mère Delfingen Industry
Comptes annuels
Annexes aux comptes annuels

INFORMATIONS GÉNÉRALES p.125

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

FACTEURS DE RISQUES p.145

Les risques stratégiques
Les risques industriels
Les risques généraux
Les risques informatiques
Les risques juridiques

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE p.151

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

DOCUMENTS ANNEXES p.189

Incorporation de rapports financiers annuels antérieurs
Attestation de la personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel
Table de concordance

IDENTITÉ p.07

Delfingen Industry
Métiers
Historique

STRATÉGIE DE MOUVEMENT p.10

Message du Président
Conseil d'Administration
Board of Management

DYNAMIQUE DE CROISSANCE p.13

Évènement de l'exercice
Marchés
Chiffres clés
Bourse

AMÉLIORATION PERMANENTE p.17

Savoir-Faire
Recherche et Développement
Supply chain
Amélioration Continue
Delfingen Support
Environnement

RESSOURCES HUMAINES p.19

Engagements et responsabilité sociale
Au service de la croissance du Groupe

ÉVOLUTIVITÉ ET ADAPTABILITÉ p.25

Propriétés immobilières, usines et équipements
Organisation du Groupe
Organigramme
Relations société mère / filiales

Delfingen Industry

Delfingen Industry est un Groupe industriel indépendant et international.

Delfingen Industry est présent principalement sur le marché de «l'automobile» à travers 3 domaines d'activités :

- **La conception et la production de produits de protection et de fixation des câblages électriques embarqués pour tous types de véhicules** (gainnes annelées, tressées, enduites, accessoires de dérivation, pions de fixation...).
- La **conception** et la **production** de **solutions de transfert de fluides** (carburant, eau, air, gaz...).
- La réalisation d'**assemblage de modules mécaniques** (systèmes d'essuyage, colonnes de direction...).

Son expérience et son savoir-faire lui ont par ailleurs permis de se diversifier sur d'autres marchés comme le **bâtiment et l'habitat, l'isolation des appareils électriques**, en **mettant au point** toute une gamme de nouveaux produits : gainnes hydrocâblées pour le sanitaire et le chauffage, siphon de vidange, gaine de protection diélectrique,...

En association avec ces produits, Delfingen Industry **apporte** à ses clients une grande **diversité de services personnalisés**, tels que :

- **La livraison en flux tendus et en quantité juste nécessaire** de tous les produits, à tous les clients, mondialement, avec des délais inférieurs à la demi-journée,
- **La différenciation en local** des produits, en fonction de la demande des clients,
- **La gestion et distribution en local** des composants provenant de fournisseurs lointains, pour le compte de ses clients. ●

Delfingen Industry est fortement présent sur son marché national et dans les grandes zones de production des constructeurs et des équipementiers automobiles.

L'organisation du Groupe s'articule autour de 3 secteurs :

AUTOMOBILE, REGION EAAS :

- Europe du Nord et de l'Est : France, Slovaquie, Roumanie, Turquie
- Europe du Sud, Afrique, Amérique du Sud : Portugal, Maroc, Tunisie, Brésil

AUTOMOBILE, REGION ANCA :

- Amérique du Nord, Amérique Centrale : États-Unis, Mexique, Honduras
- Asie : Philippines, Chine

MARCHES SPECIAUX

Au 31 décembre 2009, le Groupe compte ainsi :

- 17 sites de production et logistiques
- 5 centres R&D
- 7 bureaux commerciaux

L'Automobile

CHIFFRES

CA : 70,3 M€
% du CA : 91%

Nombre de sites : 15
Résultat opérationnel courant : + 2,6 M€*
Investissements : 0,9 M€

PRODUITS PHARES

- les gaines annelées couvrant les spécifications de tous les grands constructeurs automobiles
- les tubes préformés (mono-couches et multi-couches) pour transport de fluides (carburants et autres)
- les gaines antibruit permettant de réduire les bruits de frottement
- les gaines à fermeture garantissant l'intégrité totale des fils
- les gaines textiles auto-fermables
- les pièces de fixation et dérivation
- les modules d'assemblages mécaniques

CLIENTS

- Les grands câbleurs mondiaux : AEES, Cablelettra, Cofat, Delphi, Lear, Leoni, Neo-Connect, Nexentech, Sumitomo, Yazaki, Yura, ...
- Les équipementiers tels que : Bosch, Dayco Stoneridge, Hutchinson, Kafus, TRW, Valeo Visteon, ...
- Les constructeurs : Ford, PSA, Renault/Nissan, Volvo Trucks...

CONCURRENTS

A.Raymond, Drossbach, Federal Mogul, FRW, Relats, Schlemmer, Tramico

Les Marchés spéciaux

CHIFFRES

CA : 7,0 M€
% du CA : 9%

Nombre de sites : 2
Résultat opérationnel courant : + 0,3 M€*
Investissements : -

PRODUITS PHARES

- les gaines hydrocâblées
- les gaines tressées enduites d'isolation électrique
- les joints pour équipements électroménagers

CLIENTS

Brico Dépôt, Efex, EIS, Fagor Brandt, PB Tubes, QPL, Roth, SAS, Saunier Duval, Stranco, Wirquin,

CONCURRENTS

Acome, Comap, Courant, Federal Mogul, FRW, Jacomini, Janoplast, Omerin, Regal

*Le résultat opérationnel consolidé est de + 2,6 M€, compte-tenu d'une contribution du holding de - 0,3 M€

Une entreprise de 56 ans

1954 : Création de l'entreprise

1985 : Bernard Streit prend la présidence de la société

1986 : Lancement d'un « plan à 10 ans » pour devenir européen, par croissance interne et acquisitions.

1990 : Création du Holding Bernard Streit (HBS Technologie, devenu DELFINGEN Industry) qui détient des participations majoritaires dans des filiales industrielles ou immobilières en France et à l'étranger.

1996 : Introduction au Second Marché de la Bourse de Paris

1997 : Lancement du « plan 600 jours » pour devenir mondial, ce qui conduira à diverses opérations de croissance externe aux États-Unis (TRUESDELL et APTC PLASTICS puis JENISCO et la division sleeving coating (gainés tressés) du Groupe MARKEL) et permettra d'élargir la gamme de produits du Groupe.

2000 : 1^{ère} implantation en Asie avec la création d'un site de production aux Philippines.

2002 : Lancement du « plan 1000 jours pour gagner » afin d'amener le Groupe au rang de 1^{er} systémier mondial des protections et de la fixation des faisceaux électriques et électroniques embarqués.

2003 : Ouverture d'un site de production en Slovaquie et de deux centres logistiques : Porto (Portugal) et Tanger (Maroc).

2004 : Ouverture d'un site de production au Honduras.

2005 : Ouverture d'un site de production en Roumanie.

2006 :

- Ouverture d'un site de production au Mexique,
- Ouverture d'un centre logistique à Manille (Philippines),
- Acquisition du Groupe SULEVE (présent au Portugal, au Maroc et en Roumanie).

2007 :

- Décision de changer le nom du Groupe et de ses filiales :
 - HBS Technologie devient **DELFIN GEN Industry**,
 - Toutes les dénominations des filiales opérationnelles qui commençaient par SOFANO U ou SULEVE commencent désormais par **DELFIN GEN**,
- Création d'une antenne commerciale Asie à Manille (Philippines)

2008 :

- Acquisition de la division «protection des faisceaux électriques» de son principal concurrent sur le marché américain, M&Q Plastic Products
- Création d'une filiale en Allemagne
- Ouverture d'une antenne commerciale à Shanghai (Chine)

2009 :

- Démarrage du site de production du Brésil
- Vente de l'activité de câblage du Portugal
- Création du holding asiatique à Singapour et lancement du site de Wuhan (Chine)
- Investissement/financement de 3 M€ du FMEA dans Delfingen Industry

Madame, Monsieur, Chère(e) Actionnaire,

Tout comme la plupart des acteurs de la filière automobile, Delfingen Industry a connu au cours de l'année 2009 une invraisemblable baisse de ses ventes. Toutefois dans ce contexte de crise aigue, Delfingen Industry a démontré la solidité de son modèle économique basé sur l'innovation, sa présence mondiale, son excellence opérationnelle au plus proche de ses clients et son souci permanent de compétitivité.

Ainsi dans cette situation économique dégradée, Delfingen Industry a réussi à redresser sa performance opérationnelle qui a atteint 3,3 % du chiffre d'affaires sur l'année 2009.

La réactivité et l'efficacité des actions menées ont ainsi porté leurs fruits. Ces résultats n'auraient pu être atteints sans l'implication et les efforts de tous nos collaborateurs, nous les en remercions. C'est dans ces temps troublés, que les valeurs que nous vivons au sein de notre Groupe prennent toute leur dimension et principalement les valeurs de partage et de responsabilité.

Reconnu par ses clients comme un acteur stratégique de la filière automobile, Delfingen Industry a bénéficié en 2009 de l'investissement du FMEA. Sorti renforcé de la crise, Delfingen Industry est prêt à relever les défis qui se présentent devant lui : l'innovation pour accompagner les évolutions technologiques induites par les « véhicules propres » et le déploiement sur les marchés en forte croissance dont la Chine.

Si l'évolution des marchés et la conjoncture économique restent incertaines, notre conviction est qu'au delà de la solidité de notre modèle économique, la force de Delfingen Industry réside dans ses Hommes. ●

Bernard STREIT
Président

Membres composants le Conseil d'Administration et durée des mandats :

- **M. Bernard Streit** nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2010
- **M. Gérald Streit** nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013
- **M. David Streit** nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2009. Le renouvellement de son mandat pour une durée de 6 exercices sociaux sera proposé à ladite Assemblée Générale.
- **M. Michel de Massougnés des Fontaines** nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013
- **M. Georges François** nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013
- **M. Juan Manuel Diaz Huder** nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2010
- **DELFINGEN GROUP**, représentée par Madame Françoise STREIT, nommée jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2013
- **M. Cataldo Mangione**, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2013
- **M. Frédéric Magné**, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2014

Membres du Board of Management

M. Christophe Clerc

Directeur Général des Services Support

M. Emmanuel Klinklin

Directeur Général et Directeur des Opérations

M. Marc Lemke

Directeur Supply Chain

Mme Dominique Monange

Directeur Administration et Finances

M. Damien Personeni

Directeur Commercial

M. Jean-Marie Schmitt

Directeur des Ressources Humaines

M. Bruno Louis-Tisserand

Directeur Technique

Premier semestre

La baisse des marchés automobile (production), déclenchée en 2008, s'amplifie au premier semestre 2009. Elle atteint – 49% en Amérique du Nord et – 27% en Europe en comparaison du 1er semestre 2008, avec un début d'amélioration au 2ème trimestre en Europe ;

Les matières premières subissent une correction à la baisse, dans le sillage des cours du pétrole.

La parité du Dollar par rapport à l'Euro augmente de 15% en comparaison du premier semestre 2008.

Nos structures sont adaptées à la baisse des marchés (en particulier : réduction d'effectifs et mesures de chômage partiel).

Un accord est signé avec l'ensemble des banques françaises du Groupe permettant de sécuriser la situation de trésorerie, tout en renforçant la structure financière et en améliorant la maturité de la dette. ●

Deuxième semestre

Les marchés automobiles (production) se redressent au 2ème semestre 2009. La baisse par rapport au 2ème semestre 2008 n'est plus que de -15% en Amérique du Nord et – 2% en Europe, avec un 4ème trimestre supérieur à celui de 2008 (+1% en Amérique du Nord et +6% en Europe).

Les matières premières repartent à la hausse liée à la reprise de l'activité au niveau mondial.

La parité du Dollar par rapport à l'Euro baisse (-8% par rapport au 1er semestre 2009) avec une moyenne au 2ème semestre en baisse de -3% par rapport au 2ème semestre 2008.

Le déploiement en Asie s'accélère avec la création d'un holding à Singapour et les travaux de démarrage du site de production en Chine à Wuhan.

L'adaptation de nos structures à la baisse des marchés se poursuit. Le Groupe se recentre sur ses activités stratégiques et cède l'activité de câblage du Portugal, activité en pertes récurrentes.

Le FMEA (Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles) devient actionnaire à hauteur de 14,48% en capital et investit/finance 3 M€ dans Delfingen Industry. ●

Les tendances du marché

- Marché Automobile :

L'industrie automobile a traversé la plus grave crise de son histoire, et l'année 2009 restera marquée par plusieurs évènements majeurs dont :

- les faillites emblématiques de General Motors (GM) et Chrysler, ainsi que de 27 équipementiers américains (Lear, Visteon, Cooper-Standard, Mark IV, etc...)
- l'accélération des fusions et consolidations
- les plans de soutien des gouvernements
- l'émergence de solutions alternatives (véhicules hybrides et électriques)
- et enfin le passage de témoin entre les États-Unis et la Chine qui devient le premier marché automobile mondial.

Affectant tous les continents, la production automobile mondiale a chuté de 14% par rapport à 2008, impactant différemment les principales régions :

- Amérique du Nord : -32%, soit 8,6 millions de véhicules produits
- Europe : -16%, soit 15,7 millions de véhicules produits
- Asie : -2%, soit 26,6 millions de véhicules produits
- Amérique du Sud : -1%, soit 3,7 millions de véhicules produits

Les mesures adoptées en Europe (primes à la casse, bonus écologique) et aux États-Unis (« Cash for clunkers ») ont créé une grande volatilité, un déstockage massif et un déplacement du mix vers des voitures plus petites.

- Marché Spéciaux :

Le marché du Bâtiment & Habitat en France a largement baissé en 2009 (nombre de mise en chantier : -19% par rapport à 2008, soit 330 000).

Le marché des Equipements Electriques a lui aussi souffert de la crise économique, avec un net repli en Amérique du Nord. ●

Positionnement de leader renforcé

Dans ce contexte, et poursuivant sa stratégie de leader mondial dans la protection et la fixation des câblages électriques embarqués, Delfingen Industry continue à renforcer ses positions :

- par l'innovation :

- GAFMIL™ : une nouvelle gaine annelée refermable et brevetée a rencontré ses premiers succès commerciaux en 2009
- TWIN-VOLT™ : une nouvelle protection en toute sécurité des câbles de puissance haute tension pour les véhicules hybrides et électriques

- par l'élargissement de sa gamme de produits de protection :

- Développement d'une gamme de produits textiles répondant aux besoins du marché (protections thermique, mécanique et acoustique renforcées ; gain de poids ; souplesse)

- par une très bonne couverture géographique :

- Le nouveau site de Delfingen au Brésil est monté en cadence en 2009 avec la prise de marché sur des véhicules VW et FIAT, constructeurs leaders au Brésil.
- Lancement du projet « Daruma » pour la première implantation d'un site de production de Delfingen en Chine, prévue courant 2010

- par des prestations de services de proximité vers ses grands clients câbleurs

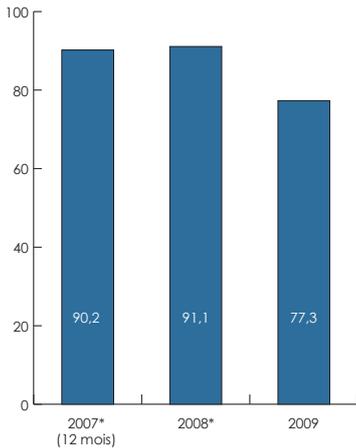
- par le soutien du Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA), entré au capital de Delfingen Industry. Delfingen Industry est ainsi reconnu comme un acteur stratégique de la filière automobile.

Enfin, grâce à sa connaissance du marché Automobile et à son expertise technique en extrusion et injection de matières plastiques, Delfingen Industry a initié des perspectives très intéressantes de développement sur le marché du transfert de fluides embarqués (air, eau, carburant, vapeur).

Sur ses principales lignes de produits de protection de câblages embarqués automobiles, Delfingen se positionne parmi les 3 leaders mondiaux du marché. (Informations émanant d'études réalisées par la société elle-même). ●

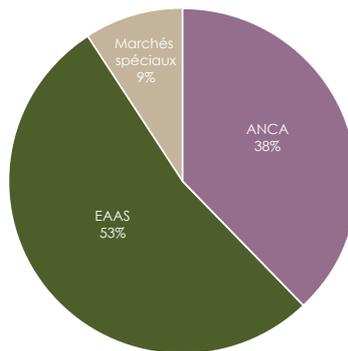
Évènements de l'exercice
Marchés
Chiffres clés
Bourse

Chiffre d'affaires (M€)



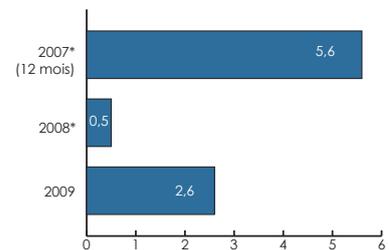
* chiffres corrigés : hors activité cédée de câblage du Portugal (voir note 38 de l'annexe des états financiers consolidés)

Chiffre d'affaires par secteur géographique



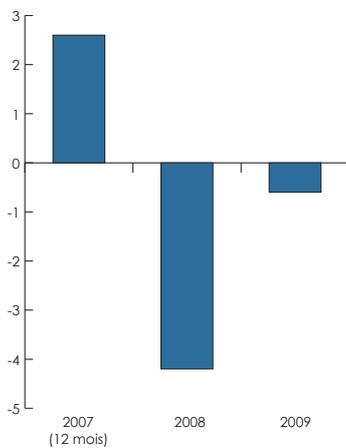
*Les secteurs d'activité sont définis au § 2-6 de l'annexe des états financiers consolidés

Résultat opérationnel courant (M€)

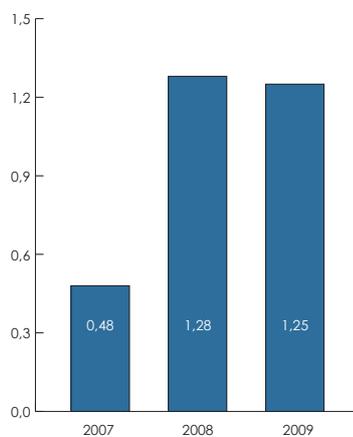


*chiffres corrigés : hors activité cédée de câblage du Portugal (voir note 38 de l'annexe des états financiers consolidés)

Résultat net part du Groupe (M€)



Ratio endettement financier net */ Capitaux propres au 31 décembre



* définition : se reporter aux notes 12-1 et 12-2 de l'annexe des états financiers consolidés

CAFICE* et investissements industriels (M€)

	CAFICE*	Investissements
2007 (12 mois)	8,8	4
2008	3,2	6,1
2009	5,6	0,9

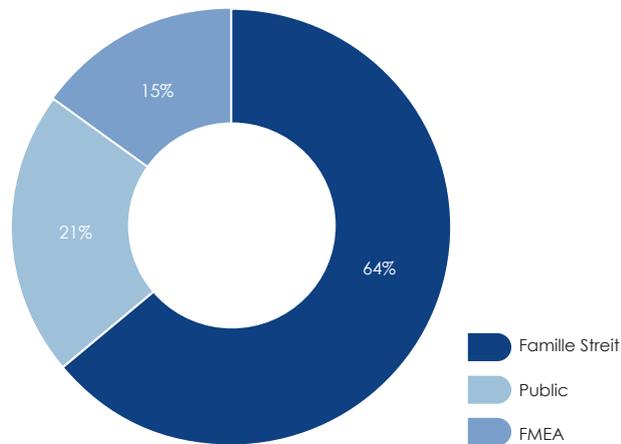
*Capacité d'autofinancement avant impôts et coût de l'endettement financier net

L'action Delfingen Industry (au 31 décembre 2009)

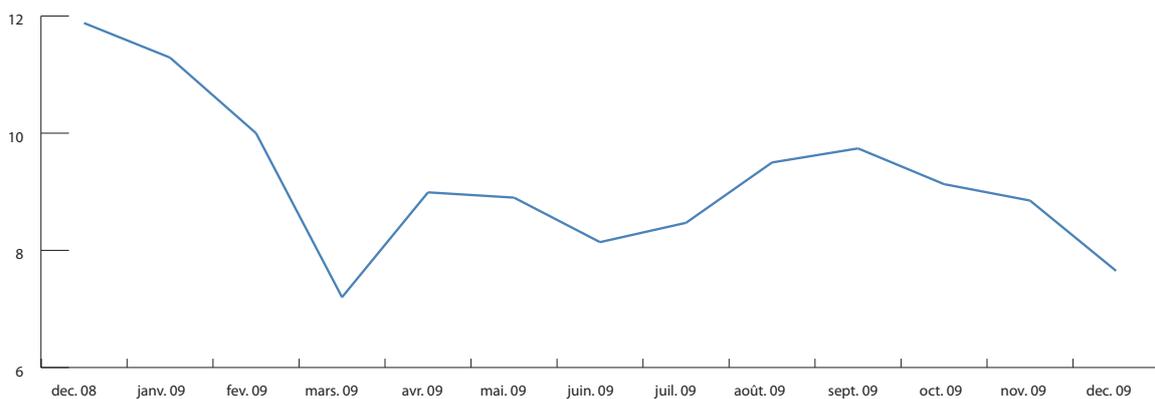
Résultat net par action (1)	Cours de l'action	Capitalisation boursière (2)
(0,4)	7,65 €	12,4 M€

(1) Résultat net dilué, part du Groupe, par action
 (2) Sur nombre d'actions au 31/12/2009 : 1 627 624

Structure de l'actionariat
 (au 31 décembre 2009)



Cours de l'action



AMÉLIORATION PERMANENTE

Savoir-Faire
Recherche et Développement
Supply chain
Amélioration Continue
Delfingen Support
Environnement

Le savoir-faire

La technique d'extrusion de gaines, tubes et profils en matières plastiques pour la protection des faisceaux électriques et les transferts de fluides dans les véhicules et la technique de l'injection de pièces en polymères techniques constituent le cœur de métier historique de Delfingen Industry. Ces process sont sans cesse améliorés en partenariat avec les fournisseurs d'équipements et de matières plastiques.

Pour élargir sa gamme de produits à destination de ses clients et pour répondre à leurs besoins de plus en plus pointus, Delfingen Industry se développe sur d'autres métiers qui prennent une part croissante dans son activité :

- fabrication de produits textiles par tricotage ou tressage
- enduction de gaines textiles
- soudure haute fréquence
- encollage de matériaux

Au travers de sa Business Unit Mécanique, Delfingen Industry déploie également une diversité de techniques d'assemblage, afin de livrer des modules complets à ses clients équipementiers. ●

La Recherche et Développement

Bien que comme dans l'ensemble du secteur automobile, la situation de crise ait prioritairement affecté les dépenses de recherche, le bilan de l'exercice 2009 en matière de R&D reste intéressant.

L'électrification des véhicules est une tendance forte destinée à répondre aux exigences de réduction des émissions polluantes. L'avènement des technologies hybrides et du « tout électrique » s'accompagne de nouvelles contraintes au niveau du câblage : en particulier, les tensions à gérer, de 200 à 800 volts selon les constructeurs, conduisent ces derniers à sévérer les cahiers des charges en terme de protection et d'isolation des faisceaux.

Aussi, des produits spécifiques ont été développés pour répondre à ces nouvelles problématiques, comme le cheminement de plusieurs câbles de puissance entre le compartiment moteur et les batteries placées à l'arrière du véhicule : par exemple, la TwinVolt dont les conduits jumeaux permettent une meilleure isolation des câbles de puissance, pour limiter leur échauffement mutuel, tout en permettant leur cheminement parallèle avec un seul composant.

Toujours dans l'objectif de diminuer les émissions polluantes, une autre gageure pour les constructeurs consiste à réduire la masse des véhicules alors que le nombre de modules électriques et électroniques liés à la sécurité et à l'assistance au conducteur augmente.

Pour y répondre, Delfingen Industry a développé une gamme de gaines lisses de faible poids qui assurent une protection mécanique équivalente aux produits génériques.

Par ailleurs, le Groupe a aussi travaillé à la validation de nouvelles formulations matières permettant d'abaisser la densité des mélanges utilisés dans la fabrication de ses gaines. Ces nouveaux développements s'inscrivent également dans l'optimisation des coûts d'achat tout en contribuant à d'importants gains en production. ●

La Supply Chain

L'amélioration de notre service aux clients est l'objectif principal de la supply chain.

Livrer le produit attendu, en quantité désirée, au niveau de qualité requis, au bon endroit, au bon moment et cela au moindre coût global est sa mission. Faciliter les échanges et la communication entre les différents services permet l'efficacité des flux physiques, d'informations et financiers.

La supply chain revêt un enjeu majeur dans la recherche de gain de productivité. Dès lors, l'équipe supply chain a été renforcée au cours de l'exercice. La Direction Supply Chain poursuit ses travaux sur l'optimisation des flux inter-usine avec déjà un impact significatif sur les stocks. Ce renforcement de notre compétitivité est un gage de pérennité et donc de service durable à nos clients. ●

AMÉLIORATION PERMANENTE

Savoir-Faire
Recherche et Développement
Supply chain
Amélioration Continue
Delfingen Support
Environnement

L'Amélioration Continue

L'Amélioration Continue est au cœur du mode de fonctionnement de l'entreprise et constitue à ce titre l'une des quatre valeurs de Delfingen Industry.

La Direction Amélioration Continue rapporte directement à la Direction Générale.

Elle anime et coordonne les actions de progrès à travers tous les services et sites du Groupe en cohérence avec le budget d'investissement.

Elle est la garante de l'amélioration de la performance globale de Delfingen Industry et veille à ce que tous les acteurs du Groupe, quelle que soit leur fonction, contribuent au progrès, en termes de compétitivité, d'efficacité et de qualité. ●

Delfingen Support

Les Services Financiers, Ressources Humaines, Systèmes d'Information, Affaires Juridiques et Communication ont été regroupés au sein d'une même Direction, la Direction Générale des Services Support.

Les Services Support participent à la création de richesse de l'entreprise et accompagnent la définition et le déploiement des orientations stratégiques du Groupe.

Cette nouvelle organisation doit au travers des actions d'amélioration, de coordination et de synergie tendre vers l'excellence au service des Opérations. Les Services Support contribuent ainsi à améliorer l'efficacité et la productivité des systèmes mis à la disposition des équipes opérationnelles. ●

Environnement

Les produits et les process de Delfingen Industry respectent l'environnement et veillent à la préservation des équilibres écologiques.

Delfingen Industry est sujet aux lois et règlements locaux et internationaux qui s'imposent à la réalisation de ses activités et de ses opérations. A cette fin, le Groupe a déployé un système de veille réglementaire.

Delfingen Industry met en oeuvre un programme de management environnemental basé sur le standard ISO 14001, décliné au niveau de chaque site.

Ce programme vise notamment à la mesure et au suivi de plans d'amélioration :

- des consommations de ressources (eau, énergie...),
- des rejets (dans l'air, dans l'eau...),
- de réduction des déchets,
- de limitation des nuisances sonores.

Le respect de l'environnement est une composante essentielle du devoir de responsabilité sociale de Delfingen Industry. ●

4 valeurs

et leurs comportements associés

PARTAGE

Partager les informations, savoir-faire, bonnes pratiques, efforts, bénéfices.

AMÉLIORATION CONTINUE

S'engager à grandir personnellement,
à améliorer sa fonction et la performance du Groupe.
Optimiser nos pratiques, oser en changer et les formaliser.
Tolérer l'erreur dans l'apprentissage et l'innovation et en tirer les leçons.

RESPONSABILITÉ

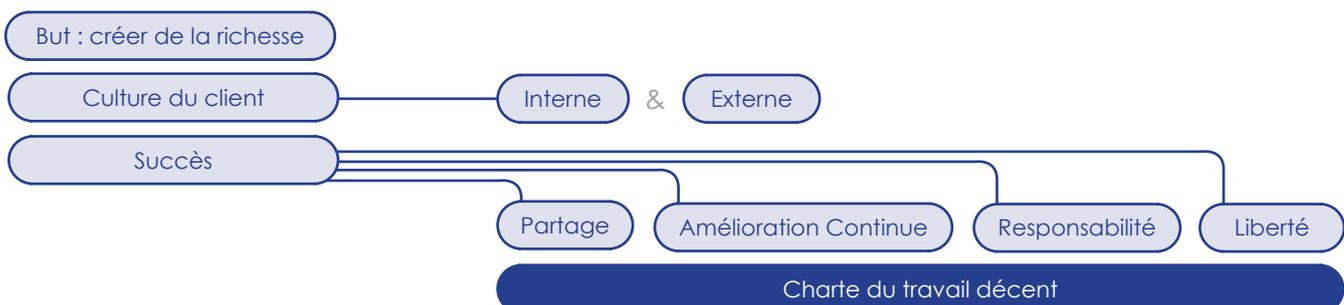
Respecter et responsabiliser nos collaborateurs.
Respecter nos engagements collectifs et individuels.
Faire en sorte que chaque engagement individuel favorise la performance collective.
Agir avec honnêteté et loyauté.
Faire bien du premier coup les tâches quotidiennes.

LIBERTÉ

S'exprimer librement.
Respecter les différences.
Décider et agir dans le cadre des valeurs et de l'organisation du Groupe
et en informer les services compétents.

NOTRE PHILOSOPHIE

Pérennité, dans le respect de nos valeurs et de notre charte du travail décent.



RESSOURCES HUMAINES

Engagements et responsabilité sociale
Au service de la croissance du Groupe

La Charte du travail décent

Le travail confère la dignité et valorise toute action humaine. Delfingen protège et améliore le cadre de travail de chaque personne au sein du Groupe partout où il le peut.

Parmi les engagements forts du Groupe :

- Assurer la sécurité de chaque collaborateur, dans tous les sites ;
- Respecter l'environnement : conscient des conséquences négatives d'une croissance sans discernement, le Groupe est déterminé à réduire les impacts de ses activités sur l'environnement et à fournir à ses clients des produits et services respectueux des milieux naturels ;
- Garantir la diversité et l'égalité de chances notamment face à la pénibilité au travail, à l'accès à l'emploi ou à une rémunération décente ;
- Proposer au personnel et à leur famille, la vaccination contre les 5 pandémies (diphtérie, tétanos, hépatites A et B, tuberculose, poliomyélite) ;
- Ne pas accepter de comportement qui porte atteinte à la dignité ;
- Favoriser le respect des traditions, des cultures et des religions ;
- Ne pas recourir au travail des enfants dans le Groupe et chez les sous-traitants et fournisseurs ;
- Créer une employabilité durable par la formation et le développement des compétences. ●

La Charte de la Parentalité

DELFINGEN Industry a signé en 2009 la charte de la parentalité, concrétisant son engagement fort, développé tout au long de son histoire, visant à garantir le meilleur équilibre entre vie familiale et vie professionnelle.

Parmi les actions concrètes développées jusqu'à ce jour :

- des horaires prenant en compte les contraintes de la vie familiale;
- le recours à du temps partiel choisi pour consacrer plus de temps à sa famille;
- une acceptation systématique des congés parentaux qu'ils soient à temps plein ou à temps partiel;
- la mise en place d'une mutuelle garantissant la prise en charge des frais médicaux et le bénéfice de primes de naissance. ●

Fondation d'entreprise Delfingen : Delfingen Foundation

Les actions de la Fondation contribuent par un engagement volontariste de nos propres équipes sur le terrain à des actions de solidarité active dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'habitat envers les personnes et les familles fragilisées par leurs conditions de vie partout où nous sommes présents. ●

Reconnaissance des performances collectives et individuelles

Le Groupe associe l'ensemble des collaborateurs aux résultats et ce, à tous les niveaux de responsabilité.

Le Groupe tient également à reconnaître les performances individuelles. À ce titre, il remet une distinction à ceux des collaborateurs qui ont été désignés par leurs pairs comme «Talents du Groupe» du fait de leurs savoir-faire et de leurs savoir-être. ●

La réactivité

Le Groupe déploie une organisation qui favorise la communication, la concertation et la prise de décision.

L'organisation du Groupe Delfingen permet des échanges et des prises de décisions à différents niveaux de responsabilité :

Le **Conseil d'Administration** valide les orientations stratégiques du Groupe et veille au respect des engagements pris par la Direction du Groupe.

Le **Board Of Management (BOM)** est l'organe opérationnel de conduite des affaires du Groupe, il est constitué des Directions suivantes :

- Direction Générale
- Direction des Opérations
- Direction Supply Chain
- Direction Financière
- Direction des Ressources Humaines
- Direction Commerciale
- Direction Technique

Des **réunions mixtes** se déroulent tous les 2 mois et réunissent le Conseil d'Administration et le Board of Management.

Un **pilotage opérationnel** (Business Review Meetings)

Ces réunions mensuelles consistent en une revue d'activité générale par région et/ou Business Unit du mois écoulé. Elles favorisent les échanges entre les structures centrales et les Directions Opérationnelles ainsi que la prise de décisions. ●

L'internationalisation du Groupe

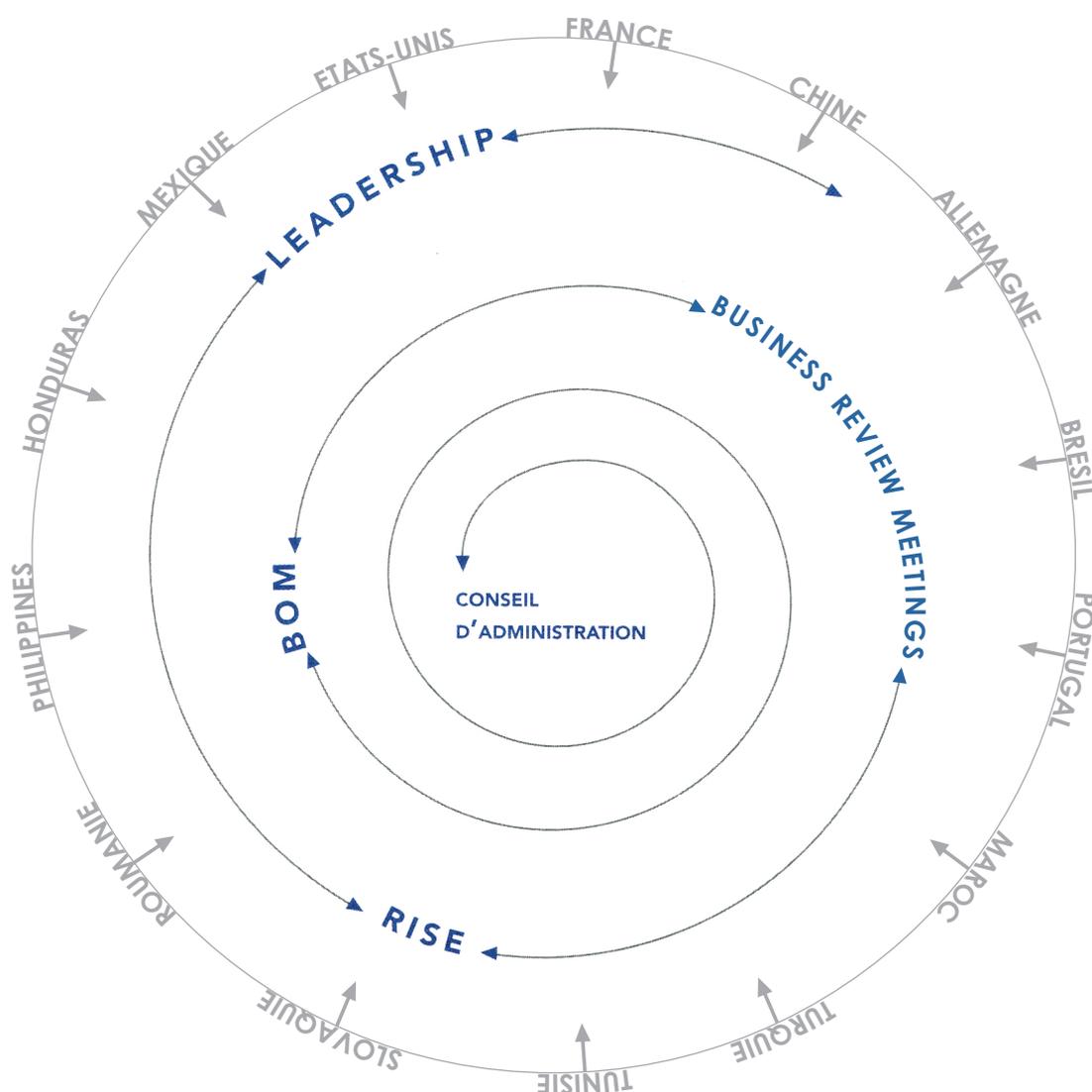
- Les échanges

La multiplicité de nos implantations à l'international nécessite des échanges réguliers entre les collaborateurs du Groupe. Ces échanges ont lieu lors des RISE Meetings et Leadership Meetings.

- **RISE MEETING** : Le nom de RISE a été choisi car tant en français qu'en anglais il résume parfaitement sa raison d'être : Réunion pour Informer, Suggérer et Echanger/Reunion to Inform, to Suggest and to Exchange. Ce groupe de 30 personnes est constitué des membres du Board Of Management (BOM), des représentants des services centraux ainsi que des représentants des régions EAAS et ANCA. Les membres du RISE se réunissent trois fois par an. Des informations financières, commerciales et sur la stratégie du Groupe sont régulièrement échangées. Une partie de chaque réunion est dédiée à un dialogue ouvert entre ses membres. Ils sont également sollicités pour faire part de leurs suggestions sous forme de groupes de travail par rapport à un problème donné.
- **LEADERSHIP MEETING** : Cette assemblée constituée de 50 permanents est composée des membres du RISE, des Directeurs de site et des responsables des services centraux. D'autres collaborateurs du Groupe sont invités selon les thèmes retenus : Il s'agit donc en moyenne de 90 personnes qui se réunissent deux fois par an. C'est lors de la première réunion que les valeurs du Groupe ont été redéfinies en mai 2006.

Compte tenu du contexte de crise vécu en 2009 et de la nécessité de réduire les dépenses, ces réunions ne se sont pas tenues au cours du dernier exercice. ●

Le processus d'échanges au sein du Groupe peut se résumer ainsi :



- Les évolutions de carrière

En phase avec les enjeux stratégiques du Groupe, la politique de Ressources Humaines vise à internationaliser le recrutement et l'évolution de carrière de ses collaborateurs.

Dans ce cadre, le Groupe favorise la mobilité internationale amenant les collaborateurs à exercer leurs responsabilités et missions dans tous les pays où le Groupe est implanté.

RESSOURCES HUMAINES

Engagements et responsabilité sociale
Au service de la croissance du Groupe

L'évolution des compétences

Le Groupe anticipe les mutations de ses métiers et marchés et donc les besoins correspondants d'évolution des compétences.

Le Groupe met en place des actions de formation qui ont pour buts principaux :

- De renforcer les compétences des collaborateurs dans leur mission,
- De donner la possibilité aux collaborateurs d'acquérir des compétences qui peuvent leur permettre une évolution professionnelle.●

La gestion de crise

La baisse d'activité du Groupe a nécessité d'ajuster les effectifs du Groupe.

La fin de l'année a été marquée par la vente de l'activité de câblage au Portugal et le licenciement de 31 collaborateurs. ●

	2009	2008	2007
Delfingen Industry	35	42	24
Delfingen FR-Anteuil	126	122	166
Delfingen DE-Köln	2	3	0
Sofanou Ibérica	0	0	0
Delfingen PT	31	65	62
Delfingen BR-Sao Paulo	17	9	0
Delfingen TR-Marmara	20	30	30
Sofanou Argentina	0	0	0
Delfingen TN-Tunis	29	22	25
Delfingen MA-Casablanca	68	48	61
Delfingen MA-Tanger	66	57	32
Delfingen SK-Nitra	20	24	31
Delfingen RO-Valahia	113	269	292
Delfingen RO-Transilvania	26	29	37
Delfingen US-Holding	239	298	240
Delfingen PH-Filipinas	185	105	37
Delfingen PT- Porto	78	93	184
Total Groupe	1055	1216	1221
	2009	2008	2007
Dirigeant	1	1	1
Cadres	92	99	96
Employés	216	286	262
Ouvriers	746	830	862
Total Groupe	1055	1216	1221

Pendant cette période de crise, la volonté du Groupe a été, dans la mesure du possible, de préserver les compétences clés.

Les principales dispositions ont consisté en :

- Le recours au chômage partiel,
- La renonciation par le management de Delfingen Industry au bonus de 2009,
- Des réductions de salaires de 2 à 10 % acceptées par le personnel des filiales françaises et nord américaines ainsi que par l'encadrement de l'ensemble des filiales.

Parallèlement à l'ajustement des effectifs, le Groupe a déployé **un mode de communication de crise**. Ainsi, des réunions d'information se sont déroulées régulièrement tout au long de l'année 2009 dans l'ensemble des sites afin de communiquer aux collaborateurs la situation économique ainsi que la nature et le bilan des actions prises. ●

L'évolution des effectifs par type de contrat, montre :

- une baisse importante des CDI (principalement due à l'arrêt d'une sous-traitance sur Delfingen RO- Valahia en début d'année)
- l'arrêt des CDD
- et un recours plus important à l'intérim essentiellement sur le site de Delfingen PH- Filipinas

	2009	2008	2007
CDI	791	1033	963
CDD	1	3	7
Intérimaires	263	180	251
Total Groupe	1055	1216	1221

L'évolution des effectifs est liée à l'évolution de l'activité de nos trois secteurs d'activités :

	2009	2008	2007
Automobile / ANCA	399	368	243
Automobile / EAAS	583	760	911
Marchés spéciaux	38	46	43
Holding	35	42	24
Total Groupe	1055	1216	1221

Immobilisations corporelles significatives

Le Groupe dispose de 17 sites de production et de logistique ainsi que de 7 sites commerciaux et 5 sites de recherche et développement établis dans 14 pays répartis dans le monde entier, grâce auxquels il optimise sa politique de proximité et sa stratégie de livraison en juste à temps auprès de ses clients. Aucune de ses installations industrielles prise isolément, ne représente de valeur significative au regard de la totalité des immobilisations corporelles consolidées du Groupe. Leur taux d'utilisation est largement dépendant du niveau d'activité de nos clients. Ce taux n'est pas suivi de façon globale et systématique.

L'ensemble des propriétés immobilières du Groupe est en location, à l'exclusion de celles de Delfingen Industry et Delfingen FR-Anteuil ainsi que de Delfingen PH-Filipinas dont le Groupe est propriétaire ou qui sont en location financement.

Tous les sites de production sont tournés vers le marché automobile, à l'exception de celui de Delfingen US-New York et d'une partie du site de Delfingen FR-Anteuil qui sont dédiés aux marchés spéciaux.

Les équipements de production sont standardisés, identiques dans tous les sites de production concernant le marché automobile. Ceci permet :

- d'optimiser les coûts d'acquisition et de maintenance,
- d'adapter l'affectation des machines aux différents sites en fonction de l'évolution de la localisation de nos clients

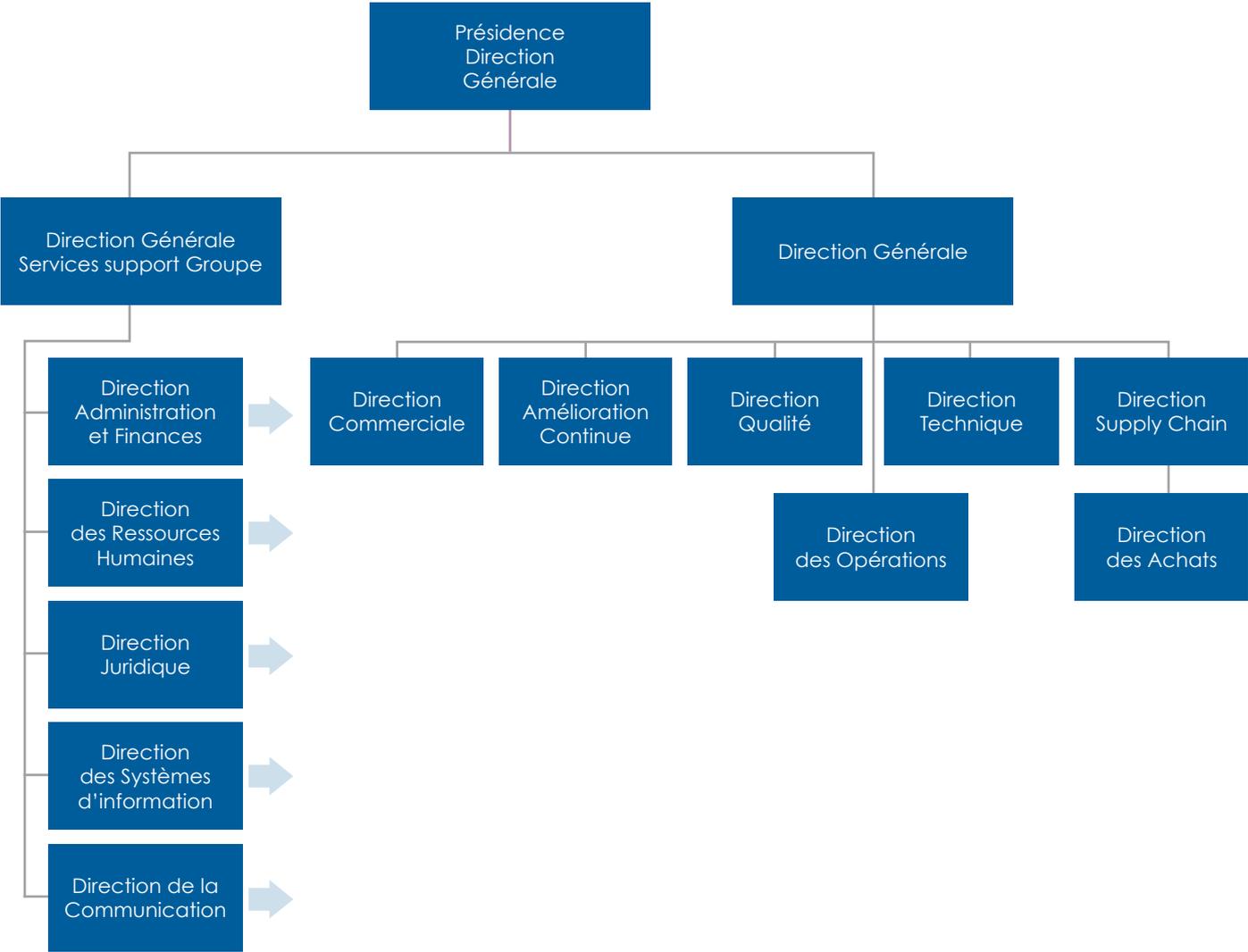
L'ensemble de l'outil industriel représente une capacité de production de 20 000 tonnes de transformation de matières plastiques par an.

Pour plus d'information, se reporter à :

- La carte des implantations page suivante,
- La note 4-2 de l'annexe aux états financiers consolidés. ●

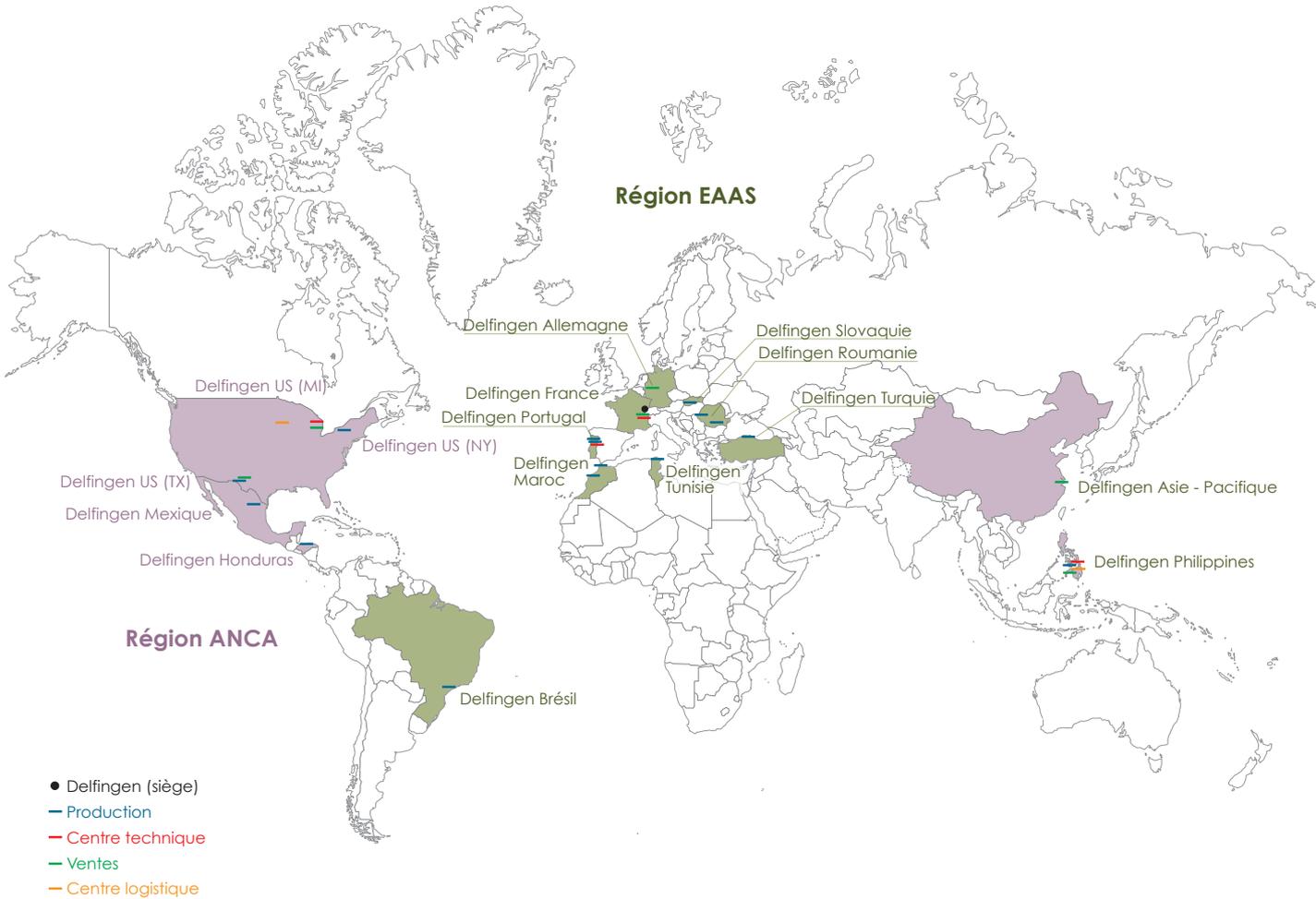
ÉVOLUTIVITÉ ET ADAPTABILITÉ

Propriétés immobilières, usines et équipements
Organisation du Groupe
Organigramme
Relations société mère / filiales



ÉVOLUTIVITÉ ET ADAPTABILITÉ

Propriétés immobilières, usines et équipements
 Organisation du Groupe
 Organigramme
 Relations société mère / filiales

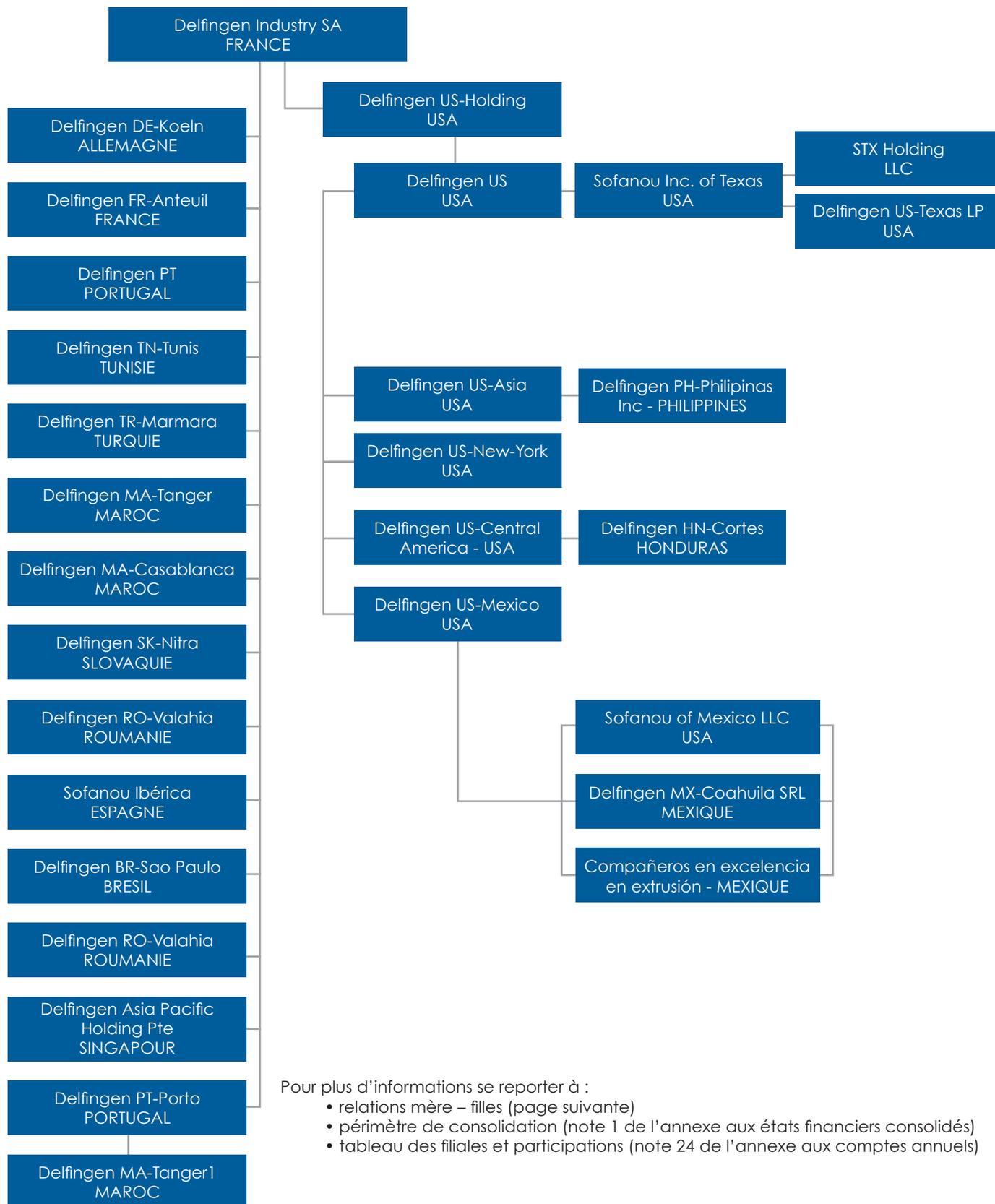


Région ANCA
 - ANC : Amérique du Nord, Amérique Centrale
 - ASIE

Région EAAS
 Europe, Afrique, Amérique du Sud

**SCHEMA DES PRINCIPALES FILIALES
DÉTENUES PAR DELFINGEN INDUSTRY
AU 31/12/2009**

Propriétés immobilières, usines et équipements
Organisation du Groupe
Organigramme
Relations société mère / filiales



Pour plus d'informations se reporter à :

- relations mère – filles (page suivante)
- périmètre de consolidation (note 1 de l'annexe aux états financiers consolidés)
- tableau des filiales et participations (note 24 de l'annexe aux comptes annuels)

Relations entre Delfingen Industry et ses filiales

Delfingen Industry est la société Holding du Groupe. Le Groupe comprend 35 sociétés toutes consolidées (cf. note 1 de l'annexe aux états financiers consolidés pour une information plus détaillée sur les filiales et leur pays d'immatriculation). Le nombre d'entités juridiques est principalement lié à l'organisation du Groupe : un marché mondial et une présence locale.

Les relations entre Delfingen Industry et ses différentes filiales sont celles d'un holding classique, relations qui revêtent un volet financier et un volet d'assistance.

Volet financier

Delfingen Industry finance les activités d'un grand nombre de ses filiales. Au 31 décembre 2009, environ 2/3 des passifs financiers sont portés par Delfingen Industry. Elle a vocation à assurer une part significative des financements du Groupe, directement ou indirectement, par des prêts grâce à son accès aux réseaux bancaires.

Toutefois, par exception, dans la zone dollar, une partie du financement est portée directement par Delfingen US Holding, filiale à 100 % de Delfingen Industry, afin d'assurer l'adossement de la devise d'opération avec la devise de financement.

Par ailleurs, des financements sont directement souscrits par des filiales consolidées, principalement en France et au Portugal.

Le Groupe favorise la consolidation de la trésorerie (cash pooling). Delfingen Industry assure directement ou indirectement la consolidation et la gestion de trésorerie quotidienne de la grande majorité de ses filiales opérant dans la région EAAS. Concernant la région ANCA, ces opérations sont effectuées par Delfingen US Holding.

Volet assistance

Delfingen Industry assiste ses filiales soit directement en matière de directions opérationnelles (Direction Générale, Commerciale, Supply Chain...), soit indirectement en matière administrative, financière, ressources humaines, juridique, système d'information, communication par l'intermédiaire de personnels mis à disposition par Delfingen Group (cf. note 36 de l'annexe aux états financiers consolidés),

Il est à noter que les brevets et savoir-faire industriels sont la propriété de Delfingen FR-Anteuil, filiale à 99,98 % de Delfingen Industry. Delfingen FR-Anteuil concède les droits d'utilisation de ces brevets et savoir-faire aux filiales du Groupe. ●

RAPPORT FINANCIER AMENDÉ p.31

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Rapport de gestion des états financiers consolidés

États financiers consolidés

Annexes aux états financiers consolidés

Rapport de gestion sur les comptes annuels

Comptes annuels

Annexes aux comptes annuels

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers consolidés

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

**MODIFICATIONS APPORTÉES AU RAPPORT FINANCIER ANNUEL
DEPUIS SA PUBLICATION DU 28 AVRIL 2010**

CATÉGORIE	Concerne	Page
Modification	Rapport de gestion des états financiers consolidés Événements marquants de l'exercice	35
Ajout	Investissements prévus	41
Modification	Honoraires des Commissaires aux Comptes	42
Ajout	Événements postérieurs à la clôture	43
Ajout	États financiers consolidés Informations générales	44
Modification	Annexes aux états financiers consolidés Événements marquants de l'exercice	53
Ajout	Activités abandonnées et actifs destinés à être cédés	62
Ajout	Gestion des risques financiers 3-1 Liquidités Prêts à l'entité Delfingen US-Holding	66
Ajout	3-4 Contreparties Nouvelle banque aux Etats-Unis	68
Ajout	Informations relatives à l'actif 4-Actifs non courants 4-1 Actifs incorporels et Goodwills (texte sous le tableau)	69
Ajout	Pertes de valeur sur Goodwills	70
Ajout	Informations relatives au passif Note n°11 Provisions pour autres passifs (commentaires)	76
Ajout	Informations sur l'actionnariat et auto-contrôle Disposition d'un contrat qui pourrait retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle de l'émetteur	131
Modification	Plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions	132
Ajout	Facteurs de risques Les risques liés aux clients (ajout d'un tableau) Environnement	145 147

Rapport de gestion des états financiers consolidés
États financiers consolidés
Annexes aux états financiers consolidés
Rapport de gestion – La société mère Delfingen Industry
Comptes annuels
Annexes aux comptes annuels

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire à l'effet de vous présenter l'activité de votre Société et du Groupe au cours de l'exercice 2009, de procéder aux formalités d'approbation des comptes et de vous soumettre les diverses résolutions.

Le présent rapport vous expose les différents Évènements intervenus ainsi que les principales décisions prises par votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice passé clos le 31 décembre 2009.

Nous allons maintenant vous rendre compte de notre gestion durant ledit exercice et vous présenter en détail les comptes annuels 2009 que nous soumettrons à votre approbation.

Les comptes ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Les comptes vous sont présentés au niveau du Groupe (états financiers consolidés) et au niveau de la société-mère Delfingen Industry.

En raison de la durée exceptionnelle de 17 mois de l'exercice clos le 31 décembre 2007, et afin de favoriser les comparaisons et de mieux apprécier l'évolution de la performance du Groupe, la présentation du compte de résultat inclut les données pro forma de l'exercice 2007 sur douze mois, du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007. ●

Évènements marquants de l'exercice

L'année 2009 a été marquée par une nouvelle baisse des marchés automobiles, tant au niveau des ventes que de la production. 2009 se caractérise par un contraste important entre un premier trimestre très durement impacté par la crise puis un redressement sur les trimestres suivants.

La production automobile est au niveau mondial en net repli par rapport à 2008. Le recul de la production est sans précédent sur les marchés principaux de Delfingen Industry : l'Amérique du Nord et l'Europe. La production automobile a été particulièrement dynamique au Brésil et en Chine.

Dans ce contexte, la stratégie de Delfingen consiste à :

- Renforcer ses positions de leader dans la protection des faisceaux par l'élargissement de sa gamme de produits (principalement via des produits textiles). (cf p14, 17, p41 : investissements)
- Renforcer ses positions géographiques sur les marchés en croissance (cf p14, 17, p41 : investissements)
- Poursuivre ses efforts d'innovation pour accompagner le développement des technologies hybrides et électriques
- Céder ou arrêter les activités non rentables. (cf note 38 p 97)

Pendant l'exercice 2009, Delfingen a adapté en permanence son organisation et ses capacités de production afin de préserver sa compétitivité :

- Mise en œuvre d'un plan drastique d'abaissement du point mort, au travers d'une baisse des dépenses et de la masse salariale (ajustement des effectifs, recours au chômage partiel et baisse de salaires) (cf p 23)
- Vente de l'activité non stratégique de câblage au Portugal, (cf note 38 p 97)
- Transfert de l'activité d'assemblage mécanique du Maroc vers le Portugal à des fins de rationalisation et d'optimisation de l'activité.

L'ensemble des mesures mises en œuvre par le Groupe permet le retour à un résultat opérationnel nettement positif (+ 2,6 M€) et à un résultat net des activités poursuivies à l'équilibre (+0,2 M€), cela malgré une forte baisse du chiffre d'affaires (-16% par rapport à 2008).

Objectif clé de l'année 2009, le free cash flow est positif du fait d'une politique d'investissement très sélective et d'une réduction structurelle des niveaux de stock. L'endettement financier net se réduit de 2 M€ par rapport au 31 décembre 2008.

Delfingen Industry a amélioré sa position de liquidité, tout en renforçant sa structure financière et en améliorant la maturité de sa dette, au travers :

- des accords obtenus avec l'ensemble des banques européennes : confirmation des lignes de crédit, consolidation de court terme en moyen terme et nouveaux financements,
- de l'investissement/financement du FMEA (Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobile) dans Delfingen Industry à hauteur de 3 M€.

L'accord conclu le 13 mai 2009 avec les banques françaises a permis (cf note 3 p 66) :

- la confirmation sur 36 mois des lignes de crédit pré-existantes à hauteur de 7,5 M€
- la consolidation d'une partie de ses lignes court terme en moyen terme (60 mois) : 2,5 M€
- un moratoire de 7 mois de remboursement en capital de prêts moyen terme sur la période mars à octobre 2009 : 3,1 M€
- l'octroi de nouveaux prêts à moyen terme (60 mois) pour 2,8 M€
- l'octroi de nouveaux prêts court terme (18 mois) pour 2,5 M€.

L'accord est soumis au respect des covenants suivants (calculés sur les données consolidées du Groupe Delfingen Industry) :

- Ratio de gearing (EFN / Capitaux Propres) qui doit être inférieur à 1,5; 1,2; 0,75 respectivement au 31/12/09, 31/12/10 et 31/12/11.
- l'Excédent Brut d'Exploitation qui doit être supérieur à 5,8 M€, 8,1 M€ et 9,6 M€ respectivement pour les exercices 2009, 2010 et 2011. ●

Perspectives 2010

Le contexte économique et financier mondial redevient plus favorable mais les perspectives restent incertaines.

Le Groupe anticipe une hausse de la production automobile mondiale par rapport à 2009, tirée par la consolidation de la reprise en Amérique du nord, une hausse significative de la production en Asie, mais avec un marché européen difficile.

Delfingen Industry confirme ses objectifs de réduction de son endettement financier et de redressement de sa marge opérationnelle.

Les leviers mis en œuvre pour atteindre ces objectifs sont :

- Le renforcement de ses positions sur les marchés en croissance au Brésil et en Chine ;
- Un plan d'excellence opérationnelle visant à l'amélioration de sa compétitivité ;
- La poursuite de sa politique maîtrisée d'investissement et de gestion des stocks.

Au-delà de la volonté affirmée de réduire l'endettement financier, Delfingen Industry entend encore améliorer sa position de liquidité et a d'ores et déjà obtenu en 2010 un prêt participatif (CDP) de la part d'Oseo pour un montant de 3 M€. ●

Activité consolidée 2009

ÉVOLUTION DES MARCHÉS

Les marchés automobiles connaissent une forte crise depuis 2008. Déclenchée en Amérique du Nord dès le 1^{er} semestre 2008, la crise s'est propagée en Europe au 2^{ème} semestre 2008, avec une chute brutale de la production automobile sur ces deux marchés.

Le 1^{er} trimestre 2009 a vu une amplification sans précédent de la baisse de la production automobile (-50% en Amérique du Nord et -34 % en Europe).

La reprise se confirme en Amérique du Nord :

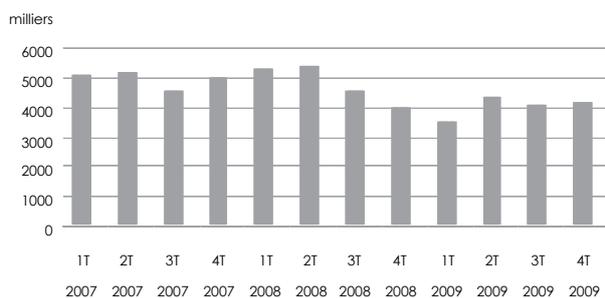
- +2% au 2^{ème} trimestre par rapport au 1^{er} trimestre
- +16% au 3^{ème} par rapport au 2nd
- +31% au 4^{ème} par rapport au 3^{ème}

La production est soutenue par les aides gouvernementales en Europe :

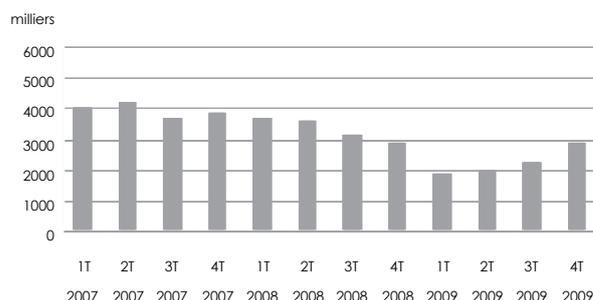
- +24% au 2^{ème} trimestre par rapport au 1^{er} trimestre
- mais -5% au 3^{ème} par rapport au 2nd
- +16% au 4^{ème} par rapport au 3^{ème}

Globalement, la production automobile a reculé en 2009 de -34% en Amérique du Nord par rapport à 2008 et de -16% en Europe. ●

PRODUCTION EUROPE



PRODUCTION AMÉRIQUE DU NORD



ACTIVITÉ- CHIFFRE D'AFFAIRES

EN MILLIONS D'EUROS	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois	Variation 2009 vs 2008 en %	
					Taux courant	Taux constant
Total	77,3	92,0	91,2	123,7	-15,9%	-17,7%

L'activité du Groupe Delfingen Industry est en forte réduction, entraînée par un marché automobile en crise. En décembre 2009, la baisse de la production automobile mondiale par rapport à 2008 atteint -34% en Amérique du Nord et -16% en Europe. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Delfingen Industry s'établit à 77,3 millions d'euros, en baisse de -15,9% par rapport à 2008. ●

EN MILLIONS D'EUROS	2009	2008	Variation	Variation en % hors effet devises
Premier trimestre	15,2	23,9	-36,3%	-40,5%
Deuxième trimestre	18,5	27,5	-33,0%	-36,4%
Troisième trimestre	20,4	22,4	-8,6%	-10,9%
Quatrième trimestre	23,2	18,2	+27,7%	+32,0%

Le 1^{er} semestre a été marqué par un effondrement des marchés automobiles, en particulier américain (-50%). En Europe, la baisse de la production automobile par rapport au 1^{er} semestre 2008 s'établit à -27% mais avec un début de redressement au 2^{ème} trimestre.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du Groupe Delfingen Industry se redresse fortement au 2^{ème} trimestre (+21% par rapport au 1^{er} trimestre 2009).

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2009 reste cependant inférieur au 1^{er} semestre 2008, étant impacté par :

- La baisse d'activité (-44%),
- L'intégration en année pleine de l'activité « protection des faisceaux électriques » de M&Q acquise à mi-mars 2008 (+6%),
- L'augmentation de la parité du dollar par rapport à l'euro (+4%).

Le 2^{ème} semestre est marqué par une accélération du redressement de la production automobile, particulièrement en Amérique (+16% au 3^{ème} trimestre par rapport au trimestre précédent, puis +31% au 4^{ème} trimestre), tandis que le marché européen ne reprend que +7% entre le 2^{ème} semestre et le 1^{er} semestre 2009.

Le chiffre d'affaires du Groupe Delfingen Industry continue d'augmenter chaque trimestre, avec un 4^{ème} trimestre en hausse de 14% par rapport au trimestre précédent et supérieur de 32% à celui du 4^{ème} trimestre 2008, hausse supérieure à celle des marchés.

Le chiffre d'affaires 2009 reste cependant inférieur à celui de 2008 (-16%), étant impacté par :

- La baisse d'activité (-21%),
- L'intégration en année pleine de l'activité « protection des faisceaux électriques » de M&Q acquise à mi-mars 2008 (+4%),
- L'augmentation de la parité du dollar par rapport à l'euro (+2%),
- La cession des activités de câblage du Portugal (-1%).

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR :

EN MILLIONS D'EUROS	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Automobile / EAAS (1)	41,2	46,3	52,7	69,9
Automobile / ANCA (2)	29,2	35,6	28,7	39,9
Marchés Spéciaux	7,0	10,1	9,9	13,9
Total	77,3	92,0	91,2	123,7

(1) Europe, Afrique, Amérique du Sud - (2) Amérique du Nord, Amérique Centrale, Asie

L'analyse sectorielle fait ressortir les points suivants :

Dans le secteur « Automobile – EAAS », après un début d'année en forte baisse, accentuée par un effet de déstockage, la baisse du chiffre d'affaires de l'année 2009 par rapport à 2008 n'est plus que de -11% :

- -9% d'activité dans un marché en baisse de -16%,
- -2% lié à la cession des activités de câblage du Portugal.

Dans le secteur « Automobile – ANCA », le chiffre d'affaires est en baisse de -18% par rapport à 2008, du fait de :

- La baisse d'activité (-30%) liée à la baisse du marché
- L'intégration en année pleine de l'activité de M&Q (+13%)
- L'impact de la parité du dollar par rapport à l'euro (-1%)

Dans les « Marchés Spéciaux », le chiffre d'affaires est en baisse de -31% lié essentiellement à la baisse des marchés du bâtiment en Europe et à celui des équipements électriques en Amérique du Nord.●

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE :

EN %	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
France	9	8	8	8
Espagne	13	12	15	15
Portugal	2	3	4	4
Slovaquie	1	2	2	2
Roumanie	5	6	7	7
Turquie	4	5	5	5
Tunisie	3	3	3	3
Maroc	11	8	9	9
Brésil	2	1	1	-
États-Unis	12	16	14	14
Canada	1	1	1	1
Mexique	22	20	15	16
Philippines	2	3	3	3
Honduras	3	3	3	3
Autres pays Europe	6	6	6	6
Autres pays	4	3	4	4
Total	100	100	100	100

Les pays du Maghreb qui bénéficient de transfert d'activité de nos clients en provenance de l'Europe de l'Est et le Brésil où nous avons pris des parts de marché, connaissent une augmentation de leur activité. Les États-Unis baissent fortement du fait de la chute du marché automobile et de transfert d'activité de nos clients d'Amérique du Nord vers l'Amérique Centrale.●

Résultats consolidés résumés

EN %	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Chiffre d'affaires	77 344	92 007	91 209	123 664
Résultat opérationnel courant	2 581	(229)	5 652	6 429
Résultat opérationnel	2 573	(1 240)	5 587	6 312
Coût de l'endettement financier net	(1 331)	(1 631)	(1 186)	(1 620)
Autres produits et charges financiers	(496)	(745)	(338)	(184)
Charges d'impôts sur le résultat	(556)	(428)	(1 287)	(1 212)
Résultat net des activités poursuivies	190	(4 044)	2 776	3 296
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(717)	-	-	-
Résultat net consolidé	(527)	(4 044)	2 776	3 296
Résultat net, part du Groupe	(611)	(4 179)	2 607	3 083

Le résultat opérationnel courant se redresse très nettement pour s'établir à 2,6 M€ soit 3,3% du chiffre d'affaires.

Cette forte amélioration, malgré la baisse d'activité, résulte :

- Du maintien du niveau de marge brute à 49% du chiffre d'affaires
- De l'abaissement du seuil de point mort obtenu grâce :
 - Au plan d'économie mis en place dès fin 2008 et réalisé en 2009,
 - Aux actions de baisse de la masse salariale :
 - Ajustement des effectifs,
 - Chômage partiel,
 - Réduction des salaires,
 - Aux synergies liées à l'intégration très rapide de M&Q en 2008.

Il est à remarquer que le Groupe n'a pas constaté de perte financière significative au titre de ses créances commerciales avec ses clients nord américains (Visteon, Lear,...)

Le résultat opérationnel, impacté en 2008 par la dépréciation du goodwill de l'activité câblage, s'améliore d'autant plus en 2009 pour atteindre +2,6 M€ contre -1,2 M€ en 2008.

Le résultat financier s'améliore du fait de la baisse des taux d'intérêt et cela malgré un endettement financier moyen supérieur en 2009 à celui de 2008.

Le résultat net des activités poursuivies est à l'équilibre à +0,2 M€, soit une amélioration de +4,6 points de chiffre d'affaires par rapport à 2008, liée à l'amélioration du résultat opérationnel.

Le résultat des activités cédées correspond à celui de l'activité de câblage au Portugal cédée en octobre 2009 et s'établit à -0,7 M€. Il en résulte un résultat net consolidé de -0,5 M€, à comparer à une perte en 2008 de -4,0 M€.

Les résultats opérationnels des 3 secteurs d'activité sont les suivants :

	Résultat opérationnel			
	2009*	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Automobile - EAAS	1 638	(1 592)	2 652	3 134
Automobile - ANCA	958	(1 357)	3 036	2 665
Marchés spéciaux	276	1 194	998	1 601

*Le résultat opérationnel consolidé est de + 2,6 M€, compte-tenu d'une contribution du holding de -0,3 M€.

Rapport de gestion des états financiers consolidés
 États financiers consolidés
 Annexes aux états financiers consolidés
 Rapport de gestion – La société mère Delfingen Industry
 Comptes annuels
 Annexes aux comptes annuels

Situation consolidée du Groupe

	2009	2008	06/07
Actifs non courants	37 022	40 613	32 961
Stocks	8 496	10 074	8 521
Clients et comptes rattachés	19 723	14 567	17 638
Autres créances nettes et impôts courants	2 462	3 040	2 661
Trésorerie	7 351	3 907	5 921
Actifs détenus en vue d'être cédés	-	-	-
Total actif	75 054	72 200	67 701
Capitaux propres	22 571	23 716	29 169
Passifs non courants	21 980	12 445	7 247
Passifs courants	30 503	36 039	31 284
Total passif	75 054	72 200	67 701

L'impact de la dépréciation du dollar (+3,4%) par rapport à l'euro génère une baisse de l'actif et du passif de -1,6% (soit -1,2 M€) au 31 décembre 2009 par rapport au 31 décembre 2008.

Dopée par le très fort redressement de la rentabilité, la CAFICE est de 5,6 M€ à comparer à 3,2 M€ en 2008. Elle atteint 7,2% du chiffre d'affaires.

Le besoin en fonds de roulement se détériore de -1,3 M€. Cette augmentation du besoin est liée à la forte reprise d'activité au 4^{ème} trimestre 2009 par rapport au 4^{ème} trimestre 2008 et cela malgré une forte baisse des retards de paiements des clients et de la baisse du niveau de stock (-1,6 M€). Ramené en jours de chiffre d'affaires moyen au 4^{ème} trimestre, le BFR s'améliore : il passe de 82 jours à 67 jours.

L'objectif de maîtrise des investissements industriels a été atteint, le niveau n'est que de 0,9 M€ en 2009, contre 6,1 M€ en 2008.

En conséquence le free cash flow s'améliore fortement à +3,4 M€ versus -12,2 M€ en 2008.

L'endettement financier net s'établit à 28,2 M€ au 31/12/2009 contre 30,3 M€ au 31/12/2008, soit une diminution de 2,1 M€.

Le montant des capitaux propres s'établit à 22,6 M€ contre 23,7 M€ au 31/12/2008 du fait notamment de la perte de l'exercice de -0,5 M€ et de l'impact des écarts de conversion sur les capitaux propres de -0,4 M€.

L'endettement financier net représente donc 125% des capitaux propres au 31/12/2009 stable par rapport au 31/12/2008.

Le Groupe Delfingen a obtenu les financements nécessaires, sur la base de son plan d'affaires, à la couverture de ses besoins financiers à horizon 2011. Le plan mis en œuvre repose à la fois sur le maintien des financements en place mais aussi sur l'accord de nouvelles ressources à court et moyen terme. Le Groupe a ainsi amélioré sa position de liquidité, tout en renforçant sa structure financière et en améliorant la maturité de sa dette.

D'autre part, l'entrée du FMEA au capital de Delfingen Industry en novembre 2009, à hauteur de 14,48% du capital va permettre au Groupe de poursuivre ses efforts d'innovation et son expansion sur les marchés en croissance et plus particulièrement la Chine. ●

Recherche et développement

Le Groupe maintient ses efforts en terme de recherche et développement, avec un budget de 1,5 millions d'euros. Ces dépenses comprennent l'ensemble des frais de recherche et de développement, à l'exclusion :

- des frais directs de brevets, modèles et marques qui sont immobilisés,
- des frais de développement qui sont immobilisés, soit : 65 K€ en 2009 ●

Investissements

AU COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES

EN MILLIONS D'EUROS	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Investissements	0,9	6,1	4,1	5,7

Le Groupe a mis en place une politique très restrictive d'investissement en 2009, pour réduire ses besoins de trésorerie. Les 0,9 M€ correspondent à l'adaptation des moyens de productions pour répondre aux évolutions de nos clients.

En 2008 et 2007, le niveau d'investissements était très important. Il correspondait :

- en 2008 : essentiellement, à la nécessaire adaptation de l'outil de production acquis lors du rachat de l'activité « protection des faisceaux électriques » de M&Q Plastic Products
- en 2007 : au déploiement des capacités de production sur de nouveaux produits, à l'expansion du site du Mexique et à la création du site du Brésil

La stratégie d'investissement de Delfingen Industry repose sur l'optimisation du dispositif industriel en place :

- des usines de production équipées des procédés de fabrication plus flexibles, plus homogènes et plus efficaces ;
- le déploiement des meilleures pratiques et l'amélioration permanente des processus et des organisations ;
- des plans de productivité majeurs sur certains sites dont l'efficience peut encore être améliorée.

Delfingen Industry possède un outil industriel solide lui assurant compétitivité et rentabilité. Par ailleurs, Delfingen Industry se développe au Brésil et en Chine (ouverture d'un site programmé au second semestre 2010), pour servir la demande locale dans ces régions en forte croissance. ●

INVESTISSEMENTS PRÉVUS

Les principaux investissements, prévus en 2010, concerneront :

- l'ouverture d'un site en Chine
- le développement de nouveaux produits (Gafmil, produits Twinvolt, produits textiles en particulier)
- l'adaptation de l'outil actuel pour l'ensemble des sites
- la mise à niveau du site des Philippines suite au rachat de l'activité « protection des faisceaux électriques » de M&Q Plastic Products

Alors que l'adaptation de l'outil de production et la mise à niveau des Philippines se fera par des ouvertures de prêts classiques déjà négociés avec les banques, les projets d'implantation en Chine et de développement de nouveaux produits seront financés au travers de l'entrée du FMEA au capital de Delfingen Industry fin 2009 et du prêt participatif d'Oséo obtenu en février 2010. ●

Rapport de gestion des états financiers consolidés
 États financiers consolidés
 Annexes aux états financiers consolidés
 Rapport de gestion – La société mère Delfingen Industry
 Comptes annuels
 Annexes aux comptes annuels

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires versés au cours de l'exercice 2009 aux deux Commissaires aux Comptes de la société-mère Delfingen Industry et les temps passés pour procéder à l'audit des comptes annuels et des états financiers consolidés sont les suivants :

	EXCO CAP AUDIT				AUDITIS			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
• Emetteur								
• Filiales intégrées globalement	30 780	32 040	59%	58%	29 520	28 260 ⁽¹⁾	64%	66%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	21 300	23 400	41%	42%	16 500 ⁽¹⁾	14 400 ⁽¹⁾	36%	34%
• Emetteur								
• Filiales intégrées globalement								
Sous Total	52 080	55 440	100%	100%	46 020	42 660	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
• Juridique, fiscal, social								
• Autres (à préciser si >10% des honoraires d'audit)								
Sous Total								
TOTAL	52 080	55 440	100%	100%	46 020	42 660	100%	100%

(1) Signataire Philippe Dandon : convention de facturation avec AUDITIS

L'audit des comptes des différentes filiales du Groupe Delfingen Industry par des cabinets d'audit locaux ou internationaux a généré les durées d'intervention et le versement des honoraires suivants :

FILIALES	Cabinets d'audit	Honoraires en euros
DELFINGEN PT (Portugal)	MAZARS	13 000
DELFINGEN TR-Marmara (Turquie)	MAZARS	6 000
DELFINGEN TN-Tunis (Tunisie)	KPMG	4 263
DELFINGEN MA-Casablanca (Maroc)	DELOITTE	16 900
DELFINGEN MA-Tanger (Maroc)	DELOITTE	9 784
DELFINGEN SK-Nitra (Slovaquie)	MAZARS	17 400
DELFINGEN RO-Transilvania (Roumanie)	MAZARS	10 225
DELFINGEN RO-Valahia (Roumanie)	MAZARS	5 250
DELFINGEN US-Holding (Etats-Unis)	PLANTE MORAN	64 773
DELFINGEN PT-Porto (Portugal)	MAZARS	13 100
DELFINGEN MA Tanger 1 (Maroc)	MAZARS	7 200
DELFINGEN BR-Sao Paulo (Brésil)	MAZARS	14 134
TOTAL hors Commissaires aux Comptes de la société-mère		182 029
TOTAL POUR LE GROUPE		280 129

Évènements postérieurs à la clôture

Communiqué de presse du 12 avril 2010 : 1^{er} trimestre 2010 : La reprise se poursuit.

EN MILLIONS D'EUROS	2010	2009*	Variation	Variation hors effet devises
Chiffre d'affaires	26,1	15,2	+71,4%	+75,7%
dont :				
Automobile / Europe – Afrique – Amérique du Sud (EAAS)	14,3	6,8	+111,1%	+111,1%
Automobile / Amérique du Nord – Centrale – Asie (ANCA)	9,6	6,5	+46,9%	+55,8%
Marchés spéciaux	2,2	1,9	+14,4%	+18,4%

* hors chiffre d'affaires des activités cédées d'un montant de 0,2 M€

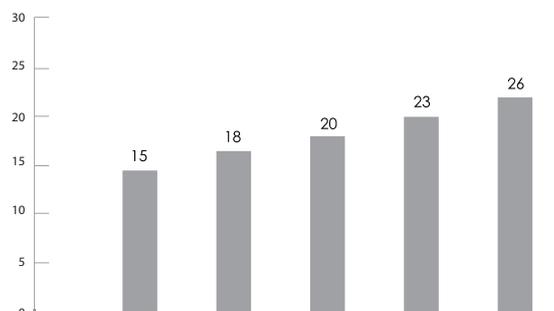
Au 1^{er} trimestre 2010, la production automobile reste sur les mêmes niveaux que celui du 4^{ème} trimestre 2009 (+3% globalement). Par rapport au 1^{er} trimestre 2009, la production automobile est en hausse de + 64% en Amérique du Nord et de + 21% en Europe.

Le chiffre d'affaires du Groupe Delfingen Industry progresse de +12% par rapport au trimestre précédent et de +71% par rapport au 1er trimestre 2009.

Dans la zone EAAS, le chiffre d'affaires automobile continue de progresser et affiche une hausse de +111% par rapport au 1^{er} trimestre 2009. Cette hausse largement supérieure à la hausse du marché est principalement due à la montée en puissance du site du Brésil et au développement de nouveaux produits et business.

Dans la zone ANCA, le chiffre d'affaires automobile est en hausse de +56% (à parité constante) par rapport au 1^{er} trimestre 2009, sachant que Delfingen avait mieux résisté que le marché en 2009, sachant que Delfingen avait mieux résisté que le marché en 2009.

Évolution du CA trimestriel en millions d'euros :



Pour Delfingen Industry, l'année 2010 devrait être marquée par la confirmation de la reprise du marché automobile en Amérique du Nord et l'augmentation des parts de marchés en Europe.

Delfingen Industry a obtenu un prêt participatif (CDP) de la part d'Oseo pour un montant de 3M€ (cf p 41 investissements prévus).

A la connaissance de Delfingen Industry, il n'est pas intervenu, depuis le 31 décembre 2009, d'autre événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe. ●

Rapport de gestion des états financiers consolidés
États financiers consolidés
Annexes aux états financiers consolidés
Rapport de gestion – La société mère Delfingen Industry
Comptes annuels
Annexes aux comptes annuels

Informations générales

La société Delfingen Industry est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé : Zone Industrielle – 25340 Anteuil, France.

Le Groupe Delfingen Industry est un leader mondial dans la conception, la fabrication et la vente de protection des faisceaux électriques et électroniques.

Le secteur automobile représente près de 90% des ventes. Les autres marchés, «Marchés Spéciaux» sont le «Bâtiment & Habitat» et les «Equipements Electriques».

Les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 comprennent la société Delfingen Industry (la «Société») et ses filiales (formant ensemble le «Groupe»).

Les états financiers au 31 décembre 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 9 avril 2010 et seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

La société est cotée sur Euronext Paris.

Sauf indications contraires, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

En raison de la durée exceptionnelle de 17 mois de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et afin de favoriser les comparaisons et de mieux apprécier l'évolution de la performance du Groupe, la présentation du compte de résultat inclut les données pro forma de l'exercice 2007 sur douze mois, du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007. ●

Retraitement des états du résultat net 2008, 2006/2007 et 2007 – 12 mois

Afin d'homogénéiser l'affectation des comptes aux postes Autres produits, Autres achats et charges externes, Autres charges d'exploitation nettes des produits et Autres produits et charges opérationnels, les états du résultat net 2008, 2006/2007 ainsi que le pro forma 2007 – 12 mois ont fait l'objet de reclassements entre ces différents postes. Ces reclassements n'ont pas d'impact sur le résultat opérationnel ainsi que sur le résultat net consolidé de ces exercices.●

	2008	Correction	2008 corrigé
Autres produits	269	(43)	226
Total produits d'exploitation	92 276	(43)	92 233
Autres achats et charges externes	(18 398)	118	(18 280)
Autres charges d'exploitation nettes des produits	99	(212)	(113)
Total charges d'exploitation	(92 368)	(94)	(92 462)
Résultat opérationnel courant	(92)	(137)	(229)
Autres produits et charges opérationnels	(1 148)	137	(1 011)
Résultat opérationnel	(1 240)	0	(1 240)

	2007 12 mois	Correction	2007 12 mois corrigé
Autres produits	(35)	44	9
Total produits d'exploitation	91 174	44	91 218
Autres achats et charges externes	(17 253)	123	(17 130)
Autres charges d'exploitation nettes des produits	(777)	129	(648)
Total charges d'exploitation	(85 522)	253	(85 269)
Résultat opérationnel courant	5 652	297	5 949
Autres produits et charges opérationnels	(65)	(297)	(362)
Résultat opérationnel	5 587	0	5 587

	2006/2007 17 mois	Correction	2006/2007 17 mois corrigé
Autres produits	135	(124)	11
Total produits d'exploitation	123 799	(124)	123 675
Autres achats et charges externes	(23 629)	207	(23 422)
Autres charges d'exploitation nettes des produits	(1 138)	64	(1 074)
Total charges d'exploitation	(117 370)	271	(117 099)
Résultat opérationnel courant	6 429	147	6 576
Autres produits et charges opérationnels	(117)	(147)	(263)
Résultat opérationnel	6 312	0	6 312

Les reclassements opérés entre résultat opérationnel et résultat opérationnel courant concernent des charges et produits opérationnels non récurrents dont principalement des charges et produits exceptionnels sur exercices antérieurs (boni et mali clients ou fournisseurs, reprise de provision devenue sans objet...).●

Rapport de gestion des états financiers consolidés
 États financiers consolidés
 Annexes aux états financiers consolidés
 Rapport de gestion – La société mère Delfingen Industry
 Comptes annuels
 Annexes aux comptes annuels

État de situation financière consolidée

	2009	2008	06/07	Notes correspondantes
Actifs non courants				
Écarts d'acquisition	17 261	17 750	16 058	2-8 ; 4-12 ; 11
Immobilisations incorporelles	712	656	245	2-9 ; 4-1
Immobilisations corporelles	15 829	19 115	14 695	2-10 ; 4-2
Actifs disponibles à la vente	0	0	0	
Autres actifs financiers non courants	377	366	358	2-12 ; 4-3
Autres actifs non courants	0	0	0	
Actifs d'impôts différés	2 845	2 726	1 605	2-20 ; 12
Total actifs non courants	37 022	40 613	32 961	
Actifs courants				
Stocks	8 496	10 074	8 521	2-13 ; 5
Clients et comptes rattachés	19 723	14 567	17 638	2-14 ; 6 ; 7
Autres créances nettes	2 166	2 682	2 395	2-14 ; 7
Impôts courants	296	358	266	7
Trésorerie et équivalent de trésorerie	7 351	3 907	5 921	2-15 ; 8
Actifs détenus en vue d'être cédés	0	0	0	
Total actifs courants	38 032	31 587	34 741	
Total actif	75 054	72 200	67 701	
Taux de change USD/€	0,694155	0,718546	0,679302	

PASSIF	2009	2008	06/07	Notes correspondantes
Capitaux propres Groupe				
Capital société mère	2 490	2 490	2 490	9
Réserves liées au capital	5 309	5 309	5 309	9
Titres auto-détenus	(325)	(273)	(399)	2-21
Réserves consolidées	19 564	23 748	22 596	
Ecart de conversion	(4 786)	(4 361)	(5 293)	
Résultat consolidé du Groupe	(611)	(4 179)	3 083	
Total capitaux propres du Groupe	21 641	22 735	27 785	
Intérêts minoritaires				
Intérêts minoritaires sur réserves	845	847	1 170	10
Intérêts minoritaires sur résultat	84	135	214	
Total intérêts minoritaires	929	982	1 384	
Total capitaux propres	22 571	23 716	29 169	
Passifs non courants				
Dettes financières à long et moyen terme	19 261	10 464	6 643	2-22 ; 12
Autres passifs financiers	440	355	0	
Avantage du personnel	377	342	225	2-18 ; 11
Provisions non courantes	851	527	292	2-17 ; 11
Passif d'impôts différés	1 051	757	87	2-20 ; 13
Total passifs non courants	21 980	12 445	7 247	
Passifs courants				
Dettes financières à moins d'1 an (1)	16 318	23 722	13 261	2-21 ; 12
Dettes fournisseurs	9 810	7 103	11 860	
Autres passifs courants	4 244	5 097	6 068	15
Provisions courantes	0	0	0	
Impôts courants	131	117	95	14
Passifs détenus en vue d'être cédés	0	0	0	
Total passifs courants	30 503	36 039	31 284	
Total passif	75 054	72 200	67 701	
(1) Dont concours bancaires courants	3 795	9 608	8 452	
Dont intérêts courus	42	52	54	
Taux de change USD/€	0,694155	0,718546	0,679302	

Le capital est composé de 1 627 624 actions de 1,53 € de nominal. Le Groupe détient 29 442 titres d'auto-contrôle.

Rapport de gestion des états financiers consolidés
 États financiers consolidés
 Annexes aux états financiers consolidés
 Rapport de gestion – La société mère Delfingen Industry
 Comptes annuels
 Annexes aux comptes annuels

État du résultat global consolidé

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois	Notes explicatives
Chiffre d'affaires net	77 344	92 007	91 209	123 664	16
Autres produits	67	226	9	11	
Total produits d'exploitation	77 411	92 233	91 218	123 675	
Achats consommés	(39 871)	(48 722)	(44 867)	(61 688)	17
Autres achats et charges externes	(13 851)	(18 280)	(17 130)	(23 422)	18
Impôts et taxes	(818)	(1 132)	(894)	(1 462)	
Charges de personnel (1)	(16 598)	(22 138)	(21 223)	(29 288)	20
Dotations nettes aux amortissements	(3 842)	(3 834)	(3 136)	(4 240)	19
Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur	(480)	(536)	156	308	19
Production stockée, immobilisée	588	2 292	2 473	3 767	
Autres Produits d'exploitation	361	145	966	2 478	21
Autres Charges d'exploitation	(319)	(258)	(1 614)	(3 552)	21
Total charges d'exploitation	(74 829)	(92 462)	(85 269)	(117 099)	
Résultat opérationnel courant	2 581	(229)	5 949	6 576	
Autres Produits opérationnels	106	163	(280)	77	22
Autres Charges opérationnelles	(115)	(1 174)	(82)	(340)	22
Résultat opérationnel	2 573	(1 240)	5 587	6 312	
Produits de trésorerie et équivalents	1	17	28	36	23
Coût de l'endettement financier brut	(1 331)	(1 648)	(1 215)	(1 656)	25
Coût de l'endettement financier net	(1 331)	(1 631)	(1 186)	(1 620)	
Autres Produits financiers	794	1 322	997	1 773	24
Autres Charges financières	(1 289)	(2 067)	(1 335)	(1 957)	24
Résultat avant impôt	746	(3 616)	4 063	4 508	
Charge d'impôts sur le résultat	(556)	(428)	(1 287)	(1 212)	26
Résultat net des activités poursuivies	190	(4 044)	2 776	3 296	
Résultat net des activités abandonnées	(717)	0	0	0	2-16
Résultat net consolidé	(527)	(4 044)	2 776	3 296	
Part revenant aux minoritaires	84	135	168	214	
Résultat net, part du Groupe	(611)	(4 179)	2 607	3 083	
Résultat par action (en €)	(0,4)	(2,6)	1,6	1,9	27
Résultat dilué par action (en €)	(0,4)	(2,6)	1,6	1,9	27
Résultat par action des activités poursuivies (en €)	0,1	(2,6)	1,6	1,9	27
Taux moyen de l'exercice USD/€	0,719223	0,683531	0,730609	0,744822	

Les exercices 2008 et précédents ne sont pas retraités des activités abandonnées en 2009. Pour plus de détails, se reporter à la note 38.

État du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Résultat net	(527)	(4 044)	2 776	3 296
Écarts de conversion	(430)	946	(2 316)	(2 661)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(430)	946	(2 316)	(2 661)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(957)	(3 098)	460	636
Dont part du Groupe	(1 036)	(3 247)	313	444
Dont part des minoritaires	79	149	147	192

État de variation des flux de trésorerie consolidés

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois	Notes explicatives
Résultat net des sociétés intégrées	(527)	(4 044)	2 776	3 296	
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité					
Amortissements et provisions: dotations	4 764	5 444	3 378	5 032	
Amortissements et provisions: reprises	(642)	(272)	(334)	(1 039)	
Plus-values de cessions	44	22	482	994	
Quote-part dans les sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>3 638</i>	<i>1 150</i>	<i>6 302</i>	<i>8 283</i>	
Coût de l'endettement financier net	1 388	1 631	1 186	1 620	
Charge d'impôt exigible	408	170	689	949	
Variation des impôts différés	148	258	598	263	
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>5 581</i>	<i>3 208</i>	<i>8 776</i>	<i>11 115</i>	
Impôts versés	(335)	(313)	(715)	(1 127)	
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 283)	(1 647)	567	(77)	29
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 963	1 247	8 628	9 911	
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(784)	(5 613)	(3 985)	(5 512)	4.2
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(141)	(476)	(40)	(50)	4-1
Acquisitions d'immobilisations financières (hors sociétés consolidées)	(10)	7	(73)	(127)	
Cession d'immobilisations	395	95	598	1 940	
Mouvement de périmètre	1	7	0	(381)	
Décassements des sociétés acquises	0	(7 453)	(0)	(1 339)	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(539)	(13 433)	(3 500)	(5 469)	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement					
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(67)	(2 293)	(674)	(674)	30
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(66)	(46)	(3)	(12)	
Augmentation de capital numéraire	0	0	0	121	
Variation des dettes financières diverses	2 991	278	(112)	(221)	
Souscription d'emprunts	8 933	19 152	5 164	6 663	
Remboursement d'emprunts	(4 581)	(6 468)	(6 286)	(10 160)	
Instruments financiers dérivés	85	355			
Intérêts financiers versés	(1 398)	(1 632)	(1 183)	(1 627)	
Titres d'autocontrôle	(52)				
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	5 845	9 345	(3 093)	(5 910)	
Variation théorique de trésorerie	9 269	(2 840)	2 034	(1 467)	
Trésorerie réelle d'ouverture	(5 700)	(2 531)	(4 317)	(815)	
Incidence des variations de change	(14)	(329)	(248)	(249)	
Trésorerie réelle de clôture	3 555	(5 700)	(2 531)	(2 531)	28
Variation réelle de trésorerie	9 269	(2 840)	2 034	(1 467)	

- Les principaux impacts de l'activité cédée de câblage au Portugal sur les flux de trésorerie 2009 sont:
- Au niveau de la CAFICE :
 - Impact sur le résultat net -717 K€
 - Amortissements et provisions (dotations) : 30 K€
 - Plus-value réalisée sur cessions d'immobilisations : 53 K€
 - Coût de l'endettement financier net : 57 K€
 - Au niveau des flux liés aux opérations d'investissement (cessions d'immobilisations) : 254 K€ ●

État de variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux (écarts de conversion)	Capitaux propres - Part du Groupe	Capitaux propres - Part des minoritaires	Total capitaux Propres
Au 31/12/2007	2 490	5 309	(399)	25 678	(5 293)	27 785	1 384	29 169
Augmentation/ Réduction de capital						0		0
Résultat de l'exercice			127	(4 305)		(4 179)	135	(4 044)
Dividendes versés				(1 753)		(1 753)	(586)	(2 339)
Variation écarts de conversion					932	932	14	946
Variation de périmètre						0	(5)	(5)
Autres variations				(51)		(51)	40	(11)
Au 31/12/2008	2 490	5 309	(273)	19 569	(4 361)	22 735	981	23 716
Augmentation/ Réduction de capital						0		0
Résultat de l'exercice				(611)		(611)	84	(527)
Dividendes versés						0	(133)	(133)
Variation écarts de conversion					(425)	(425)	(5)	(430)
Variation de périmètre						0		0
Autres variations			(52)	(5)		(57)	2	(55)
Au 31/12/2009	2 490	5 309	(325)	18 953	(4 786)	21 641	929	22 571

Il n'existe pas de droits, privilèges, restrictions, attachés aux actions composant le capital.

Les dividendes versés aux actionnaires de la société mère au cours des trois derniers exercices se sont élevés à :

- 2006/2007 : 674 K€

- 2008 : 1 753 K€

- 2009 : aucun dividende n'a été distribué au cours de l'exercice

Aucune distribution de dividende n'est prévue en 2010 au titre des résultats de l'exercice 2009. ●

Sommaire des annexes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2009

A – Évènements marquants de l'exercice	53
B – Informations relatives au périmètre de consolidation	54
Note n° 1 Périmètre de consolidation	54
C – Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation	55
Note n° 2	55
2 – 1 Référentiel appliqué	55
2 – 2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1 ^{er} janvier 2009	56
2 – 3 Méthodes de consolidation	56
2 – 4 Opérations en devises étrangères	57
2 – 5 Recours à des estimations	57
2 – 6 Information sectorielle	58
2 – 7 Dates de clôture	58
2 – 8 Goodwills	58
2 – 9 Immobilisations incorporelles	59
2 – 10 Actifs corporels	59
2 – 11 Perte de valeur des actifs non financiers	61
2 – 12 Actifs financiers non courants	61
2 – 13 Stocks et en-cours	62
2 – 14 Créances clients et autres débiteurs	62
2 – 15 Trésorerie et équivalent de trésorerie	62
2 – 16 Activités abandonnées et actifs destinés à être cédés	62
2 – 17 Provisions	62
2 – 18 Avantages au personnel	63
2 – 19 Contrats de location	63
2 – 20 Impôts courants et différés	64
2 – 21 Titres d'autocontrôle	64
2 – 22 Passifs financiers	64
2 – 23 Résultat net par action	64
2 – 24 Plan d'options de souscription et/ou d'achats d'actions	65
2 – 25 Ventes et prestations de services	65
D – Gestion des risques financiers	66
Note n° 3 Gestion des risques financiers	66
3 – 1 Liquidités	66
3 – 2 Gestion des risques de change	67
3 – 3 Gestion des risques de taux financiers	68
3 – 4 Contreparties	68
E - Informations relatives à l'actif	69
Note n°4 – Actifs non courants	69
4 – 1 Actifs incorporels et Goodwills	69
4 – 2 Actifs corporels	71
4-3 Autres actifs financiers non courants	72
Note n° 5 Stocks	73
Note n° 6 Avances et acomptes versés sur commande	73
Note n° 7 Autres créances et autres actifs circulants	74
Note n° 8 Trésorerie et équivalents de trésorerie	74

F - Informations relatives au passif	75
Note n° 9 Capital social et primes	75
Note n° 10 Intérêts minoritaires	75
Note n° 11 Provisions pour autres passifs	76
Note n° 12 Dettes financières courantes et non courantes	77
12-1 Endettement financier net	77
12-2 Ratio de Gearing	77
12-3 Ventilation par nature	78
12-4 Ventilation par échéance des dettes financières courantes	78
12-5 Ventilation par devises	78
12-6 Ventilation par nature de taux	79
Note n° 13 Impôts différés	82
Note n° 14 Ventilation des actifs et passifs par catégorie d'Instruments financiers	83
Note n° 15 Autres passifs courants	83
G - Informations relatives au compte de résultat	84
Note n° 16 Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique	84
Note n° 17 Achats consommés	85
Note n° 18 Autres achats et charges externes	85
Note n° 19 Dotations et reprises sur amortissements et provisions	86
Note n° 20 Charges de personnel	86
Note n° 21 Autres produits et charges d'exploitation	87
Note n° 22 Autres produits et charges opérationnels	87
Note n° 23 Produits de trésorerie et équivalents	87
Note n° 24 Autres produits et charges financiers	88
Note n° 25 Coût de l'endettement financier brut	88
Note n° 26 Impôts sur les bénéfices, impôts différés	89
26-1 Ventilation de l'impôt	89
26-2 Analyse de la charge d'impôt	89
Note n° 27 Résultat par action	90
H - Informations relatives à l'état de variation des flux de trésorerie	91
Note n° 28 Trésorerie présentée dans l'état de variation des flux de trésorerie	91
Note n° 29 Variation du besoin en fond de roulement	91
Note n° 30 Dividendes versés	91
I - Engagements hors bilans	92
Note n° 31 Engagements donnés et reçus	92
31 – 1 Aval, engagements et cautions donnés	92
31 –2 Aval, engagements et cautions reçus	92
31 –3 Passifs éventuels	92
J - Informations diverses	93
Note n° 32 Répartition du personnel	93
Note n° 33 Rémunération des organes de direction	93
Note n° 34 Périmètre de l'intégration fiscale	93
Note n° 35 Informations concernant les entités ad hoc	93
K - Information sectorielle	94
Note n° 36 Information sectorielle	94
36-1 Eléments du compte de résultat par secteurs	94
36-2 Eléments de l'état de situation financière par secteurs	95
L – Transactions avec les parties liées	96
Note n° 37	96
M – Acquisition et cession d'activité	97
Note n° 38	97
N – Événements postérieurs à la clôture	98
Note n° 39	98
O – Retraitement des informations financières des exercices antérieurs	98

Évènements marquants de l'exercice

L'année 2009 a été marquée par une nouvelle baisse des marchés automobiles, tant au niveau des ventes que de la production. 2009 se caractérise par un contraste important entre un premier trimestre très durement impacté par la crise puis un redressement sur les trimestres suivants.

La production automobile est au niveau mondial en net repli par rapport à 2008. Le recul de la production est sans précédent sur les marchés principaux de Delfingen Industry : l'Amérique du Nord et l'Europe. La production automobile a été particulièrement dynamique au Brésil et en Chine.

Dans ce contexte, la stratégie de Delfingen consiste à :

- Renforcer ses positions de leader dans la protection des faisceaux par l'élargissement de sa gamme de produits (principalement via des produits textiles).
- Renforcer ses positions géographiques sur les marchés en croissance
- Poursuivre ses efforts d'innovation pour accompagner le développement des technologies hybrides et électriques
- Céder ou arrêter les activités non rentables.

Pendant l'exercice 2009, Delfingen a adapté en permanence son organisation et ses capacités de production afin de préserver sa compétitivité :

- Mise en œuvre d'un plan drastique d'abaissement du point mort, au travers d'une baisse des dépenses et de la masse salariale (ajustement des effectifs, recours au chômage partiel et baisse de salaires)
- Vente de l'activité non stratégique de câblage au Portugal,
- Transfert de l'activité d'assemblage mécanique du Maroc vers le Portugal à des fins de rationalisation et d'optimisation de l'activité.

L'ensemble des mesures mises en œuvre par le Groupe permet le retour à un résultat opérationnel nettement positif (+ 2,6 M€) et à un résultat net des activités poursuivies à l'équilibre (+0,2 M€), cela malgré une forte baisse du chiffre d'affaires (-16% par rapport à 2008).

Objectif clé de l'année 2009, le free cash flow est positif du fait d'une politique d'investissement très sélective et d'une réduction structurelle des niveaux de stock. L'endettement financier net se réduit de 2 M€ par rapport au 31 décembre 2008.

Delfingen Industry a amélioré sa position de liquidité, tout en renforçant sa structure financière et en améliorant la maturité de sa dette, au travers :

- des accords obtenus avec l'ensemble des banques européennes : confirmation des lignes de crédit, consolidation de court terme en moyen terme et nouveaux financements,
- de l'investissement/financement du FMEA (Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobile) dans Delfingen Industry à hauteur de 3 M€.

Les accords conclus avec les banques françaises ont permis :

- la confirmation sur 36 mois des lignes de crédit pré-existantes à hauteur de 7,5 M€
- la consolidation d'une partie de ses lignes court terme en moyen terme (60 mois) : 2,5 M€
- un moratoire de 7 mois de remboursement en capital de prêts moyen terme sur la période mars à octobre 2009 : 3,1 M€
- l'octroi de nouveaux prêts à moyen terme (60 mois) pour 2,8 M€
- l'octroi de nouveaux prêts court terme (18 mois) pour 2,5 M€.

L'accord est soumis au respect des covenants suivants (calculés sur les données consolidées du Groupe Delfingen Industry) :

- Ratio de gearing (EFN / Capitaux Propres) qui doit être inférieur à 1,5; 1,2; 0,75 respectivement au 31/12/09, 31/12/10 et 31/12/11.
- l'Excédent Brut d'Exploitation qui doit être supérieur à 5,8 M€, 8,1 M€ et 9,6 M€ respectivement pour les exercices 2009, 2010 et 2011. ●

Informations relatives au périmètre de consolidation
NOTE N° 1 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés du Groupe intègrent l'ensemble des filiales de la société Delfingen Industry.
 Les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe sont :

Raison sociale	Pays	% détenu	2009	2008	06/07	Méthode (1)
Delfingen Industry	France	Mère	oui	oui	oui	IG
Delfingen FR-Anteuil	France	99,98	oui	oui	oui	IG
Sofanou Ibérica	Espagne	99,96	oui	oui	oui	IG
Delfingen PT	Portugal	98,44	oui	oui	oui	IG
Delfingen TR-Marmara	Turquie	99,99	oui	oui	oui	IG
Lima Inmo SL	Espagne	99,99	oui	oui	oui	IG
Sofanou UK	Royaume-Uni	100,00	oui	oui	oui	IG
Sofanou Argentina	Argentine	99,98	oui	oui	oui	IG
Delfingen TN-Tunis	Tunisie	99,80	oui	oui	oui	IG
Delfingen MA-Casablanca	Maroc	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen SK-Nitra	Slovaquie	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen MA-Tanger	Maroc	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen RO-Transilvania	Roumanie	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen US-Holding	États-Unis	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen US	États-Unis	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen US-New York	États-Unis	90,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen US-Texas	États-Unis	100,00	oui	oui	oui	IG
STX Holding LLC	États-Unis	100,00	oui	oui	oui	IG
Sofanou Inc. of Texas	États-Unis	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen-US-Asia, Inc.	États-Unis	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen PH-Filipinas	Philippines	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen US-Central America	États-Unis	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen HN-Cortes	Honduras	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen US-Mexico, Inc	États-Unis	100,00	oui	oui	oui	IG
Sofanou of Mexico LLC	États-Unis	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen MX-Coahuila S de RL de CV	Mexique	100,00	oui	oui	oui	IG
Compañeros en Excelencia en Extrusión S de RL de CV	Mexique	100,00	oui	oui	oui	IG
SCI des Bottes	France	10,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen PT-Porto	Portugal	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen RO-Valahia	Roumanie	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen MA-Tanger1	Maroc	100,00	oui	oui	oui	IG
Delfingen BR-Sao Paulo	Brésil	99,99	oui	oui	oui	IG
Delfingen DE-Köln	Allemagne	100,00	oui	oui	-	IG
Delfingen West, Inc	Philippines	100,00	oui	oui	-	IG
Delfingen Asia Pacific Holding Pte Ltd	Singapour	100,00	oui	-	-	IG

(1) IG: intégration globale.

Les variations du périmètre de consolidation correspondent à :

- La création de la société : Delfingen Asia Pacific Holding Pte Ltd le 23 novembre 2009
- La liquidation de la société : Sofanou Argentina le 19 mai 2009
- L'absorption de la société Delfingen West Inc par Delfingen PH-Filipinas.

Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation

NOTE N° 2

NOTE 2 – 1 RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ

Les états financiers sont présentés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et consultable sur le site internet de la commission européenne. ⁽¹⁾

Les états financiers sont présentés en euros et arrondis au millier le plus proche. Ils ont été établis selon les principes généraux des normes IFRS :

- Image fidèle
- Continuité d'exploitation ;
- Comptabilité d'engagement ;
- Permanence de la présentation ;
- Importance relative et regroupement.

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer de manière anticipée, lorsque les textes en offrent la possibilité, les normes, mises à jour et interprétations publiées et applicables pour les exercices 2010 et suivants. Le Groupe ne pense pas qu'il en résultera des changements significatifs.

Les principes comptables utilisés pour l'élaboration des états financiers du Groupe sont décrits dans les notes suivantes. Sauf mention particulière, ils ont été appliqués de manière homogène sur tous les exercices présentés. ●

⁽¹⁾http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr/htm#adopted_commission

NOTE N° 2

NOTE 2 – 2 NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE ET D'APPLICATION OBLIGATOIRE AUX EXERCICES OUVERTS À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2009

IAS 1 révisée – présentation des états financiers

La norme IAS 1 introduit principalement la notion de résultat global. Delfingen Industry a opté pour une présentation séparée de ce résultat global à la suite du compte de résultat consolidé.

Amendement de la norme IAS 7 : État des flux de trésorerie

Cette norme a fait l'objet d'un amendement lors de la publication de la version révisée d'IAS 1 – Présentation des états financiers.

Cet amendement introduit la notion de CAFICE (Capacité d'auto-financement avant coût de l'endettement financier net et impôt) et impose la présentation sur une ligne distincte de l'état des flux de trésorerie des éléments suivants :

- coût de l'endettement financier net
- charge d'impôt exigible
- impôts versés
- intérêts financiers versés

IFRS 8 : Secteurs opérationnels

Cette norme qui remplace IAS 14, conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. En application de cette nouvelle norme, le Groupe a retenu trois secteurs à présenter (contre deux auparavant) et donne pour chacun d'entre eux les principaux agrégats financiers utilisés par la Direction pour piloter le Groupe (cf. note 2-6). L'application de cette norme n'a pas d'effet sur le résultat, ni sur la situation financière du Groupe.

IAS 23 révisée – coût d'emprunts

Cette norme qui impose la capitalisation des coûts d'emprunts sur les actifs éligibles n'a pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2009.

IFRS 7 – information à fournir relative aux instruments financiers

Ces amendements prévoient la publication d'informations complémentaires sur la mesure de la juste valeur et le risque de liquidité. Ces informations figurent en notes 3-1 et 13. ●

NOTE 2 – 3 MÉTHODES DE CONSOLIDATION

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Delfingen Industry exerce directement ou indirectement le contrôle.

Il n'y a pas de société dans laquelle Delfingen Industry exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus values, profits sur stocks, dividendes). ●

NOTE 2 – 4 OPÉRATIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées dans la monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie de fonctionnement au taux en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en résultat, à l'exception de ceux relatifs à des prêts et emprunts, qui, en substance, font partie intégrante de l'investissement net dans une filiale étrangère.

Ceux-ci sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, dans les réserves de conversion incluses dans les capitaux propres consolidés, pour leur montant net d'impôt jusqu'à la date de sortie de l'investissement net où ils seront enregistrés en résultat. ●

Conversion des états financiers des filiales consolidées

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euro au taux de change du 31 décembre 2009 pour les postes du bilan et au taux de change moyen de l'exercice pour le compte de résultat. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés en réserves de conversion et sont imputés dans les capitaux propres.

Les taux des principales monnaies utilisées pour la consolidation des comptes sont les suivants :

	2009		
	Taux ouverture	Taux moyen	Taux clôture
Euro	1,00000	1,00000	1,00000
Dinar tunisien	0,54765	0,53288	0,52628
Dirham marocain	0,08919	0,08895	0,08812
Leu roumain	0,24860	0,23599	0,23606
Lire turque	0,46538	0,46267	0,46410
Real brésilien	0,30830	0,36242	0,39820
Dollar américain	0,71855	0,71922	0,69416
Dollar Singapour	-	0,48876	0,49520

NOTE 2 – 5 RECOURS À DES ESTIMATIONS

L'élaboration des états financiers en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et des estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs, des produits et des charges à la clôture de l'exercice. Ces estimations et hypothèses, reflètent, le jugement raisonnable et prudent de la Direction, qui les révise de manière continue. Toutefois les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des états financiers pour la période close au 31 décembre 2009 concernent notamment les postes suivants :

- les actifs d'impôts différés
- les provisions
- les pertes de valeurs sur goodwill
- les performances de l'activité câblage en 2007 et 2008. ●

NOTE 2 – 6 INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IFRS 8, et en remplacement de la norme IAS 14, le Groupe a redéfini les secteurs à présenter en se basant sur le reporting interne utilisé par la Direction du Groupe pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs.

L'information comparative a été retraitée conformément à la norme IFRS 8.

Les 3 secteurs retenus par le Groupe Delfingen Industry sont les suivants :

- Automobile - EAAS : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Europe, Afrique et Amérique du Sud
- Automobile - ANCA : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Amérique du nord, Centrale et Asie
- Marchés Spéciaux : ce secteur regroupe les produits liés aux BU Equipement Electrique et Bâtiment & Habitat

A ces 3 secteurs s'ajoutent les holdings et les éliminations.

Les indicateurs utilisés pour mesurer la performance des secteurs, et notamment le résultat opérationnel, sont réconciliés avec les états financiers consolidés. Les indicateurs clés exposés en Note 35 sont les suivants :

- Le chiffre d'affaires
- Le résultat opérationnel
- Les investissements corporels et incorporels
- Les actifs sectoriels constitués des immobilisations corporelles, incorporelles, des goodwill, des stocks, des créances clients et autres créances diverses.

La dette financière, les autres revenus et autres charges, les résultats financiers, les impôts, sont suivis au niveau du Groupe et ne sont pas alloués aux secteurs. ●

NOTE 2 – 7 DATES DE CLÔTURE

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation ont un exercice social clos le 31 décembre 2009.

De plus toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation ont un exercice d'une durée de 12 mois à l'exception des filiales créées ou acquises au cours de la période (Cf. note relative au périmètre de consolidation). ●

NOTE 2 – 8 GOODWILLS

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode dite de l'acquisition (IFRS 3).

Les Goodwills représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs et passifs à la date de prise de participation.

Les Goodwills ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an.

Pour ce test, les Goodwills sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie qui correspondent à des ensembles homogènes générant des flux de trésorerie indépendants. En cas de perte de valeur estimée à la clôture d'un exercice, la dépréciation est inscrite en résultat dudit exercice.

Les modalités des tests de pertes de valeurs sont détaillées dans la note 2-11. ●

NOTE 2 – 9 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Frais de recherche et de développement

En application de la norme IAS 38, les frais de recherche sont comptabilisés en charge et les frais de développement, découlant de l'application des résultats de la recherche, sont immobilisés dans la mesure où le Groupe peut démontrer :

- son intention ainsi que sa capacité financière et technique à mener à bien le projet de développement à son terme ;
- que l'actif générera des avantages économiques futurs ;
- et que le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement répondant aux critères ci-dessus sont inscrits à l'actif et amortis sur une durée maximale de 5 ans. ●

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les coûts de développement et d'acquisition des logiciels informatiques ainsi que des brevets et licences. Ces dépenses sont amorties selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée.

Il est à noter qu'il ne figure pas dans les actifs du Groupe, d'immobilisation incorporelle à durée de vie indéfinie. ●

Amortissements

	Durée	Mode
Frais de recherche et développement	5 ans	Linéaire
Droits fongibles (Brevets)	20 ans	Linéaire
Logiciels et Autres immobilisations incorporelles	3 ans	Linéaire

NOTE 2 – 10 ACTIFS CORPORELS

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Dès lors que des composants d'une immobilisation corporelle sont identifiables, ils sont immobilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte.

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe, la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrat de location - financement. Les actifs ainsi financés sont comptabilisés à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements effectués au titre du contrat de location. En contrepartie, la dette correspondante est inscrite au passif financier. Les paiements relatifs aux contrats de location simple sont enregistrés comme une charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus. ●

Coûts ultérieurs

S'il s'agit du remplacement d'un composant ou d'une dépense qui concourt à une prolongation significative de la durée de vie de l'immobilisation, le coût est enregistré à l'actif.

Dans le cas de dépenses de maintenance, d'entretien et de réparation courante concourant à la bonne utilisation de l'immobilisation, le coût est enregistré en charge. ●

Amortissements

L'amortissement est calculé sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particulier, les valeurs résiduelles sont nulles.

La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisation, dont les principales sont les suivantes :

		Durée	Mode
Agencements, aménagements terrains et constructions		8 à 10 ans	Linéaire
Constructions	Gros œuvre	30 ans	Linéaire
	Lots techniques	20 ans	Linéaire
	Second oeuvre	15 ans	Linéaire
Matériel et outillage		5 à 12 ans	Linéaire
Matériel de transport		5 ans	Linéaire
Mobilier/matériel de bureau/informatique		10 ans/3 ans	Linéaire

NOTE 2 – 11 PERTE DE VALEUR DES ACTIFS NON FINANCIERS

Lorsqu'il existe un indice que la valeur recouvrable d'un actif pourrait être inférieure à sa valeur nette comptable, alors la valeur recouvrable de l'actif est évaluée, et le cas échéant, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est définie comme étant la plus élevée de la juste valeur (diminuée des coûts de cession) et de la valeur d'utilité déterminée par l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus. Dans la pratique, compte tenu du fait qu'il existe rarement une base fiable pour déterminer la juste valeur des UGT du Groupe, Delfingen Industry utilise la valeur d'utilité pour déterminer la valeur recouvrable d'une UGT.

Pour ce test, les actifs sont regroupés en Unité Génératrice de Trésorerie (UGT).

Le Groupe a retenu pour la définition des UGT, le regroupement stratégique des Business Unit (BU) au sein de ses trois secteurs opérationnels : « Automobile ANCA » et « Automobile EAAS », « Marchés Spéciaux ».

Le secteur opérationnel « Automobile EAAS » regroupe les BU suivantes :

- BU Protection des faisceaux et transfert de fluides EAAS (UGT 1)
- BU Assemblage mécanique (UGT 2)
- BU Assemblage de faisceaux (UGT 3)

Le secteur opérationnel « Automobile ANCA » regroupe la BU suivante :

- BU Protection des faisceaux et transfert de fluides ANCA (UGT 4)

Le secteur opérationnel « Marchés Spéciaux » regroupe les BU suivantes :

- BU Machines et équipement électriques (UGT 5)
- BU Bâtiment et Habitat (UGT 6)

Les tests de dépréciation ont été effectués selon les règles suivantes :

- Les Goodwills ont été ventilés entre les différentes UGT,
- Les Goodwills font l'objet d'un test de dépréciation dès qu'il existe un indice de perte de valeur et au moins une fois par an,
- La valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux de trésorerie nets, actualisés, après impôts, établis à partir d'un plan d'activité à 4 ans tel qu'arrêté par la Direction du Groupe,
- Le taux d'actualisation reflète les appréciations de la Direction notamment en ce qui concerne le niveau de risque attaché à chaque actif testé.

Les pertes de valeurs enregistrées au titre des Goodwills sont irréversibles. ●

NOTE 2 – 12 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Sont classés dans cette catégorie principalement les dépôts et cautionnements versés dans le cadre de contrats de bail de locaux dont le Groupe n'est pas propriétaire. ●

NOTE 2 – 13 STOCKS ET EN-COURS

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Les produits finis et les en-cours de production sont évalués à leur coût de production qui incorpore sur la base d'un niveau normal d'activité les charges directes et indirectes de production. Les stocks de marchandises, de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés au coût moyen pondéré ou au dernier prix d'achat. Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks. Les coûts financiers ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût de revient, s'ils sont endommagés, obsolètes et chaque fois qu'ils présentent des risques de non écoulement à des conditions normales. ●

NOTE 2 – 14 CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Ces créances sont comptabilisées à leur juste valeur réévaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif après déduction des éventuelles pertes de valeur. Lorsque les délais de paiement sont inférieurs à un an, la juste valeur initiale et le coût amorti ultérieur sont égaux au montant nominal.

En cas de risque de non recouvrement, des dépréciations sont constatées au cas par cas sur la base des flux d'encaissement probables. ●

NOTE 2 – 15 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisses, les comptes courants bancaires ainsi que les OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme. Tous ces éléments sont évalués à leur juste valeur, les éventuels ajustements sont enregistrés en résultat. ●

NOTE 2 – 16 ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

Conformément à la norme IFRS 5, la cession de l'activité câblage au Portugal a été traitée en tant qu'activité abandonnée. En effet :

- Cette activité était une unité génératrice de trésorerie depuis son acquisition en 2006,
- Cette activité représentait une ligne d'activité distincte : le Groupe n'exerce plus aujourd'hui dans cette activité,
- Compte-tenu de l'impact sur le résultat opérationnel, elle peut être considérée comme principale.

Par contre, nous n'avons pas retraité les exercices 2007 et 2008 car cela aurait nécessité beaucoup de jugement et d'approximations (cf note 38 p 97). ●

NOTE 2 – 17 PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources futures nécessaires à l'extinction de l'obligation. Les risques et charges provisionnés au bilan consolidé sont tous nettement précisés quant à leur objet et des Évènements survenus ou en cours les rendent probables.

Les provisions ne font l'objet d'aucune actualisation. ●

NOTE 2 – 18 AVANTAGES AU PERSONNEL

Le montant comptabilisé au titre des avantages au personnel correspond uniquement aux engagements de retraite. Il n'existe pas au sein du Groupe d'autres avantages au personnel susceptibles de faire naître un engagement pour le Groupe.

Le montant des engagements de retraites et avantages assimilés est peu significatif (377 K€) au regard de la situation financière et du patrimoine du Groupe. En vertu des législations applicables dans les pays dans lesquels le Groupe est implanté, les salariés des entités françaises sont les principaux bénéficiaires de tels avantages.

Les engagements en matière de retraite pour les sociétés françaises sont évalués selon le principe actuariel des unités de crédit projetées avec salaire en fin de carrière conformément à IAS19. Elles sont inscrites au passif du bilan avec comptabilisation d'un impôt différé actif. Aux États-Unis, les filiales américaines abondent les versements facultatifs de leurs salariés à un fond privé de retraite (401 K). Les versements effectués par les sociétés américaines sont comptabilisés en charge de personnel.

Les hypothèses retenues pour le calcul des provisions pour indemnités de départ à la retraite des sociétés françaises sont les suivantes :

	2009	2008	2006/2007
Age moyen de départ à la retraite	65 ans	65 ans	65 ans
Taux de turn-over Cadres	de 4 à 6%	de 4 à 6%	de 4 à 6%
Taux de turn-over Non Cadres	de 4 à 5%	de 4 à 5%	de 4 à 5%
Taux d'actualisation	4%	4%	4%
Taux d'augmentation des salaires	2,5%	2,5%	2,5%

NOTE 2 – 19 CONTRATS DE LOCATION

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location – financement, transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées au bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les actifs, objets d'un contrat de location – financement, sont amortis sur leur durée d'utilité conformément aux règles du Groupe.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat. ●

NOTE 2 – 20 IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impôts différés.

L'impôt exigible est basé sur les bénéfices des sociétés du Groupe. Il est calculé conformément aux règles locales et intègre les éventuels ajustements au titre des exercices précédents.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur les différences temporelles entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur figurant dans les états financiers consolidés, en utilisant les taux d'imposition applicables.

Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés. Les perspectives de récupération des impôts différés sont revues périodiquement par entité fiscale. Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur est probable à court ou moyen terme.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

En France, la loi de Finance pour 2010 votée en décembre 2009, introduit une Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la taxe professionnelle. La CET a deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe considère que les deux composantes de la CET relèvent de la même classification en charge opérationnelle. ●

NOTE 2 – 21 TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice. ●

NOTE 2 – 22 PASSIFS FINANCIERS

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE) et retraités des coûts de transaction attribuables.

La différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat étalée sur la durée des passifs financiers. ●

NOTE 2 – 23 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de l'exercice part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors action d'autocontrôle) au cours de l'exercice.

Le résultat de la période dilué par action est calculé en retenant les instruments donnant un accès différé au capital de Delfingen Industry. Les options de souscriptions attribuées n'ont pas un caractère dilutif reconnu à la clôture du fait d'un prix d'exercice significativement supérieur au prix du marché.

En conséquence, le résultat 2009 dilué par action est identique à celui avant dilution. ●

NOTE 2 – 24 PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET/OU D'ACHATS D' ACTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 janvier 2003 a autorisé l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux des sociétés du groupe et a délégué au Conseil d'Administration la mise en œuvre de ce plan dans les 38 mois de ladite Assemblée Générale, soit jusqu'au 25 mars 2006.

Les options consenties, d'une durée de 7 ans à compter de leur attribution, ne peuvent donner droit à souscrire ou acheter plus de 80 000 actions, chaque option permettant la levée d'une action.

Le Conseil d'Administration a procédé à deux attributions :

- le 7 mars 2003, portant sur 51 750 options, au prix d'exercice de 18,63 €
- le 9 décembre 2003, portant sur 12 550 options, au prix d'exercice de 18,61 €

Un second plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 janvier 2007. L'autorisation est donnée, jusqu'au 20 mars 2010, pour un nombre maximum de 45 900 options.

Sur la base de cette nouvelle délégation, le Conseil d'Administration a procédé à une attribution, le 14 février 2007, portant sur 49 500 options et en a fixé le prix d'exercice à 18,57 €.

Les deux plans en cours prévoient que les options sont exerçables par tranche de vingt cinq pour cent (25%) à compter du premier anniversaire de l'attribution, vingt cinq pour cent (25%) à compter du deuxième anniversaire, vingt cinq pour cent (25%) à compter du troisième anniversaire et vingt cinq pour cent (25%) à compter du quatrième anniversaire.

Aucune option n'a été attribuée à des mandataires sociaux de la société ou de sociétés contrôlées par Delfingen Industry ou contrôlant Delfingen Industry.

Il n'a été comptabilisé aucune charge de personnel au titre des plans d'attribution ci-dessus pour l'exercice clos au 31 décembre 2009. ●

NOTE 2 – 25 VENTES ET PRESTATIONS DE SERVICES

Le montant des produits est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction de toute ristourne ou de toute action corrélée aux ventes.

Les produits sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Compte tenu de la nature des produits, des conditions générales de vente, des Incoterm de transports et des polices d'assurance, les produits sont généralement enregistrés à la date de facture. ●

Gestion des risques financiers

NOTE N° 3 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

NOTE 3 – 1 LIQUIDITÉS

Positions de liquidité

Le détail de la position de liquidité et de l'endettement financier net figure dans les notes n°8 et n°11 de la présente annexe.

Au 31 décembre 2009, Delfingen Industry dispose d'une trésorerie de 7 351 K€ (3 907 K€ au 31 décembre 2008).

Les sources supplémentaires d'accès à la liquidité sont les suivantes :

- Des lignes de crédit bancaire court terme confirmées à échéance mai 2012 pour un total de 3 973 K€ utilisées à hauteur de 1 825 K€ ;
- Des lignes de crédit bancaire court terme classiques pour un total de 2 370 K€ utilisées à hauteur de 1 970 K€ ;
- Une ligne de crédit bancaire moyen terme pour un total de 3 557 K€ utilisée à hauteur de 2 531 K€.

En 2009, le Groupe Delfingen Industry a obtenu

- auprès de ses banques européennes le 13 mai 2009 :
 - la confirmation des lignes de crédit existantes, court terme et long terme
 - la consolidation d'une partie de ses lignes, court terme en moyen terme
 - un moratoire de 7 mois de remboursement en capital de prêts moyen terme sur la période mars à octobre 2009
 - l'octroi de nouveaux prêts à moyen terme.
- auprès du FMEA :
 - Le FMEA a investi/financé 3 M€ dans Delfingen Industry via son holding de contrôle Delfingen Group. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2009, par un prêt de Delfingen Group à Delfingen Industry de 3 M€. Il est prévu que, sous réserve des autorités de marché, Delfingen Industry lance une augmentation de capital dans le courant de l'exercice 2010. Cette augmentation de capital sera garantie par Delfingen Group. La souscription de Delfingen Group sera libérée par compensation dudit prêt.

Au 31 décembre 2009, le Groupe a amélioré sa position de liquidité, renforcé sa structure financière et allongé la maturité de sa dette. ●

Prêts à l'entité Delfingen US Holding

Les contrats de prêt de Delfingen US Holding, figurant dans le passif financier courant pour un montant de 4 582 K€ arrivent à terme en mai 2010 avec faculté de reconduction.

Delfingen US Holding a conclu un contrat de prêt avec une nouvelle banque (Huntington National Bank) lui permettant de s'assurer de la pérennité des financements sur la zone US.

Du fait du support de Delfingen Industry au travers de la politique de gestion de la liquidité du Groupe (centralisation de la trésorerie), l'exposition au risque de liquidité est réduit au niveau de Delfingen US Holding. ●

Covenants :

	2009
Endettement financier lié à covenants A	23 417
Endettement financier lié à covenants B	4 596
Endettement financier non lié à des covenants	7 567
Total endettement financier brut	35 580

L'ensemble des prêts et lignes de crédit, soumis à covenants, fait l'objet d'une clause de remboursement anticipée liée :

Pour les covenants A (calculés sur les données consolidées du Groupe Delfingen Industry) :

- au ratio de gearing (EFN / Capitaux Propres) qui doit être inférieur à 1,5; 1,2; 0,75 respectivement au 31/12/09, 31/12/10 et 31/12/11.
- à l'Excédent Brut d'Exploitation qui doit être supérieur à 5,8 M€, 8,1 M€ et 9,6 M€ respectivement pour les exercices 2009, 2010 et 2011.

Pour les covenants B (calculés sur les données consolidées au niveau de Delfingen US Holding) :

- aux capitaux permanents qui doivent être supérieurs à 7,3 M\$ au 31/12/09
- au ratio de Dettes / Capitaux Propres (retraité de la dette subordonnée) qui ne doit pas être supérieur à 3,12
- au ratio de Service de la Dette / EBITDA (retraité des loyers) qui ne doit pas être inférieur à 1,20

À la date d'arrêté des comptes, le Groupe respecte ces covenants et prévoit de les respecter sur les 12 prochains mois. ●

NOTE 3 – 2 GESTION DES RISQUES DE CHANGE

Couverture des risques de change :

Les principaux instruments de couverture utilisés par le Groupe sont : achats et ventes à terme fermes de devises, swaps et options.

	TOTAL	Vente à terme	Tunnel prime nulle 1 pour 2	Terme bonifié accumulatif	Terme bonifié accumulatif	Terme bonifié accumulatif
Montants en USD	2 500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Taux moyens €/USD	1,4152	1,4399	1,4380	1,3974	1,3917	1,4102
Montants en €	1 766 595	347 246	347 705	357 808	359 264	354 571
Échéance		31/03/2010	31/03/2010	01/04/2010	31/12/2010	31/12/2010

L'exposition nette du Groupe se concentre principalement sur le dollar (hors devise fonctionnelle des entités).

Les couvertures de change concernent les risques sur des avances de trésorerie faites par la société Delfingen Industry à sa filiale Delfingen US-Inc Holding.

Au 31 décembre 2009, les créances nettes en dollars étaient les suivantes :

En milliers de dollars	Total	< 1 an	> 1 an
Delfingen Industry / Delfingen US-Holding	3 605	3 105	500
Delfingen FR-Anteuil / Delfingen US-Holding	-258	-258	0
Total des créances nettes	3 347	2 847	500

Sensibilité aux variations du dollar :

Impact de la variation du dollar sur la base des comptes 2009

	USD
Hypothèse de variation par rapport à l'euro	+4%
Impact sur le résultat avant impôt	+38
Impact sur les capitaux propres	+875

NOTE 3 – 3 GESTION DES RISQUES DE TAUX FINANCIERS

Ces couvertures concernent les risques d'évolution des taux financiers sur des emprunts moyen terme de la société Delfingen Industry.

	Taux	1 ^{ère} échéance	Dernière échéance	Milliers d'Euros au 31/12/09
Delfingen Industry Tunnel	CAP : 3,25%, Palier : 4%, FLOOR : 2,55% Euribor 3 mois	31/03/2006	31/03/2011	240
Delfingen Industry Tunnel	CAP : 3,25%, Palier : 4,6%, FLOOR : 3,75% Euribor 3 mois	09/10/2008	09/10/2013	1 700
Delfingen Industry FLOOR	Palier : 4,25%, FLOOR : 3,4% Euribor 3 mois	25/04/2007	26/04/2011	225
Delfingen Industry	Taux Fixe : 4,35% Euribor 3 mois	01/07/2008	01/07/2013	3 000
Delfingen Industry	Taux Fixe : 4,7% Euribor 3 mois	01/10/2008	16/09/2013	2 400
Delfingen US Inc	LIBOR 3M locked rate 3,78%	31/10/2009	31/01/2010	2 051
Delfingen US Inc	LIBOR 1M locked rate 3,73%	31/12/2009	31/01/2010	2 531

À noter que les intérêts attachés aux dettes auprès des établissements de crédit sont majoritairement indexés sur l'Euribor 3 mois ou sur le Libor 3 mois. Seuls 2,2 M€ sont en taux fixes (voir détail en note n° 12-6).

Le détail de la structure financière par nature de taux figure dans la note n° 11-5 de la présente annexe. A noter qu'une variation de + ou - 0,5 point des taux d'intérêt aurait un impact de + ou - 173 K€ sur les charges d'intérêts financiers de l'exercice. ●

NOTE 3 – 4 CONTREPARTIES

Dans le cadre de ses opérations d'accès aux financements, Delfingen Industry est exposé au risque de contrepartie. Toutefois ce risque est limité du fait que ces opérations de financement sont réalisées avec une dizaine d'intervenants :
 - En France : Banque Populaire de Franche Comté, Crédit Agricole de Franche Comté, BECM, CIC- Est, Société Générale, Fortis et HSBC
 - Aux États-Unis : Fifth Third (remplacé par Huntington National Bank depuis mai 2010)
 - Au Portugal : Millenium BCP, BES ●

Informations relatives à l'actif

NOTE N°4 – ACTIFS NON COURANTS

NOTE 4 – 1 ACTIFS INCORPORELS ET GOODWILLS

	Goodwills	Frais de développement (générés en interne)	Droits fongibles	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur brute					
A l'ouverture de l'exercice	36 280	228	498	1 729	38 736
Augmentations	0	65	13	63	141
Diminutions	0	0	0	(30)	(30)
Variation taux de change	(1 062)	0	(6)	(2)	(1 070)
Autres mouvements	31	0	40	(0)	70
Changements de périmètre	0	0	0	0	0
A la clôture de l'exercice	35 249	294	545	1 760	37 848
Amortissements et pertes de valeur					
A l'ouverture de l'exercice	18 530	0	202	1 598	20 330
Augmentations	0	46	17	49	111
Diminutions	0	0	4	(25)	(21)
Variation taux de change	(542)	0	(1)	(2)	(545)
Autres mouvements	0	0	0	0	0
Changements de périmètre	0	0	0	0	0
A la clôture de l'exercice	17 988	46	222	1 619	19 875
Valeur nette à la clôture de l'exercice	17 261	248	324	141	17 973

Les frais de développement concernent des dépenses générées en interne sur des projets éligibles au CIR en matière de recherche appliquée et développement expérimental.

Les droits fongibles représentent des brevets internationaux et des modèles de produits développés par les sociétés du Groupe. ●

Pertes de valeur sur goodwills

Les tests de dépréciation pratiqués au 31 décembre 2009, au niveau de chacune des UGT, n'ont conduit à aucune dépréciation.

La valeur recouvrable des UGT a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie après impôts issus de la construction budgétaire et des plans stratégiques propres à chacune d'entre elles, en intégrant une composante retour sur investissement attendu par les actionnaires et une composante coût du financement externe. Les flux de trésorerie sont projetés sur 4 ans. Ces prévisions de trésorerie incluent les effets du plan d'excellence opérationnel, en particulier l'amélioration :

- de l'utilisation de capacité des équipements,
- du sourcing matières,
- de la qualité de nos produits,
- de la gestion des flux intra-groupe.

Ce plan est en accord avec les dispositions d'IAS 36.44, le calcul de la valeur d'utilité exclut :

- les entrées ou sorties de flux de trésorerie futurs devant résulter d'une restructuration future dans laquelle l'entreprise n'est pas encore engagée - par exemple, les réductions de coûts de personnel. Concernant les restructurations, seules sont prises en compte dans les flux de trésorerie celles dans lesquelles l'entité est engagée au sens de la norme IAS 37
- les dépenses d'investissement futures qui amélioreront ou accroîtront la performance de l'actif.

Les principales hypothèses affectant la valeur d'utilité sont le niveau de marge opérationnelle retenue dans les flux futurs de trésorerie et le coût moyen pondéré du capital.

Les hypothèses de volumes reprises dans le plan moyen terme sont ajustées avec les dernières hypothèses issues de sources externes. Les prévisions de trésorerie intègrent également l'impact sur les coûts du plan d'excellence opérationnelle. L'extrapolation des prévisions de trésorerie au-delà de la dernière année du plan moyen terme (2013) est déterminée en appliquant un taux de croissance de 2 %.

Concernant le coût moyen pondéré du capital à utiliser pour actualiser les flux de trésorerie futurs, le calcul a pris en compte un échantillon de sociétés du secteur, constructeurs et équipementiers automobiles. Le coût moyen utilisé comme taux pour actualiser les flux futurs a été fixé à 11,5 % en 2009 (11,6 % en 2008) soit une prime de risque de marché de l'ordre de 7,5 %. La prime de risque de l'activité mécanique est de 16 % afin de tenir compte des spécificités de cette activité : concentration du chiffre d'affaires principalement sur deux clients et activité à valeur ajoutée plus faible. ●

	Automobile				Marchés Spéciaux	
	ANCA	EAAS	EAAS	EAAS	EAAS	EAAS
	Protection et transfert	Protection et transfert	Assemblage Mécanique	Assemblage Faisceaux	Equipement Electrique	Bâtiment & Habitat
En milliers d'euros						
Valeur brute comptable des goodwills	28 831	3 075	882	1 061	1 400	0
Valeur nette comptable des goodwills (1)	13 409	1 570	882	0	1 400	0
Méthode utilisée	valeur d'utilité					NA
Paramètres du modèle						
Taux de croissance sur 4 ans	suivant Budget 2010 et plan MT 2010/2013					NA
Taux de croissance sur valeur terminale	2,0%	2,0%	2,0%	NA	2,0%	NA
Taux d'actualisation	11,5%	11,5%	20,0%	NA	11,5%	NA
Pertes de valeur comptabilisées sur l'exercice	0	0	0	0	0	NA
Variation du taux d'actualisation amenant à une dépréciation	+2,4 points	+12,1 points	+4,2 points	NA	+6,9 points	NA
Variation du taux d'EBITDA amenant à une dépréciation	-1,7 points	-9,4 points	-0,6 points	NA	-7 points	NA

(1) avant perte de valeur de l'exercice

NOTE N° 4 – 2 ACTIFS CORPORELS

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel, outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Valeur brute						
À l'ouverture de l'exercice	221	8 846	41 596	4 194	824	55 680
Augmentations	0	16	531	109	163	819
Diminutions	(1)	(17)	(1 842)	(267)	(81)	(2 208)
Variation taux de change	0	(12)	(382)	(18)	(0)	(413)
Autres mouvements	0	77	608	(59)	(700)	(74)
Changements de périmètre	0	0	0	0	0	0
À la clôture de l'exercice	219	8 910	40 511	3 959	205	53 804
Amortissements et pertes de valeur						
À l'ouverture de l'exercice	139	5 403	28 419	2 605		36 566
Augmentations	1	425	2 889	525		3 840
Diminutions	(1)	(25)	(1 750)	(207)		(1 984)
Variation taux de change	0	(26)	(426)	(24)		(476)
Autres mouvements	0	(26)	85	(30)		29
Changements de périmètre	0	0	(0)	0		(0)
À la clôture de l'exercice	138	5 750	29 218	2 869	0	37 975
Valeur nette à la clôture de l'exercice	81	3 160	11 293	1 090	205	15 829

Les diminutions d'immobilisations brutes sont liées essentiellement à la cession de l'activité de câblage au Portugal et à la mise au rebut des immobilisations non cédées du site (impact de -821 K€ sur les valeurs brutes). Par ailleurs, les sites américains ont vendu et mis au rebut des immobilisations pour -475 K€. ●

Dont actifs corporels en contrat de location financement

	Constructions	Installations techniques, matériel, outillage	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	915	1 662	505	3 081
Augmentations	0	0	35	35
Diminutions	0	0	(62)	(62)
A la clôture de l'exercice	915	1 662	478	3 054
Amortissements et pertes de valeur				
A l'ouverture de l'exercice	702	1 505	267	2 474
Augmentations	20	47	146	212
Diminutions	0	0	(62)	(62)
A la clôture de l'exercice	722	1 552	350	2 624
Valeur nette à la clôture de l'exercice	193	109	127	430

La valeur nette des immobilisations en crédit-bail se répartit de la manière suivante :

- Constructions :	193 K€
- Installations techniques :	109 K€
- Autres immobilisations corporelles :	127 K€

Répartition des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location – financement :

	< 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	Total
Redevances immobilières	0	0	0	0
Redevances mobilières	102	37	10	149

NOTE 4 – 3 AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les autres actifs financiers non courants correspondent essentiellement à des dépôts et cautions versés sur loyers. ●

NOTE N° 5 STOCKS

Le montant des stocks est réparti de la façon suivante :

	2009	2008	06/07
Matières premières et autres approvisionnements	4 269	5 961	4 105
En-cours de production de biens	737	469	698
Produits finis	2 232	2 676	2 493
Marchandises	1 717	1 499	1 800
Stocks bruts	8 955	10 604	9 096
Provisions	(460)	(531)	(575)
Stocks nets	8 496	10 074	8 521

Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est, au 31 décembre 2009, de :

- Produits finis et en cours de production : 400 K€
- Marchandises : 59 K€
- Matières premières : 1 K€

Variation des stocks

Stocks bruts au 31/12/2008	10 604
Variation de change	(53)
Variation de stocks	(1 632)
Autres mouvements	36
Stocks bruts au 31/12/2009	8 955
Provisions au 31/12/2008	(531)
Dotations	(79)
Reprises	138
Variation de change	13
Provisions au 31/12/2009	(460)
Stocks nets au 31/12/2009	8 496

NOTE N° 6 AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDE

Les avances et acomptes versés sur commandes représentent un montant de 32 K€. ●

NOTE N° 7 AUTRES CRÉANCES ET AUTRES ACTIFS CIRCULANTS

Le tableau des créances et autres actifs circulants se présente comme suit :

	2009			2008	06/07
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Clients et comptes rattachés	20 270	(546)	19 723	14 567	17 638
Créances fiscales et sociales	1 578		1 578	1 840	1 542
Débiteurs divers	66		66	157	293
Avances et acomptes versés	32		32	147	74
Charges constatées d'avance	490		490	538	486
Sous-total Autres créances nettes	2 166	0	2 166	2 682	2 395
Impôts courants	296		296	358	266
Total	22 731	(546)	22 185	17 606	20 299

Les retards de paiement, compte tenu de la qualité des clients, ne constituent pas un risque significatif. Ils résultent généralement de problèmes administratifs.

Au 31 décembre 2009, ils représentaient 1,7 M€, dont :

- 1,1 M€ de moins d'1 mois
- 0,3 M€ entre 1 et 2 mois
- 0,3 M€ de plus de 3 mois

NOTE N° 8 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Le poste « Trésorerie » se décompose de la façon suivante :

	2009	2008	06/07
Valeurs mobilières de placement	54	62	366
Disponibilités	7 296	3 845	5 555
Total brut	7 351	3 907	5 921
Provisions	0	0	0
Total net	7 351	3 907	5 921

Les valeurs mobilières de placement sont constituées en totalité de valeurs mobilières de trésorerie. ●

Informations relatives au passif

NOTE N° 9 CAPITAL SOCIAL ET PRIMES

EN EUROS	Nombre d'actions	Capital social	Primes	Réserve légale	Total
Titres en fin d'exercice 06/07	1 627 624	2 490 265	5 060 009	249 027	7 799 301
Titres remboursés ou annulés					
Augmentation de capital					
Titres en fin d'exercice 2008	1 627 624	2 490 265	5 060 009	249 027	7 799 301
Titres remboursés ou annulés					
Augmentation de capital					
Titres en fin d'exercice 2009	1 627 624	2 490 265	5 060 009	249 027	7 799 301

Pour plus d'informations, se référer à la note n°37.

NOTE N° 10 INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires sur réserves comprennent -20 K€ d'écarts de conversion dont -5 K€ au titre de l'exercice 2009. ●

NOTE N° 11 PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS

Les variations du poste « Provisions pour autres passifs » se présentent ainsi :

Provisions non courantes							
	Litiges	Retenues à la source	Restructuration	Autres risques et charges	Sous-total provisions non courantes	Avantages du personnel	Total
Au 31/12/2008	19	0	155	353	527	342	869
Augmentation provisions existantes	0	0		107	107	64	171
Nouvelles provisions	15	180		445	641		641
Reprises non utilisées	(19)	0	(1)	(78)	(98)	(29)	(127)
Reprises utilisées			(146)	(167)	(313)		(313)
Variation de change	0	(0)	(8)	(5)	(13)	(0)	(13)
Autres mouvements	0	14		(14)	0	0	0
Au 31/12/2009	15	194	0	642	851	377	1 228

- Provisions pour restructuration :

Au 31 décembre 2009, il n'y a plus de provision pour restructuration à comptabiliser.

- Provisions pour retenues à la source :

Ces provisions concernent des risques de non récupération de retenues à la source du fait de l'existence de déficits fiscaux.

- Provisions pour avantages au personnel :

Les engagements du Groupe au titre des retraites et avantages similaires concernent principalement les régimes à prestations définies concernant les indemnités de cessation de service (France).

La provision est évaluée et comptabilisée conformément à la méthode décrite dans la note 2-18.

- Provisions pour autres risques et charges :

Ces provisions concernent essentiellement :

- Des risques fiscaux (533 K€) dont les principaux concernent :
 - Le Maroc : risque sur récupération de TVA : 154 K€
risque sur admissions temporaires : 248 K€
 - L'Espagne : litige sur TVA : 118 K€
- Un risque qualité au Maroc (60K€)

A part le risque sur récupération de TVA au Maroc qui était partiellement provisionné fin 2008, l'ensemble de ces provisions a été doté en 2009. ●

NOTE N° 12 DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES

Les contrats de financement bancaire mis en place ont des clauses conventionnelles se référant à la situation financière du Groupe ou du consolidé au niveau USA pour ce qui est des prêts de Delfingen US - Holding. Ces «covenants financiers» sont fixés en concertation avec les organismes prêteurs. Leur respect s'apprécie à chaque clôture annuelle pour les prêts en France et chaque trimestre pour les prêts aux USA.

Le non respect de ces ratios autorise l'organisme prêteur à prononcer l'exigibilité (totale ou partielle) du financement concerné (se rapporter à la note 3.1 de la présente annexe).

Au 31 décembre 2008, certains de ces covenants n'étaient pas respectés. En application de la recommandation de l'AMF en vue de l'arrêté des comptes 2008 et conformément à la norme IAS 1, les dettes financières dont les covenants n'étaient pas respectés à fin décembre 2008 avaient été reclassées en dettes courantes pour un montant de 8 514 K€, bien que les partenaires financiers n'en eussent pas demandé le remboursement.

Au 31 décembre 2009, le Groupe respectant l'intégralité des covenants, ce reclassement n'a plus lieu d'être. ●

NOTE 12 – 1 ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net est défini de la manière suivante : il comprend l'ensemble des dettes financières à long terme, les crédits à court terme et découverts bancaires, diminués des prêts et autres actifs financiers à long terme et de la trésorerie et équivalent de trésorerie.

	2009	2008	06/07
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 351	3 907	5 921
Dettes financières à long et moyen terme	(19 261)	(10 464)	(6 643)
Dettes financières à moins d'un an	(16 318)	(23 722)	(13 261)
Endettement financier net (EFN)	(28 229)	(30 279)	(13 984)

Les dettes financières à moins d'un an intègrent des découverts et concours bancaires courants renouvelables pour un montant de 3 795 K€. ●

NOTE 12 – 2 RATIO DE GEARING

	2009	2008	06/07
Endettement financier net	28 229	30 279	13 984
Total Capitaux Propres	22 571	23 716	29 169
Ratio d'endettement (%)	125,07%	127,67%	47,94%

NOTE 12 – 3 VENTILATION PAR NATURE

	2009	2008	06/07
Part non courante			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 172	10 290	6 213
Retraitement des crédits baux	38	113	359
Emprunts et dettes diverses	3 052	62	71
Sous - total dettes financières non courantes	19 261	10 464	6 642
Part courante			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 371	13 698	4 328
Solde créditeurs de banque	3 795	9 608	8 452
Intérêts courus sur emprunts	42	52	54
Retraitement des crédits baux	104	357	563
Emprunts et dettes diverses	6	7	(136)
Sous - total dettes financières courantes	16 318	23 722	13 261
Total dettes financières	35 580	34 186	19 903

Les emprunts et dettes diverses correspondent essentiellement au prêt de 3 000 K€ effectué par Delfingen Group à Delfingen Industry suite à l'investissement du FMEA (voir note 3-1 pour plus d'information).

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit part courante incluent :

- Les échéances 2010 en capital des prêts moyen terme pour un montant de : 7 689 K€
- Le solde total des prêts souscrits par Delfingen US Holding dont le contrat prévoit la renégociation en 2010 pour un montant de 4 582 K€ : se reporter à la note 3-1 de la présente annexe.

Les soldes créditeurs de banques correspondant à la partie utilisée des lignes de crédit bancaires court terme. Se reporter à la note 3-1 de la présente annexe. ●

NOTE 12 – 4 VENTILATION PAR ÉCHÉANCE DES DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES

	Total	2011	2012	2013	2014	> 5ans
Dettes financières	19 261	5 537	4 903	3 982	1 824	3 016

NOTE 12 – 5 VENTILATION PAR DEVISES

L'ensemble des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit est libellé en euros ou en dollars pour les sociétés américaines. ●

NOTE 12 – 6 VENTILATION PAR NATURE DE TAUX

Le tableau ci-après recense les encours les plus significatifs des crédits moyens termes, répartis en taux fixes et taux variables.

Entités contractantes	Nature du crédit	Taux fixe	Taux variable	Montant global des lignes en M€	Capital restant dû au 31/12/09	Échéances	Existence ou non de couvertures
Delfingen Industry	Classique		Euribor 3 mois + marge	1,0	0,4	2011	Couverture de taux partielle
	Classique	4,85%		0,7	0,4	2012	Couverture de taux partielle
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,8	0,6	2013	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,6	2010	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,6	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,5	0,5	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,2	2011	Couverture de taux partielle
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,4	0,2	2012	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,7	0,4	2012	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,8	0,6	2013	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,7	0,7	2010	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,7	0,7	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,5	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,8	0,2	2011	Couverture de taux
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,3	2012	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	2,0	1,5	2013	Couverture de taux
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,6	2010	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,5	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,6	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,3	2012	

NOTE 12 – 6 VENTILATION PAR NATURE DE TAUX (SUITE)

Entités contractantes	Nature du crédit	Taux fixe	Taux variable	Montant global des lignes en M€	Capital restant dû au 31/12/09	Échéances	Existence ou non de couvertures
Delfingen Industry	Classique		Euribor 3 mois + marge	2,0	1,8	2014	Couverture de taux partielle
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,4	0,4	2014	
	Classique	3,85%		0,6	0,2	2011	Couverture de taux partielle
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,5	0,2	2012	Couverture de taux
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,8	0,6	2013	
	Classique	5,80%		1,0	0,9	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,6	2010	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,6	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,6	0,6	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	1,5	1,5	2014	Couverture de taux partielle
	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,2	0,2	2014	
	Classique		Euribor 3 mois + marge	3,0	2,8	2014	Couverture de taux
	Delfingen FR-Anteuil	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,4	0,2	2012
Classique			Euribor 3 mois + marge	0,5	0,3	2012	Nantissement fonds de commerce Delfingen FR-Anteuil
Classique			Euribor 3 mois + marge	0,2	0,2	2013	Nantissement fonds de commerce Delfingen FR-Anteuil
Classique		4,85%		0,5	0,3	2012	Nantissement fonds de commerce Delfingen FR-Anteuil
Classique			Euribor 3 mois + marge	0,3	0,2	2013	Nantissement fonds de commerce Delfingen FR-Anteuil
Classique			Euribor 3 mois + marge	0,3	0,2	2012	Nantissement fonds de commerce Delfingen FR-Anteuil
Classique			Euribor 3 mois + marge	0,2	0,2	2013	Nantissement fonds de commerce Delfingen FR-Anteuil

NOTE 12 – 6 VENTILATION PAR NATURE DE TAUX (SUITE)

Entités contractantes	Nature du crédit	Taux fixe	Taux variable	Montant global des lignes en M€	Capital restant dû au 31/12/09	Échéances	Existence ou non de couvertures
Delfingen FR-Anteuil	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,4	0,2	2012	Nantissement fonds de commerce Delfingen FR-Anteuil
Delfingen PT-Lda	Classique		Euribor 3 mois + marge	1,0	0,3	2010	Lettre d'intention Delfingen Industry
Delfingen PT-Porto	Classique		Euribor 3 mois + marge	0,5	0,5	2014	Lettre d'intention Delfingen Industry
Delfingen US - Holding	Revolving		Libor USD 3 mois + marge	3,7	2,5	2010	
Delfingen US - Holding	Classique		Libor USD 3 mois + marge	3,0	2,1	2010	
SCI des Bottes	Classique	5,50%		1,3	0,5	2014	Hypothèque bâtiment
	Classique		Euribor 4 mois + marge	1,0	0,2	2010	Hypothèque bâtiment

Afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les emprunts à taux variables, le Groupe a conclu des contrats de CAP, CAP+FLOOR de taux d'intérêt dont les caractéristiques sont décrites dans la note 3-3. ●

NOTE N° 13 IMPÔTS DIFFÉRÉS

	2009		2008		Variation des impôts différés	Dont variation de change	Dont impact résultat
	Base	Impôt	Base	Impôt			
Organic / Effort construction	62	21	66	22	(1)	0	(1)
Retraitement des plus ou moins-values de cessions internes	526	175	501	166	9	1	8
Retraitement des marges en stocks	123	30	145	37	(7)	1	(8)
Homogénéisation des amor- tissements et dépréciation des immobilisations	176	42	258	72	(30)	(2)	(27)
Retraitement du crédit-bail	(102)	(34)	25	8	(42)	0	(42)
Instruments financiers dérivés	439	146	358	119	27	0	27
Déficits fiscaux reportables	6 878	2 268	6 619	2 237	31	(57)	88
Provision pour retraite	290	97	264	88	9	0	9
Autres actifs d'impôts différés	1 290	426	761	258	168	(10)	175
Impôts différés actifs	9 682	3 171	8 997	3 008	0	(67)	228
Homogénéisation des amor- tissements et dépréciation des immobilisations	1 184	286	1 696	459	(173)	(5)	(168)
Retraitement du crédit-bail	193	64	212	71	(7)	0	(7)
Retraitement des provisions réglementées	40	13	27	9	4	0	4
Retraitement des intérêts d'emprunts selon le TIE	153	51	52	17	34	0	34
Autres passifs d'impôts différés	2 932	963	1 469	484	480	(34)	514
Impôts différés passifs	4 502	1 378	3 456	1 040	0	(39)	0
Impôts différés nets	(5 180)	(1 793)	(5 541)	(1 968)	175	28	148
Dont impôts différés actifs		(2 845)		(2 726)			
Dont impôts différés passifs		1 051		757			

Le stock de déficits reportables sur l'ensemble des sociétés du Groupe s'élève à 20 705 K€ au 31.12.09 dont seulement 6 878 K€ ont été activés par mesure de prudence. Ces déficits reportables activés concernent :

- Intégration fiscale de Delfingen Industry et Delfingen FR-Anteuil : 1 941 K€
- Delfingen US Holding : 4 936 K€

Les hypothèses retenues pour apprécier la capacité des sociétés à récupérer ces déficits reportables reposent sur les hypothèses retenus dans le cadre de l'impairment des goodwill.

Les autres passifs d'impôts différés correspondent essentiellement à la dépréciation des goodwill constatée sur Delfingen US Holding. ●

NOTE N° 14 VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS PAR CATÉGORIE D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Ventilation par catégorie d'instruments financiers						
	Total au 31/12/09	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	377			377		
Clients	19 723			19 723		
Autres débiteurs (hors impôts courants)	2 166			2 166		
Equivalents de trésorerie	54	54				
Trésorerie	7 296	7 296				
ACTIFS	29 617	7 351	0	22 266	0	0
Dettes financières	35 580				35 580	
Autres passifs financiers non courants	440					440
Fournisseurs	9 810			9 810		
Autres passifs courants	4 244			4 244		
PASSIFS	50 074	0	0	14 054	35 580	440

NOTE N° 15 AUTRES PASSIFS COURANTS

Le poste « Autres passifs courants » se décompose de la façon suivante :

	Total au 31/12/09	Total au 31/12/08	Total au 31/12/07
Dettes fiscales et sociales	2 792	2 809	4 128
Avances et acomptes reçus sur commandes	61	43	28
Produits constatés d'avance	6	127	119
Compte-courant d'associés	1 084	1 678	1 823
Dettes diverses	301	440	(30)
Total	4 244	5 097	6 068

Informations relatives au compte de résultat
NOTE N° 16 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
France	6 773	6 974	7 174	9 560
Espagne	10 170	11 045	13 410	18 039
Portugal	1 681	3 177	3 849	5 433
Grande-Bretagne	26	50	181	248
Slovaquie	949	1 516	1 879	2 460
Autres pays UE (hors Espagne, Portugal, Grande-Bretagne et Slovaquie)	4 218	4 612	4 944	6 702
Roumanie	3 909	5 731	6 326	8 118
Pays de l'Est	10	578	492	306
Total Europe	27 737	33 684	38 255	50 865
Turquie	3 163	4 830	4 952	6 619
Tunisie	2 570	2 753	2 954	3 953
Maroc	8 818	7 751	7 866	10 600
Argentine	79	220	251	302
Brésil	1 509	654	581	864
États-Unis	9 042	14 660	12 509	17 205
Mexique	16 976	18 924	13 941	19 739
Canada	464	579	931	1 341
Honduras	1 964	2 482	2 522	4 722
Philippines	1 763	2 581	2 834	4 179
Autres pays d'Asie	2 289	1 967	2 054	2 483
Autres pays	970	923	1 559	791
Total autres pays	49 607	58 323	52 954	72 799
Total	77 344	92 007	91 209	123 664

Il est à noter que toutes les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation, à l'exception des sociétés américaines, argentine, philippines, mexicaine et hondurienne, facturent les clients en fonction de tarifs indexés sur la parité de l'euro. Les sociétés américaines, argentine, philippines, mexicaine et hondurienne facturent leurs clients directement en dollars américains.

Par conséquent, seule la parité du dollar américain par rapport à l'euro a un impact significatif sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. A parité euro/dollar constante, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe se serait élevé à 75 703 K€. L'augmentation du dollar par rapport à l'euro génère donc une hausse de 1,6 M€ du chiffre d'affaires. ●

NOTE N° 17 ACHATS CONSOMMÉS

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Achats de marchandises	4 762	3 988	2 912	4 770
Variation de stocks de marchandises	(191)	231	112	65
Achats de matières premières	33 594	45 426	41 508	56 861
Variation de stocks de matières premières	1 690	(976)	278	(220)
Autres approvisionnements	17	53	56	212
Total	39 871	48 722	44 867	61 688

NOTE N° 18 AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Achats non stockés de matériels et fournitures	2 041	2 672	2 318	3 208
Locations et charges locatives	3 265	3 473	3 219	4 346
Entretiens et réparations	929	1 769	1 470	2 122
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 412	1 320	1 413	1 949
Transports sur ventes et transports divers	1 953	3 262	3 756	5 214
Déplacements, missions, réceptions	994	1 704	1 500	2 082
Autres services extérieurs	3 257	4 080	3 453	4 500
Total	13 851	18 280	17 130	23 422

Les postes qui font apparaître la plus forte diminution par rapport à l'année précédente sont les Transports sur ventes (lié à la baisse du chiffre d'affaires) ainsi que les Entretiens et réparations et les Déplacements, missions, réceptions. Cette baisse par rapport à l'année 2008 fait suite à la politique de réduction des coûts mise en place par le Groupe pour faire face à la situation économique. ●

Répartition des paiements minimaux futurs non-résiliables au titre des contrats de location simple :

Le montant des paiements minimaux futurs non résiliables au titre des contrats de location simple est réparti selon les échéances suivantes :

	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Paiements minimaux futurs	2 119	2 525	374

NOTE N° 19 DOTATIONS ET REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Dotations aux provisions pour risques et charges	(812)	(476)	(75)	(148)
Dotations aux provisions sur stocks	(79)	(258)	(229)	(356)
Dotations aux provisions sur autres actifs circulants	(31)	(460)	(92)	(323)
Dotations aux provisions pour immobilisations incorporelles	0			
Dotations aux provisions pour immobilisations corporelles	(80)	(53)	115	(12)
Reprises sur provisions pour risques et charges	108	86	38	363
Reprises sur provisions sur stocks	138	354	221	351
Reprises sur provisions sur autres actifs circulants	74	114	164	389
Reprises pour dépréciation des immobilisations incorporelles	0			
Reprises pour dépréciation des immobilisations corporelles	202	159	14	44
Total Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur	(480)	(536)	156	308
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(111)	(72)	(56)	(78)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(3 731)	(3 762)	(3 361)	(4 795)
Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles	0			
Reprises sur amortissements des immobilisations corporelles	0		281	633
Total Dotations nettes aux amortissements	(3 842)	(3 834)	(3 136)	(4 240)

NOTE N° 20 CHARGES DE PERSONNEL

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Salaires	11 462	14 888	13 823	19 061
Charges sociales	3 851	4 981	4 448	6 229
Intérimaires	1 286	2 269	2 952	3 998
Total	16 598	22 138	21 223	29 288

NOTE N° 21 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Autres produits d'exploitation	41	43	(44)	124
Produits exceptionnels sur opération de gestion	178	7	4	4
Produits exceptionnels sur cessions d'actifs incorporels et corporels	142	95	1 006	2 350
Total Autres produits d'exploitation	361	145	966	2 478
Autres charges d'exploitation	(56)	(118)	(124)	(207)
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(24)	(22)	(2)	(1)
Valeur nette comptable immobilisations incorporelles et corporelles cédées	(239)	(111)	(1 489)	(3 344)
Valeur nette comptable immobilisations financières cédées	0	(6)	0	0
Total Autres charges d'exploitation	(319)	(258)	(1 614)	(3 552)

NOTE N° 22 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	60	55	(292)	48
Autres produits exceptionnels	47	108	12	29
Total Autres produits opérationnels	106	163	(280)	77
Dépréciation des goodwill	0	(1 061)	0	0
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(22)	(26)	(17)	(224)
Autres charges exceptionnelles	(93)	(87)	(65)	(117)
Total Autres charges opérationnels	(115)	(1 174)	(82)	(340)

Le détail de la dépréciation des goodwill est en note 4-1.

NOTE N° 23 PRODUITS DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Revenus des autres créances et VMP	0	2	2	3
Produits nets sur cession de VMP	1	15	26	33
Total	1	17	28	36

NOTE N° 24 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Gains de change	771	1 249	925	1 669
Autres produits financiers	3	73	72	104
Reprises sur provisions et amortissements financiers	19	0	0	0
Total Autres produits financiers	794	1 322	997	1 773
Dotations aux provisions et amortissements financiers	0	(19)	0	0
Pertes de change	(1 161)	(1 516)	(1 370)	(2 016)
Autres charges financières	(128)	(532)	35	60
Total Autres charges financières	(1 289)	(2 067)	(1 335)	(1 957)

Au 31 décembre 2009, les états financiers consolidés enregistrent un solde d'écart de change négatif de 390 K€.

Les autres charges financières concernent essentiellement le retraitement des emprunts selon la méthode du TIE et le retraitement des instruments financiers dérivés (couverture de taux). ●

NOTE N° 25 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Charges d'intérêts financiers	1 331	1 648	1 215	1 656
Coût de l'endettement brut	1 331	1 648	1 215	1 656

Une variation de + ou -0,5 point des taux d'intérêt aurait un impact de + ou - 173 K€ sur les charges d'intérêts financiers. ●

NOTE N° 26 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES, IMPÔTS DIFFÉRÉS

NOTE 26 – 1 VENTILATION DE L'IMPÔT

L'imposition de la période se présente ainsi :

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Impôts exigibles	408	170	689	949
Impôts différés	148	258	598	263
Total	556	428	1 287	1 212

Aucune économie d'impôt sur les sociétés résultant de l'intégration fiscale des sociétés Delfingen Industry et Delfingen FR-Anteuil n'est à signaler au titre de l'exercice 2009. ●

NOTE 26 – 2 ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

	Total	Pourcentage
Résultat avant impôt	29	-
Impôt théorique	10	33,3%
Impôt sociétés sur différences permanentes	61	212,3%
Impôt sociétés sur différences temporelles non comptabilisé	(274)	-947,2%
Changement de taux	0	0,0%
Écart taux local /taux français	(88)	-305,0%
Crédit d'impôt et/ou régularisation d'impôt	141	488,5%
Non-comptabilisation impôt sociétés	611	2112,5%
Imputation des pertes antérieures et regul s/ activation des déficits	99	341,4%
Divers et arrondis	(4)	-13,1%
Impôt sociétés effectif	556	1922,7%

(*) y compris résultat avant impôt des activités cédées de -717 K€

NOTE N° 27 RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période à l'exception des actions acquises par le Groupe dans un but d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte de la conversion de toutes les actions potentiellement dilutives.

Le résultat de la période dilué par action est calculé en retenant les instruments donnant un accès différé au capital de Delfingen Industry. Les options de souscriptions attribuées n'ont pas un caractère dilutif reconnu à la clôture du fait d'un prix d'exercice significativement supérieur au prix du marché.

En conséquence, le résultat 2009 dilué par action est identique à celui avant dilution. ●

EN EUROS	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Résultat net, à l'exclusion de la part des intérêts non assortis de contrôle	(611 329)	(4 178 636)	2 607 205	3 082 692
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	1 604 116	1 604 656	1 604 656	1 604 656
Nombre moyen pondéré d'actions émises	1 627 624	1 627 624	1 627 624	1 627 624
Résultat par action attribuable aux actionnaires				
De base	(0,38)	(2,60)	1,62	1,92
Dilué	(0,38)	(2,57)	1,60	1,89

Le résultat par action des activités poursuivies est le suivant :

EN EUROS	2009
Résultat net des activités poursuivies, à l'exclusion de la part des intérêts non assortis de contrôle	106 078
Nombre moyen pondéré d'actions émises	1 627 624
Résultat par action attribuable aux actionnaires	
De base	0,07
Dilué	0,07

Informations relatives à l'état de variation des flux de trésorerie

NOTE N° 28 TRÉSORERIE PRÉSENTÉE DANS L'ÉTAT DE VARIATION DES FLUX DE TRÉSORERIE

	2009	2008	06/07
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 351	3 907	5 921
Concours bancaires courants	(3 796)	(9 608)	(8 452)
Trésorerie présentée dans l'état de variation des flux de trésorerie	3 555	(5 700)	(2 531)

NOTE N° 29 VARIATION DU BESOIN EN FOND DE ROULEMENT

	2009
Variation des stocks nets	(1 574)
Variation des créances clients nettes	5 469
Variation des dettes fournisseurs	(2 800)
Autres variations	188
Augmentation (Diminution) du Besoin en Fond de roulement	1 283

NOTE N° 30 DIVIDENDES VERSÉS

Les dividendes versés aux actionnaires de la société mère correspondent aux dividendes versés par la SCI des Bottes à Delfingen Group, société mère de Delfingen Industry. En effet, la SCI des Bottes, bien que uniquement détenue à 10% par Delfingen Industry, est consolidée en tant que société ad hoc. Ce sont donc les dividendes versés à la société mère, qui détient 90% du capital, qui apparaissent sur cette ligne. ●

Engagements hors bilans

NOTE N° 31 ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

NOTE 31 – 1 AVALS, ENGAGEMENTS ET CAUTIONS DONNÉS

Ce poste se répartit de la manière suivante:

	2009	2008	06/07
Nantissements	8 155	11 865	4 963
Cautions	8 802	6 380	6 155
Crédits-bails immobiliers	0	0	88
Total	16 957	18 245	11 206

NOTE 31 – 2 AVALS, ENGAGEMENTS ET CAUTIONS REÇUS

	2009	2008	06/07
Ouverture de crédit non tirée	1 018	0	679
Autorisations facilités caisse	2 854	1 020	3 042
Cautions	6 221	351	351
Total	10 093	1 371	4 072

NOTE 31 – 3 PASSIFS ÉVENTUELS

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges survenant dans le cadre habituel de ses activités. Pour chacun des litiges connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, il a été procédé à une revue à la date d'arrêté des comptes. Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés. (cf. note 11 p 76)

Bien que l'issue de l'ensemble des procédures existantes ne soit pas prévisible, Delfingen Industry estime à ce jour qu'elles n'auront pas d'impact significatif sur les résultats et la situation financière du Groupe. ●

Informations diverses

NOTE N° 32 RÉPARTITION DU PERSONNEL

L'effectif au 31 décembre 2009 (y compris intérimaires) se répartit de la manière suivante :

	2009	2008	2007
Dirigeant	1	1	1
Cadres	92	99	96
Employés	216	286	262
Ouvriers	737	830	862
Total Groupe	1046	1216	1221

NOTE N° 33 RÉMUNÉRATION DES ORGANES DE DIRECTION

La rémunération brute des mandataires sociaux s'est élevée à 90 K€. Ce montant intègre les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration qui se sont élevés à 25 K€ au titre de l'exercice 2009. ●

NOTE N° 34 PÉRIMÈTRE DE L'INTÉGRATION FISCALE

Une convention d'intégration fiscale a été signée entre Delfingen Industry, société mère et la société suivante:

- Delfingen FR-Anteuil - Zone Industrielle - F 25340 ANTEUIL

Delfingen Industry, société mère, bénéficie du report d'imposition résultant de l'application de la convention d'intégration fiscale. ●

NOTE N° 35 INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTITÉS AD HOC

La société « SCI Les Bottes », détenue à 10 % par Delfingen Industry mais ayant pour objet exclusif de mettre à disposition de sociétés du Groupe des actifs immobiliers moyennant un loyer est consolidée selon la méthode de l'intégration globale. ●

NOTE N° 36 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs retenus sont les suivants :

- Automobile – EAAS
- Automobile – ANCA
- Marchés spéciaux

NOTE 36-1 ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT PAR SECTEURS :

EXERCICE 2009	Automobile EAAS	Automobile ANCA	Marchés spéciaux	Holding	Élimination	Consolidé
Total chiffre d'affaires	43 202	29 484	6 952	2 454	(4 748)	77 344
dont chiffre d'affaires externe	41 121	29 215	6 952	55		77 344
dont chiffre d'affaires intra-groupe	2 081	269	0	2 398	(4 748)	0
Total charges et produits opérationnels	41 565	28 526	6 676	2 754	(4 749)	74 771
Résultat opérationnel	1 638	958	276	(300)	1	2 573
EXERCICE 2008	Automobile EAAS	Automobile ANCA	Marchés spéciaux	Holding	Élimination	Consolidé
Total chiffre d'affaires	48 208	35 857	10 065	4 119	(6 242)	92 007
dont chiffre d'affaires externe	46 275	35 612	10 704	55		92 007
dont chiffre d'affaires intra-groupe	1 934	245	0	4 063	(6 242)	0
Total charges et produits opérationnels	49 801	37 214	8 871	3 561	(6 200)	93 247
Résultat opérationnel	(1 592)	(1 357)	1 194	557	(42)	(1 240)
Exercice 2007 - 12 mois	Automobile EAAS	Automobile ANCA	Marchés spéciaux	Holding	Élimination	Consolidé
Total chiffre d'affaires	54 412	29 054	9 894	2 596	(4 746)	91 209
dont chiffre d'affaires externe	52 631	28 656	9 894	28		91 209
dont chiffre d'affaires intra-groupe	1 780	398	0	2 569	(4 746)	0
Total charges et produits opérationnels	51 760	26 018	8 896	3 687	(4 739)	85 622
Résultat opérationnel	2 652	3 036	998	(1 091)	(7)	5 587
Exercice 2006/2007 - 17 mois	Automobile EAAS	Automobile ANCA	Marchés spéciaux	Holding	Élimination	Consolidé
Total chiffre d'affaires	72 570	40 402	13 882	3 741	(6 930)	123 664
dont chiffre d'affaires externe	69 874	39 880	13 882	28		123 664
dont chiffre d'affaires intra-groupe	2 696	522	0	3 713	(6 930)	0
Total charges et produits opérationnels	69 436	37 737	12 281	4 808	(6 910)	117 352
Résultat opérationnel	3 134	2 665	1 601	(1 067)	(21)	6 312

NOTE 36-2 ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE PAR SECTEURS :

Exercice 2009	Automobile EAAS	Automobile ANCA	Marchés spéciaux	Holding	Élimination	Consolidé
Actifs non courants	12 093	19 976	1 846	7 653	(4 545)	37 022
Stocks	5 436	2 431	648	0	(19)	8 496
Clients et autres créances courantes	17 891	3 486	2 702	6 576	(8 470)	22 185
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	16 198	1 419	1 268	3 770	(8 470)	14 184
Acquisition actifs non courants	507	363	6	57		935
Exercice 2008	Automobile EAAS	Automobile ANCA	Marchés spéciaux	Holding	Élimination	Consolidé
Actifs non courants	13 511	21 871	1 913	8 175	(4 857)	40 613
Stocks	5 519	3 917	653	0	(16)	10 074
Clients et autres créances courantes	13 935	3 919	2 533	5 515	(8 296)	17 606
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	13 132	534	1 137	5 809	(8 296)	12 317
Acquisition actifs non courants	3 273	1 904	294	553		6 082
Exercice 2006/2007	Automobile EAAS	Automobile ANCA	Marchés spéciaux	Holding	Élimination	Consolidé
Actifs non courants	13 171	15 135	1 514	3 354	(213)	32 961
Stocks	6 065	1 995	465	0	(5)	8 521
Clients et autres créances courantes	20 900	3 493	2 021	5 018	(11 134)	20 299
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	17 555	2 143	305	9 155	(11 134)	18 023
Acquisition actifs non courants	4 338	896	95	358		5 688

Transactions avec les parties liées

NOTE N° 37

Répartition du capital social de Delfingen Industry au 31/12/09

Delfingen Group	59,54%
FMEA (représentée par CDC ENTREPRISES)	14,46%
Gérald STREIT	0,02%
Bernard STREIT	5,00%
Divers famille STREIT	0,02%
FCP STOCK PICKING France	5,26%
Auto détention	1,80%
Public	13,90%
Total	100,00%

Transactions avec les parties liées

Elles concernent exclusivement les transactions avec Delfingen Group.

	2009	2008	06/07
Comptes clients	8	34	53
Comptes courants débiteurs			445
Dettes financières diverses	3 000		
Comptes fournisseurs	13	42	449
Comptes courants créditeurs	431	1 524	1 663
Produits d'exploitation (refacturations)	153	288	38
Charges d'exploitation (Management Fees et autres charges)	(1 599)	(2 082)	(795)
Produits et charges financières	(27)	(106)	(89)

Du fait de l'activation de Delfingen Group, les transactions ont fortement augmenté depuis le 01/07/07.

Les charges d'exploitation correspondent à la refacturation de management fees effectuée par Delfingen Group.

La dette financière diverse de 3 000 K€ correspond au prêt effectué par Delfingen Group à Delfingen Industry suite à l'investissement du FMEA (voir note 3-1 pour plus d'information). ●

Acquisition et cession d'activité
NOTE N° 38

Le Groupe, soucieux de se recentrer sur ses activités stratégiques, a cédé, le 23 octobre 2009, son activité de câblage localisée au Portugal.

Cette activité correspond à une activité distincte : le câblage, l'activité en Roumanie n'étant plus qu'une activité résiduelle de sous-traitance de câblage.

Conformément à la norme IFRS 5, le résultat de l'activité câblage correspondant a donc été reclassé sur la ligne « Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession » de l'État du résultat net.

Par contre, nous n'avons pas retraité les exercices précédents car cela aurait nécessité beaucoup de jugement et d'approximation. En effet, l'activité de câblage au Portugal ne correspond qu'à une partie des activités d'une société et le reporting en 2008 et surtout en 2007 n'était pas suffisamment affiné pour permettre de faire des estimations sur les différents agrégats sans risque de fausser les agrégats intermédiaires.

Toutefois, pour permettre une comparaison à périmètre constant (hors activité cédée), nous avons procédé à une estimation de l'impact du câblage sur les années précédentes. Cette estimation est basée sur le reporting en 2008 et sur une répartition au prorata des charges entre les différentes activités de la filiale en 2007.

A périmètre constant (hors activités cédées), l'évolution du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel et du résultat net se présente comme suit :

	2009	Impact cession câblage	2009 retraité	2008	Impact cession câblage	2008 retraité	2007 12 mois	Impact cession câblage	2007 retraité
Chiffre d'affaires	78 479	(1 134)	77 345	92 007	(912)	91 095	91 209	(975)	90 234
Résultat opérationnel courant	1 920	661	2 581	(229)	718	489	5 652	(51)	5 601
Résultat opérationnel	1 906	667	2 573	(1 240)	1 211	(29)	5 587	(51)	5 536
Résultat net des activités poursuivies	(527)	717	190	(4 044)	1 241	(2 803)	2 776	(51)	2 725
Résultat net des activités abandonnées	0	(717)	(717)	0	(1 241)	(1 241)	0	51	51
Résultat net consolidé	(527)	0	(527)	(4 044)	0	(4 044)	2 776	0	2 776

Le chiffre d'affaires évolue donc, à périmètre constant, de -15,1 % par rapport à l'exercice 2008 et de -17,6 % à taux constant.

Le résultat opérationnel courant remonte fortement en 2009 et passe de +0,5% en 2008 à +3,3% en 2009. Le résultat opérationnel, du fait de la dépréciation du goodwill de l'activité câblage du Portugal en 2008 passe de 0,0% à +3,3% en 2009, le résultat des activités poursuivies se redressant de même façon : de -3,1% en 2008 à +0,2% en 2009. ●

Évènements postérieurs à la clôture**NOTE N° 39**

Delfingen Industry a obtenu un prêt participatif (CDP) de la part d'Oseo pour un montant de 3M€. A la connaissance de Delfingen Industry, il n'est pas intervenu, depuis le 31 décembre 2009, d'autre évènement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe. ●

Retraitement des informations financières des exercices antérieurs

Le référentiel IFRS impose de retraiter a posteriori les périodes antérieurement publiées dans les cas :

- D'activités répondant aux critères de la norme IFRS 5 relatives aux actifs non courants détenus en vue de la vente et aux activités abandonnées ;
- Des regroupements d'entreprises ;
- Des changements de méthode comptable ;
- De corrections d'erreurs.

Cependant, la cession de l'activité de câblage au Portugal n'a pas été retraitée au titre des exercices 2008 et 2007. Se référer à la note 38 page précédente. ●

La société mère Delfingen Industry**ÉVÈNEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

La société Delfingen Industry est la société mère du Groupe. Elle détient les titres des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

Dans le cadre de la revue de la valeur d'utilité de ses titres de participation et de la capacité de recouvrement des avances en compte courant faite, il a été constaté au cours de l'exercice 2009 :

- une reprise de provision (nette des dotations) des titres de participation de 318 K€,
- un complément de provision pour dépréciation des comptes courants de 2 093 K€
- un complément de provision sur les créances rattachées aux participations de 615 K€.

Les dotations aux provisions sont essentiellement liées à la crise économique et à la chute des marchés automobiles.

Les provisions sur titres de participation concernent particulièrement les sociétés Delfingen US-Holding, Delfingen PT Lda et Delfingen BR-Sao Paulo.

Les provisions pour dépréciation des comptes courants concernent les sociétés Delfingen RO-Valahia, TN-Tunis et Delfingen PT Lda. La provision pour dépréciation des créances rattachées aux participations concerne Delfingen BR-Sao Paulo.

La constatation de ces provisions a un impact significatif sur les comptes de l'exercice 2009 qui clôturent avec une perte nette de 2 785 K€.

Les participations de Delfingen Industry ont évolué comme suit :

- La société Sofanou Argentina a été liquidée le 19 mai 2009
- La société Delfingen ASIA Pacific Holding (Singapour) a été créée le 23 novembre 2009.

Delfingen Industry a amélioré sa position de liquidité, tout en renforçant sa structure financière et en améliorant la maturité de sa dette, au travers :

- des accords obtenus avec l'ensemble des banques européennes : confirmation de lignes de crédit, consolidation de court terme en moyen terme et nouveaux financements,
- de l'investissement / financement du FMEA (Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobile) dans Delfingen Industry à hauteur de 3 M€. ●

PERSPECTIVES 2010

Delfingen Industry confirme ses objectifs de réduction de son endettement financier.

Au-delà de la volonté affirmée de réduire l'endettement financier, Delfingen Industry entend encore améliorer sa position de liquidité et a d'ores et déjà obtenu en 2010 un prêt participatif (CDP) de la part d'Oseo pour un montant de 3 M€. ●

ÉVÈNEMENTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Delfingen Industry a obtenu un prêt participatif (CDP) de la part d'Oseo pour un montant de 3M€.

A la connaissance de Delfingen Industry, il n'est pas intervenu, depuis le 31 décembre 2009, d'autre Évènement susceptible d'avoir une influence significative sur son activité, sa situation financière, ses résultats et son patrimoine. ●

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS 2009

Le rôle de la société Delfingen Industry consiste à animer, contrôler, prêter assistance à ses filiales et à assurer la gestion de biens immobiliers principalement loués à ses filiales.

Ce rôle a été recentré depuis juillet 2007 sur les fonctions opérationnelles (Direction des opérations, Achats, Amélioration continue). Les fonctions de support (Direction générale, Secrétariat Général, Ressources Humaines et Systèmes d'Information) ont été transférées au holding familial Delfingen Group. ●

Le compte de résultat résumé se présente ainsi :

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Produits d'exploitation	3 713	4 402	2 428	3 495
Charges d'exploitation	4 081	4 009	3 540	4 928
Résultat d'exploitation	(368)	392	(1 112)	(1 433)
Résultat financier	(2 408)	(9 242)	(218)	2 712
Résultat courant	(2 776)	(8 850)	(1 330)	1 279
Résultat exceptionnel	12	591	162	271
Impôts	21	(83)	0	72
Résultat net	(2 785)	(8 176)	(1 169)	1 478

Les produits d'exploitation sont en baisse par rapport à l'exercice précédent du fait de la baisse d'activité des filiales, base de refacturation des licences informatiques et des commissions commerciales. Les charges d'exploitation sont stables, l'augmentation des effectifs ayant été compensé par les mesures de baisse de la masse salariale et par le plan d'économie mis en place fin 2008.

L'ensemble des produits d'exploitation est à destination des filiales du Groupe que ce soit les prestations de services dont la majeure partie correspond à des management fees, commissions commerciales et licences informatiques ou des transferts de charges facturés à l'ensemble des filiales du Groupe.

Le résultat d'exploitation est de (368) K€, en nette diminution par rapport à l'exercice précédent du fait de la baisse du chiffre d'affaires.

Le résultat financier comprend une reprise nette pour dépréciation des titres de participation pour 318 K€ ainsi que des dotations aux provisions nettes sur créances financières de 2 708 K€. Sans ces éléments non courants, le résultat financier s'élèverait à (18) K€.

Aucune économie d'impôt n'est constatée au titre de l'intégration fiscale de Delfingen FR-Anteuil et de Delfingen Industry sur l'exercice 2009.

Delfingen Industry génère donc un déficit net de 2 785 K€. ●

Le bilan résumé se présente ainsi :

	2009	2008	06/07
Immobilisations incorporelles	126	111	21
Immobilisations corporelles	732	806	551
Immobilisations financières	43 073	43 659	46 744
Total actif immobilisé	43 931	44 577	47 316
Actif circulant	5 852	4 199	5 037
Total actif	49 783	48 776	52 353
Capitaux propres	20 780	23 552	33 505
Provisions pour risques et charges	67	209	160
Dettes et comptes de régularisation	28 936	25 015	18 688
Total passif	49 783	48 776	52 353

Les dettes et comptes de régularisation intègrent un prêt de 3 M€ de la société mère Delfingen Group, suite à l'investissement du FMEA. ●

ÉVÈNEMENTS EXCEPTIONNELS OU LITIGES

Il existe des provisions pour risques et charges relatives principalement à des litiges en cours au 31 décembre 2009. Ces provisions constatent les risques pour leur valeur maximale estimée. Le montant des provisions pour risques et charges est repris dans la note n° 9 de l'annexe des comptes annuels.

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société mère du Groupe, qui ne soit pas pris en compte dans les états financiers. ●

DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 du Code général des impôts, nous vous signalons que le résultat de l'exercice ne comprend aucune charge non déductible du résultat fiscal selon les dispositions de l'article 39-4 du même code. ●

CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Les produits concernant les refacturations de charges aux sociétés filiales qui figuraient dans des comptes « transfert de charges » au titre des exercices 2008 et précédents ont été reclassés en 2009 dans des comptes de produits d'exploitation « prestations de services et produits d'activités annexes ». ●

ÉCHÉANCES DES DETTES FOURNISSEURS :

À compter du 1er janvier 2009, en conformité avec la loi de modernisation de l'économie, Delfingen Industry a appliqué de nouveaux termes de paiement à ses fournisseurs : 45 jours fin de mois date de facture. Le solde des dettes fournisseurs au 31 décembre 2009 s'élève à 311 K€ dont 239 K€ concerne des factures non parvenues, 5 K€ était payable avant décembre 2009, 31 K€ sont payables en janvier 2010 et 38 K€ en février 2010. ●

RÉSULTATS ET AUTRES RENSEIGNEMENTS CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS EN EUROS	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007 12 mois	Exercice 06/07 17 mois	Exercice 05/06	Exercice 04/05
Capital en fin d'exercice						
Capital social	2 490 265	2 490 265	2 490 265	2 490 265	2 490 265	2 490 265
Nombre des actions ordinaires existantes	1 627 624	1 627 624	1 627 624	1 627 624	1 627 624	1 627 624
Nombre de BSA (bons de souscription autonomes)	-	-	-	-	-	-
Opérations et résultats de l'exercice						
Chiffre d'affaires hors taxes	3 693 414	3 782 041	2 259 701	3 263 769	1 571 651	1 342 352
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotation amortissements et provisions	(911 777)	1 599 812	(1 320 567)	1 043 774	3 205 435	3 140 938
Impôts sur les bénéfices	21 495	(82 753)	-	71 505	(1 423 159)	(275 242)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et dotation amortissements et provisions	(2 784 817)	(8 175 782)	(1 168 843)	1 478 391	3 754 992	3 756 511
Résultat distribué au titre de l'exercice				1 790 385	673 955	602 220
Résultats par action (y compris BSA)						
Résultat après impôt, participation des salariés mais avant dotation amortissements et provisions	(0,57)	1,03	(0,81)	0,60	2,84	2,10
Résultat après impôt, participation des salariés et dotation amortissements et provisions	(1,71)	(5,02)	(0,72)	0,91	2,31	2,31
Dividende attribué à chaque action				1,10	0,42	0,37
Personnel						
Effectif moyen des salariés	7,9	4,5	6,2	6,2	7	9
Montant de la masse salariale de l'exercice	626 130	505 477	368 491	555 276	433 827	675 444
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	243 722	198 141	176 706	256 321	179 091	214 692

Rapport de gestion des états financiers consolidés
États financiers consolidés
Annexes aux états financiers consolidés
Rapport de gestion – La société mère Delfingen Industry
Comptes annuels
Annexes aux comptes annuels

Comptes annuels Delfingen Industry**INFORMATIONS GÉNÉRALES**

La société Delfingen Industry est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé : Zone Industrielle – 25340 Anteuil, France.

Les états financiers au 31 décembre 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 09 avril 2010 et seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale.

La société est cotée sur Euronext Paris.

Sauf indications contraires, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

En raison de la durée exceptionnelle de 17 mois de l'exercice clos le 31 décembre 2007, et afin de favoriser les comparaisons et de mieux apprécier l'évolution de la performance du Groupe, la présentation du compte de résultat inclut les données pro forma de l'exercice 2007 sur douze mois, du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007. ●

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009

ACTIF	2009			2008	06/07
	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets	Montants nets
Actif immobilisé					
Capital souscrit non appelé (O)					
Immobilisations incorporelles	196	70	126	111	21
Immobilisations corporelles					
Terrains	12	12	0	0	0
Constructions	1 355	643	712	779	498
Autres immobilisations corporelles	137	124	13	17	22
Immobilisation en cours	7	0	7	11	30
Immobilisations financières					
Actions propres	478	253	225	273	399
Autres participations	47 715	7 375	40 340	39 962	45 838
Créances rattachées à des participations	4 513	2 032	2 481	3 407	503
Autres titres immobilisés			0	0	0
Autres immobilisations financières	26	0	26	18	5
Total (I)	54 439	10 508	43 931	44 577	47 316
Actif circulant					
Stocks					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
Clients et comptes rattachés	270	0	270	340	240
Autres créances	6 205	3 497	2 708	3 586	4 159
Divers					
Valeurs mobilières de placement	8	0	8	8	8
Disponibilités	2 761		2 761	116	578
Charges constatées d'avance	90		90	145	37
Total (II)	9 334	3 497	5 837	4 195	5 023
Comptes de régularisation					
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0		0	0	0
Ecart de conversion actif (IV)	15		15	4	15
Total actif (O à IV)	63 788	14 005	49 783	48 776	52 353

PASSIF	2009	2008	06/07
Capitaux propres			
Capital social (dont versé 2 490 265) (1)	2 490	2 490	2 490
Primes d'émission, de fusion, d'apport	5 060	5 060	5 060
Réserve légale	249	249	249
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0	0
Réserves réglementées (2) (3)	0	0	0
Autres réserves	15 725	23 901	24 176
Provisions réglementées	40	27	51
Résultat de l'exercice	(2 785)	(8 176)	1 478
Total (I)	20 780	23 552	33 505
Autres capitaux propres			
Produit des émissions de titres participatifs		0	
Avances conditionnées			0
Total (II)	0	0	0
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	0	154	141
Provisions pour charges	67	55	19
Total (III)	67	209	160
Dettes (4)			
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	22 181	18 889	9 265
Emprunts et dettes financières divers (6)	6 124	5 041	8 190
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	311	393	951
Dettes fiscales et sociales	312	189	225
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8	62	0
Autres dettes	0	350	28
Produits constatés d'avance (compte de régularisation)	0	0	1
Total (IV)	28 936	24 923	18 659
Écarts de conversion passif (V)	0	91	29
Total passif (I à V)	49 783	48 776	52 353
(1) Écarts de réévaluation incorporé au capital			
(2) Dont réserve réglementée des plus-values à long terme			
(3) Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants			
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	14 587	14 218	15 145
(5) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	890	4 441	3 643
(6) Dont emprunts participatifs			

COMPTE DE RÉSULTAT

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue services France	1 209	1 279	1 351	1 940
Export	2 485	2 503	909	1 324
Chiffre d'affaires net	3 693	3 782	2 260	3 264
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	20	620	168	232
Autres produits	0	0	0	0
Total produits d'exploitation (I)	3 713	4 402	2 428	3 495
Charges d'exploitation				
Autres achats et charges externes (1)	2 980	3 042	2 801	3 842
Impôts, taxes et versements assimilés	69	58	56	88
Dotations aux amortissements sur immobilisations	117	82	65	91
Dotations aux provisions pour risques et charges	19	36	(1)	0
Charges de personnel	870	704	545	812
Autres charges	25	88	74	95
Total charges d'exploitation (II)	4 081	4 009	3 540	4 928
Résultat d'exploitation (I-II)	(368)	392	(1 112)	(1 433)
Produits financiers				
Produits financiers de participations (2)	852	1 083	624	3 834
Autres intérêts et produits assimilés (2)	321	390	237	326
Reprises sur provisions et transfert de charges	4 027	810	215	324
Différences positives de change	85	56	116	54
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	1	1
Total produits financiers (III)	5 284	2 339	1 193	4 539
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions	6 512	10 351	0	0
Intérêts et charges assimilées (3)	1 004	1 176	841	1 170
Différences de change	176	54	570	657
Total charges financières (IV)	7 692	11 581	1 411	1 827
Résultat financier (III-IV)	(2 408)	(9 242)	(218)	2 712
Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	(2 776)	(8 850)	(1 330)	1 279
Produits exceptionnels (V)	833	678	422	543
Charges exceptionnelles (VI)	821	87	261	272
Résultat exceptionnel (V-VI)	12	591	162	271
Impôts sur les bénéfices (VII)	21	(83)	0	72
Total des produits (I+III+V)	9 830	7 419	4 043	8 578
Total des charges (II+IV+VI+VII)	12 615	15 594	5 212	7 099
Bénéfice ou perte	(2 785)	(8 176)	(1 169)	1 478
(1) Dont crédit-bail immobilier	0	74	75	100
(2) Dont produits concernant les entreprises liées	1 170	1 422	822	4 109
(3) Dont intérêts concernant les entreprises liées	152	354	244	386

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Résultat net de la société	(2 785)	(8 176)	(1 169)	1 478
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité				
Amortissements et provisions: dotations	1 760	9 149	39	158
Amortissements et provisions: reprises	(2 002)	(899)	(514)	(665)
Plus-values de cessions	626	4	3	3
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	(2 400)	78	(1 641)	974
Coût de l'endettement financier net	1 004	1 176	810	1 139
Charge d'impôt exigible	21	(83)	0	72
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(1 375)	1 171	(830)	2 185
Impôts versés	21	(194)	0	(71)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 421)	(2 398)	798	(1 427)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(2 775)	(1 421)	(32)	686
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(11)	(320)	(229)	(290)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(47)	(108)	(23)	(25)
Acquisitions d'immobilisations financières	(120)	(241)	0	0
Créances rattachées à des participations	311	(4 568)	2 237	2 159
Cession d'immobilisations	0	0	203	203
Décassements des sociétés acquises	0	(500)	(132)	(1 475)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	132	(5 736)	2 056	571
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	(1 753)	(674)	(674)
Souscription d'emprunts	7 865	11 900	3 000	3 400
Remboursement d'emprunts	(1 061)	(3 087)	(2 762)	(4 635)
Intérêts financiers versés	(1 023)	(1 164)	(824)	(1 141)
Variation des dettes financières diverses	3 000	0	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	8 781	5 896	(1 260)	(3 050)
Variation théorique de trésorerie	6 138	(1 261)	764	(1 792)
Trésorerie réelle d'ouverture	(4 317)	(3 056)	(3 821)	(1 264)
Trésorerie réelle de clôture	1 821	(4 317)	(3 056)	(3 056)
Variation réelle de trésorerie	6 138	(1 261)	764	(1 792)

Rapport de gestion des états financiers consolidés
États financiers consolidés
Annexes aux états financiers consolidés
Rapport de gestion – La société mère Delfingen Industry
Comptes annuels
Annexes aux comptes annuels

PROPOSITION D’AFFECTATION DU RÉSULTAT 2009

Il est proposé d’affecter l’intégralité du résultat au compte « report à nouveau ».
Il n’y aura pas de dividende versé au titre de l’exercice 2009.

Sommaire des annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2009

A – Evénements marquants de l'exercice	110
B – Principes comptables et méthodes d'évaluation	110
Note n° 1	110
1-1 Principes et méthodes comptables	110
1-2 Changement de méthode comptable	111
1-3 Conversion des transactions en devises	111
1-4 Immobilisations corporelles	111
1-5 Immobilisations financières	112
1-6 Valeurs mobilières	112
1-7 Impôts sur les bénéfices	112
C – Informations relatives à l'actif	113
Note n° 2 Immobilisations incorporelles	113
Note n° 3 Immobilisations corporelles	113
Note n° 4 Immobilisations financières	113
Note n° 5 Tableau de variation sur amortissements	114
Note n° 6 Tableaux de variation des provisions pour dépréciation	114
Note n° 7 Créances	115
D – Informations relatives au passif	116
Note n° 8 Capital social et titres (actions)	116
Note n° 9 Provisions réglementées et provisions pour risques et charges	116
Note n° 10 Dettes	115
Note n° 11 Produits constatés d'avance	116
Note n° 12 Comptes de régularisation passifs	116
E - Informations relatives au compte de résultat	118
Note n°13 Ventilation du chiffre d'affaires par activité	118
Note n°14 Produits exceptionnels	118
Note n°15 Charges exceptionnelles	119
Note n°16 Impôts sur les bénéfices	119
F – Engagements hors bilans	120
Note n°17 Engagements en matière de retraite	120
Note n°18 Engagements en matière de crédit-bail	120
Note n°19 Engagements, avals et cautions donnés	120
Note n°20 Engagements, avals et cautions reçus	120
G - Informations diverses	120
Note n° 21 Répartition du personnel	120
Note n°22 Rémunération des organes de direction	120
H – Filiales et participations	121
Note n° 23 Consolidation	121
Note n°24 Tableau des filiales	122
24-1 Renseignements détaillés concernant les filiales et participations	122
24-2 Renseignements concernant les éléments financiers	123

Évènements marquants de l'exercice

La société Delfingen Industry est la société mère du Groupe. Elle détient les titres des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

Dans le cadre de la revue de la valeur d'utilité de ses titres de participation et de la capacité de recouvrement des avances en compte courant faite, il a été constaté au cours de l'exercice 2009 :

- une reprise de provision (nette des dotations) des titres de participation de 318 K€,
- un complément de provision pour dépréciation des comptes courants de 2 093 K€
- un complément de provision sur les créances rattachées aux participations de 615 K€.

Les dotations aux provisions sont essentiellement liées à la crise économique et à la chute des marchés automobiles.

Les provisions sur titres de participation concernent particulièrement les sociétés Delfingen US-Holding, Delfingen PT Lda et Delfingen BR-Sao Paulo.

Les provisions pour dépréciation des comptes courants concernent les sociétés Delfingen RO-Valahia, TN-Tunis et Delfingen PT Lda. La provision pour dépréciation des créances rattachées aux participations concerne Delfingen BR-Sao Paulo.

La constatation de ces provisions a un impact significatif sur les comptes de l'exercice 2009 qui clôturent avec une perte nette de 2 785 K€.

Les participations de Delfingen Industry ont évolué comme suit :

- La société Sofanou Argentina a été liquidée courant 2009
- La société Delfingen ASIA Pacific Holding (Singapour) a été créée en novembre 2009.

Delfingen Industry a amélioré sa position de liquidité, tout en renforçant sa structure financière et en améliorant la maturité de sa dette, au travers :

- des accords obtenus avec l'ensemble des banques européennes : confirmation de lignes de crédit, consolidation de court terme en moyen terme et nouveaux financements,
- de l'investissement / financement du FMEA (Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobile) dans Delfingen Industry à hauteur de 3 M€. ●

Principes comptables et méthodes d'évaluation

NOTE N° 1 :

NOTE 1 – 1 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect des principes comptables de base : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements : Ils sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue. ●

NOTE 1 – 2 CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Les produits concernant les refacturations de charges aux sociétés filiales qui figuraient dans des comptes « transfert de charges » au titre des exercices 2008 et précédents ont été reclassés en 2009 dans des comptes de produits d'exploitation « prestations de services et produits d'activités annexes ». ●

NOTE 1 – 3 CONVERSION DES TRANSACTIONS EN DEVISES

Les transactions en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. ●

Les cours des devises utilisées sont:

	2009		
	Taux ouverture	Taux moyen	Taux clôture
Euro	1,00000	1,00000	1,00000
Dinar tunisien	0,54765	0,53288	0,52628
Dirham marocain	0,08919	0,08895	0,08812
Leu roumain	0,24860	0,23599	0,23606
Lire turque	0,46538	0,46267	0,46410
Real brésilien	0,30830	0,36242	0,39820
Dollar américain	0,71855	0,71922	0,69416
Dollar Singapour	NA	0,48876	0,49520

NOTE 1 – 4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés en fonction des durées moyennes suivantes :

	Durée	Mode
Agencements, aménagements terrains et constructions	8 à 10 ans	Linéaire
Constructions	Gros oeuvre	30 ans
	Lots techniques	20 ans
	Second oeuvre	15 ans
Matériel et outillage	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Mobilier/matériel de bureau/informatique	10 ans/3 ans	Linéaire

NOTE 1 – 5 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les titres de participation des sociétés sont comptabilisés à leur coût historique d'acquisition selon la méthode du «1^{er} entré - 1^{er} sorti».

Ils font l'objet d'une provision, lorsque la valeur d'utilité des titres des sociétés concernées est inférieure au coût d'acquisition. Cette valeur d'utilité est basée essentiellement sur la situation nette de la société concernée et en tenant compte des perspectives de développement. Dans le cas où une société correspond à une UGT pour laquelle un test de dépréciation des goodwill a été effectué, la valeur d'utilité retenue est identique à celle calculée dans le cadre de ces tests.

Les créances et prêts aux sociétés dans lesquelles Delfingen Industry possède une participation sont provisionnés lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité de non remboursement.

Les actions propres de la société figurent au bilan à leur prix d'achat. Lorsque le prix de marché à la date de clôture de l'exercice est inférieur au prix d'achat, il est constaté une provision pour dépréciation. ●

NOTE 1 – 6 VALEURS MOBILIÈRES

Les valeurs mobilières de la société figurent au bilan à leurs prix d'achat. Lorsque le prix de marché à la date de clôture de l'exercice est inférieur au prix d'achat, il est constaté une provision pour dépréciation. ●

NOTE 1 – 7 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Il existe une convention d'intégration fiscale (Art. 223 du CGI) entre la société Delfingen Industry et la société Delfingen FR-Anteuil.

Chacune des filiales comptabilise en charges l'impôt qu'elle aurait payé si elle n'était pas intégrée et le règle à la société mère, qui est l'unique redevable auprès du Comptable du Trésor Public.

Dans le cas où une filiale est déficitaire, elle conserve l'usage de son déficit reportable. La société mère bénéficie du report d'imposition et règle l'impôt en lieu et place de la filiale lorsque celle-ci revient en position bénéficiaire.

La société mère constate dans le compte de résultat l'impôt à payer ou le crédit d'impôt découlant de son propre résultat fiscal ainsi que celui découlant des retraitements engendrés par l'intégration fiscale (quelle que soit la société concernée). ●

Informations relatives à l'actif

NOTE N° 2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Montants bruts 2008	Augmentations	Diminutions	Montants bruts 2009
Concession, brevets	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	149	47	0	196
Total	149	47	0	196

NOTE N° 3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations du poste « Immobilisations corporelles » sont les suivantes :

	Montants bruts 2008	Augmentations	Diminutions	Autres Mvts	Montants bruts 2009
Terrains	12	0	0	0	12
Constructions	1 340	5	0	11	1 355
Autres immobilisations corporelles	137	0	0	0	137
Immobilisations en cours	11	7	0	(11)	7
Total	1 499	11	0	0	1 510

NOTE N° 4 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les variations du poste « Immobilisations financières » sont les suivantes :

	Montants bruts 2008	Augmentations	Diminutions	Montants bruts 2009	Dont entreprises liées
Actions propres	427	52	0	478	478
Titres de participation	48 281	61	(626)	47 715	47 715
Créances rattachées à des participations	4 824	4 379	(4 690)	4 513	4 513
Prêts et autres immobilisations financières	18	8	(0)	26	0
Total	53 549	4 500	(5 316)	52 733	52 707

L'augmentation des titres de participation correspond :

- A l'augmentation de capital du Brésil, soit 10,5 K€
- A la constitution de la société Delfingen ASIA Pacific Holding, soit 50 K€.

La diminution des titres de participation correspond à la sortie des titres de Sofanou Argentina, liquidée en mai 2009.

Les créances rattachées à des participations concernent Delfingen US Holding Inc (2 481 K€) et Delfingen BR- Sao Paulo (2 032 K€). ●

NOTE N° 5 TABLEAU DE VARIATION SUR AMORTISSEMENTS

	Amortissements cumulés 2008	Augmentations	Diminutions	Amortissements cumulés 2009
Immobilisations incorporelles				
Concession, brevets	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	38	31	0	70
Total immobilisations incorporelles	38	31	0	70
Immobilisations corporelles				
Terrains	12	0	0	12
Constructions	561	82	0	643
Autres immobilisations corporelles	120	4	0	124
Total immobilisations corporelles	692	86	0	778
Total	731	117	0	848

NOTE N° 6 TABLEAUX DE VARIATION DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

	Montants cumulés 2008	Dotations	Montants cumulés 2009	Amortissements cumulés 2009	Dont entreprises liées
Titres de participation	8 319	731	(1 675)	7 375	7 375
Autres immobilisations financières	1 417	2 032	(1 417)	2 032	2 032
Comptes courants débiteurs	1 404	3 497	(1 404)	3 497	3 497
Actions propres	154	253	(154)	253	253
Total	11 293	6 512	(4 649)	13 157	13 157

La dotation aux provisions sur titres de participation concerne :

- Delfingen BR-Sao Paulo : 11 K€
- Delfingen PT Lda : 717 K€
- Sofanou Ibérica : 3 K€

La reprise de provision sur titres de participation concerne :

- Delfingen US Holding : 1 049 K€
- Sofanou Argentina : 626 K€

Les dotations et reprises sur provisions sur autres immobilisations financières concernent Delfingen BR-Sao Paulo.

La dotation aux provisions sur comptes courants concerne :

- Delfingen PT Lda : 1 587 K€
- Delfingen TN-Tunis : 650 K€
- Delfingen RO-Valahia : 1 260 K€

La reprise de provisions sur comptes courants concerne :

- Delfingen RO-Valahia : 1 404 K€.

La dotation aux provisions sur actions propres correspond à l'ajustement de la juste valeur en fonction du cours de bourse au 31/12/09. ●

NOTE N° 7 CRÉANCES

Les postes de « Créances » se décomposent de la manière suivante :

	Montants bruts	A 1 an au plus	A plus de 1 an
Créances rattachées à des participations	4 513	2 481	2 032
Autres immobilisations financières	505		505
Clients et comptes rattachés	270	270	0
État et collectivités publiques	145	145	
Groupe et associés (entreprises liées)	6 055	6 055	
Débiteurs divers	4	4	
Charges constatées d'avance	90	90	
Total	11 582	9 046	2 536

Informations relatives au passif
NOTE N°8 CAPITAL SOCIAL ET TITRES (ACTIONS)

EN EUROS	Nombre	Valeur nominale	Total
Titres en début d'exercice	1 627 624	1,53	2 490 265
Titres remboursés ou annulés	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-
Titres en fin d'exercice	1 627 624	1,53	2 490 265
Réserves, prime d'émission, report à nouveau...	-	-	21 034 354
Réserves indisponibles	-	-	-
Résultat de l'exercice			(2 784 823)
Provisions réglementées			40 159
Total capitaux propres			20 779 956

NOTE N° 9 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES ET PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les variations des postes « Provisions réglementées » et « Provisions pour risques et charges » se présentent ainsi :

EN EUROS	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées	27	13	0	40
Provisions pour perte de change	4	0	(4)	0
Provisions pour risques et charges	205	31	(169)	67
Total	236	44	(173)	107

Les provisions réglementées concernent les amortissements dérogatoires sur les frais d'acquisition des titres Suleve.
Les provisions pour pertes de change correspondent aux provisions des écarts de conversion actifs diminuées des couvertures de change mises en place.
Les provisions pour risques et charges correspondent majoritairement à la provision pour indemnités de départ à la retraite. ●

NOTE N° 10 DETTES

Ce poste se décompose de la manière suivante :

		Total au 31/12/09	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Etablissements de crédit	à 1 an au maximum à l'origine	949	949	
	à plus de 1 an à l'origine	21 232	6 883	14 349
Fournisseurs		311	311	
Personnel et comptes rattachés		105	105	
Organismes sociaux		154	154	
État	Impôt sur les bénéfices	0	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée	0	0	
	Autres	54	54	
Groupe et associés (entreprises liées)		6 124	3 125	3 000
Dettes sur immobilisations		8	8	
Total		28 936	11 587	17 349

Le FMEA a investi / financé 3 M€ dans Delfingen Industry via son holding de contrôle Delfingen Group. Cette opération se traduit au 31 décembre 2009, par un prêt de Delfingen Group à Delfingen Industry de 3 M€. Il est prévu que, sous réserve des autorités de marché, Delfingen Industry lance une augmentation de capital dans le courant de l'exercice 2010. Cette augmentation de capital sera garantie par Delfingen Group. La souscription de Delfingen Group sera libérée par compensation dudit prêt. ●

NOTE N° 11 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Non significatif.

NOTE N° 12 COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIFS

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :

	2009	2008	06/07
Emprunts et dettes établissements de crédit	18	38	26
Fournisseurs	196	152	231
Dettes fiscales et sociales	114	57	108
Autres dettes	0	0	0
Total	329	246	365

Informations relatives au compte de résultat
NOTE N° 13 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Locations immobilières	161	161	134	178
Autres activités (prestations de services)	3 532	3 621	2 126	3 086
Total	3 693	3 782	2 260	3 264

NOTE N° 14 PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Boni de liquidation		586		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	4	2	2
Produits exceptionnels sur cessions actifs corporels	0	0	203	203
Reprise provision exceptionnelle	776	89	218	339
Produits exceptionnels divers	57			
Total	833	678	422	543

La reprise de provision exceptionnelle concerne essentiellement la reprise de provision sur titres de l'Argentine suite à sa liquidation. Cette reprise a été comptabilisée en reprise exceptionnelle et non pas en reprise financière dans un souci de cohérence avec la sortie des titres de participation qui figurent en charges exceptionnelles (voir note 15 ci-après). ●

NOTE N° 15 CHARGES EXCEPTIONNELLES

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2009	2008	2007 12 mois	06/07 17 mois
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	3	0	0	0
Valeur nette comptable immobilisations corporelles cédées	0	0	205	205
Valeur nette comptable immobilisations financières cédées	626	4	0	0
Dotations aux provisions à caractère exceptionnel	192	83	55	67
Total	821	87	261	272

La valeur nette comptable des immobilisations financières cédées correspond à la sortie de la valeur des titres de Sofanou Argentina. ●

NOTE N° 16 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Une convention d'intégration fiscale a été signée entre Delfingen Industry, société mère et la société suivante :
Delfingen FR-Anteuil - Zone Industrielle - F 25340 ANTEUIL

Aucune économie d'impôt sur les sociétés résultant de l'intégration fiscale des sociétés Delfingen Industry et Delfingen FR-Anteuil n'est à signaler au titre de l'exercice 2009.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt :

Nature des différences temporaires	Montant (en euros)
Accroissement	
Allègement - provisions diverses	6 650
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	13 123 696
Moins values long terme	269 788

Engagements hors bilan

NOTE N° 17 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE

Les engagements en matière de retraite sont provisionnés dans les résultats de l'exercice. Ils s'élèvent à 55 K euros. La provision reste stable par rapport au 31/12/2008. ●

NOTE N° 18 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CRÉDIT-BAIL

Il n'y a plus d'engagements en matière de crédit-bail au 31/12/2009. ●

NOTE N° 19 ENGAGEMENTS, AVALS ET CAUTIONS DONNÉS

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2009	2008	06/07
Cautions filiales	1 970	2 712	3 064
Crédit-bail immobilier	0	0	88
Autres engagements (1)	7 313	4 836	4 036
Total	9 282	7 547	7 189

(1) Concerne intérêts restant à courir sur emprunts 1 031 K€
cautions 6 281 K€

NOTE N° 20 ENGAGEMENTS, AVALS ET CAUTIONS REÇUS

	2009	2008	06/07
Ouverture de crédit et facilités de caisse non utilisées	1 824	26	286
Caution banques et personnes physiques	6 221	351	351
Total	8 046	376	637

La caution de 6 221 K€ est une caution donnée par Delfingen Group vis-à-vis des banques françaises dans le cadre du protocole d'accord intervenu en 2009. ●

Informations diverses

NOTE N° 21 RÉPARTITION DU PERSONNEL

	2009	2008	06/07
Dirigeant	1	1	1
Cadres	23	23	13
Employés	11	12	10
Total	35	36	24

Ces effectifs comprennent le personnel refacturé par Delfingen Group

NOTE N° 22 RÉMUNÉRATION DES ORGANES DE DIRECTION

La rémunération brute des mandataires sociaux s'est élevée à 90 K€. Ce montant intègre les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration qui se sont élevés à 25 K€ au titre de l'exercice 2009. ●

Rapport de gestion – Le Groupe Delfingen Industry
Comptes consolidés
Annexes aux comptes consolidés
Rapport de gestion – La société-mère Delfingen Industry
Comptes annuels
Annexes aux comptes annuels

Filiales et participations

Informations concernant les entreprises liées :

	2009
Créances rattachées à des participations	2 481
Créances clients	270
Avances de trésorerie aux filiales	2 559
Dettes fournisseurs	53
Comptes courants créditeurs	2 482
Total des charges	7 467
Total des produits	6 601

Les créances et dettes sont à moins d'un an sauf un compte courant créditeur bloqué envers Delfingen Group à hauteur de 3 000 K€, lié à l'investissement du FMEA.

Les créances rattachées à des participations intègrent une provision pour dépréciation à hauteur de 2 032 K€. Les comptes courants débiteurs intègrent une provision pour dépréciation à hauteur de 3 497 K€.

Le total des charges intègre des dotations aux provisions pour dépréciation mentionnées ci-dessus pour un total de 5 529 K€.

Le total des produits intègre des reprises sur provisions pour dépréciations pour un total de 2 820 K€. ●

NOTE N° 23 CONSOLIDATION

La société Delfingen Industry est société mère d'un Groupe établissant des états financiers consolidés au 31/12/2009. La société et ses filiales sont elles mêmes consolidées par leur société mère : Delfingen Group ZI 25340 Anteuil (Siret B 425 123 437). ●

NOTE N° 24 TABLEAU DES FILIALES
NOTE 24 – 1 RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières filiales et participations (capital détenu à plus de 50 %)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats en milliers d'euros	Quote-part du capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus en milliers d'euros		
				Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Delfingen FR-Anteuil (France)	1 829 389 EUR	7 428	99,98	6 326		6 326
Sofanou Ibérica (Espagne)	60 150 EUR	9	99,96	81	(14)	71
Delfingen PT (Portugal)	150 000 EUR	(528)	98,44	2 950	(2 950)	717
Delfingen TR-Marmara (Turquie)	400 000 TUL	1 215	99,99	1 742		1 742
Lima Inmo (Espagne)	213 359 EUR	45	99,99	213		213
Sofanou UK (Royaume-Uni)	6 250 GBP	(7)	100,00	282	(282)	0
Delfingen US-Holding (États-Unis)	35 224 038 USD	(4 546)	100,00	33 682	(3 781)	28 852
Delfingen TN-Tunis	10 000 TND	132	99,90	6		6
Delfingen MA-Casablanca (Maroc)	100 000 MAD	352	100,00	11		11
Delfingen MA-Tanger (Maroc)	100 000 MAD	(435)	100,00	9	(9)	9
Delfingen SK-Nitra (Slovaquie)	200 000 SKK	1 239	100,00	5		5
Delfingen RO-Transilvania (Roumanie)	18 000 RON	(23)	100,00	5	(5)	0
Delfingen BR-Sao Paolo (Brésil)	901 284 BRL	(1 001)	100,00	343	(343)	11
Delfingen PT-Porto 1 (Portugal)	50 000 EUR	497	100,00	1 839		1 839
Delfingen RO-Valahia (Roumanie)	200 RON	(701)	99,00	0	(0)	0
Delfingen DE-Köln (Allemagne)	25 000 EUR	4	100,00	25		25
Delfingen ASIA Pacific Holding (Singapour)	100 000 SGD	0	100,00	50		50
Informations financières : filiales et participations (capital détenu entre 10% et 50%)	27 539 EUR	596	10,05	145		145
SCI Des Bottes (France)						

NOTE 24 - 2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ÉLÉMENTS FINANCIERS

Informations financières: filiales et participations (capital détenu à plus de 50 %)	Prêts consentis par Delfingen Industry et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par Delfingen Industry	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice	Résultat du dernier exercice (bénéfice ou perte)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
Delfingen FR-Anteuil (France)			22 629	(3 703)	0	
Sofanou Ibérica (Espagne)			0	(2)	0	
Delfingen PT (Portugal)		890	3 160	(1 133)	0	
Delfingen TR-Marmara (Turquie)			3 178	158	239	
Lima Inmo (Espagne) (1)			0	(7)	0	
Sofanou UK (Royaume-Uni)			0	0	0	
Delfingen US-Holding (États-Unis)	2 481		33 334	728	0	Chiffres consolidés
Delfingen TN-Tunis (Tunisie)			2 786	69	0	
Delfingen MA-Casablanca (Maroc)			4 781	(4)	0	
Delfingen MA-Tanger (Maroc)			5 912	(172)	0	
Delfingen SK-Nitra (Slovaquie)			3 473	288	605	
Delfingen RO-Transilvania (Roumanie)			3 651	240	0	
Delfingen BR-Sao Paulo (Brésil)	2 032		1 348	80	0	
Delfingen PT-Porto (Portugal)		1 080	11 691	24	0	Chiffres consolidés
Delfingen RO-Valahia (Roumanie)			2 053	127	0	
Delfingen DE-Köln (Allemagne)			0	9	0	
Delfingen ASIA Pacific Holding (Singapour)			0	(10)		
Informations financières : filiales et participations (capital détenu entre 10% et 50%)						
SCI Des Bottes (France)			337	60	7	

INFORMATIONS GÉNÉRALES p.125

- Identité de la société
- Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
- Politique de distribution des dividendes
- Contrôleurs légaux des comptes
- Honoraires des Commissaires aux Comptes
- Contrats importants
- Gouvernement d'entreprise

FACTEURS DE RISQUES p.145

- Les risques stratégiques
- Les risques industriels
- Les risques généraux
- Les risques informatiques
- Les risques juridiques
- Les autres risques

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE p.151

- Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
- Rapports des Commissaires aux Comptes
- Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
- Projet de résolutions
- Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
- Consultation des documents juridiques

DOCUMENTS ANNEXES p.189

- Incorporation de rapports financiers annuels antérieurs
- Attestation de la personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel
- Table de concordance

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société

Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Identité de la société

DÉNOMINATION SOCIALE ET SIÈGE SOCIAL

Dénomination sociale : Delfingen Industry

Siège social : Zone Industrielle - 25340 Anteuil

Coordonnées du siège : Tel : 03 81 90 73 00
Fax : 03 81 90 73 19
Email : delfingen@delfingen.com

FORME JURIDIQUE ET LÉGISLATION APPLICABLE

Delfingen Industry est une société anonyme à Conseil d'Administration de droit français, régie par le Code du commerce et par ses statuts.

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BESANCON sous le numéro B : 354 013 575.

Son code d'activité principale, selon la nomenclature d'activité française, est : 6420Z – Activités des sociétés holding.

DATE DE CONSTITUTION

8 mars 1990

DURÉE DE VIE

99 ans

OBJET SOCIAL

L'article 2 des statuts à jour au 20 juin 2009 stipule que la société a pour objet, directement ou indirectement en tous pays :

- La souscription et l'acquisition de titres de participation et de filiales en vue de leur gestion.
- Tous travaux d'études, de conseils de formation et d'assistance de nature pluridisciplinaire au profit des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaire ou dans lesquelles elle détient une participation en capital.
- Toutes opérations de location ou sous-location d'immeubles destinées à faciliter le fonctionnement de la société ou de toutes filiales ou sociétés apparentées.
- L'assistance en matière de gestion, technique, financière, informatique, documentaire et administrative et, plus généralement, toutes actions financières, de direction, de gestion, d'études et de recherches, d'accords commerciaux en vue de favoriser et d'accroître le rendement du capital, la politique d'investissements et les opérations du Groupe.
- Et plus généralement, toutes opérations financières, immobilières ou mobilières, civiles, commerciales, industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, qui seraient de nature à favoriser ou développer l'activité sociale. ●

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
 Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
 Politique de distribution des dividendes
 Contrôleurs légaux des comptes
 Honoraires des Commissaires aux Comptes
 Contrats importants
 Gouvernement d'entreprise

Capital

Le capital social s'élève à 2 490 265 € divisé en 1 627 624 actions de 1,53 € de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées.

Le titre a été introduit le 8 février 1996 à la cote du Second Marché de la Bourse de Paris (désormais Euronext) ; il se négocie en cotation continue sous le code ISIN : FR 0000054132, compartiment C et le code mnémotechnique Delf.

Le titre est répertorié dans la classification sectorielle FTSETM : 30, Biens de consommation cycliques, dans le sous secteur 31, Automobiles, 313, Pièces détachées d'automobiles. ●

RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Situation au 31 décembre 2007

ACTIONNAIRES	Nbre d'actions	% capital	Droits de vote doubles	Total droits de vote	% total droit de vote
DELFINGEN GROUP (2) (4)	1 206 830	74,15	830 000	2 036 830	80,19
Gérald STREIT (1) (2) (4)	11	NS	11	22	NS
Bernard STREIT (1) (2)	81 434	5,00	81 434	162 868	6,41
Divers – Famille STREIT	256	0,02	235	491	0,02
FCP STOCK PICKING France	83 201	5,11	Néant	83 201	3,28
Auto détention (3)	22 968	1,41	Néant	22 968	0,90
Public	232 924	14,31	710	233 634	9,20
Total	1 627 624	100	912 390	2 540 014	100

(1) Deux engagements de conservation de titres de Delfingen Group ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par les ECHOS-COMFI le 27 Juillet 2007

(2) Deux engagements de conservation de titres Delfingen Industry existent M. Bernard Streit, son épouse et leurs deux enfants et Delfingen Group

(3) Hors actions auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité

(4) Monsieur Gérald STREIT contrôle 69,21% des actions et des droits de vote de Delfingen Group, soit indirectement 74,15% des actions et 80,19% des droits de vote de Delfingen Industry

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Situation au 31 décembre 2008

ACTIONNAIRES	Nbre d'actions	% capital	Droits de vote doubles	Total des droits de vote	% droits de vote
DELFINGEN GROUP (2) (4)	1 204 350	73,99	830 000	2 034 350	80,09
Gérald STREIT (1) (2) (4)	11	NS	11	22	NS
Bernard STREIT (1) (2)	81 434	5,00	81 434	162 868	6,41
Divers – Famille STREIT	256	0,02	235	491	0,02
FCP STOCK PICKING France	85 767	5,26	Néant	85 767	0,37
Auto détention (3)	22 968	1,41	Néant	22 968	0,90
Public	232 838	14,30	710	233 548	9,19
Total	1 627 624	100	912 390	2 540 014	100

- (1) Deux engagements de conservation de titres de Delfingen Group ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par les ECHOS-COMFI le 27 Juillet 2007
(2) Deux engagements de conservation de titres Delfingen Industry existent M. Bernard Streit, son épouse et leurs deux enfants et Delfingen Group
(3) Hors actions auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité
(4) Monsieur Gérald STREIT contrôle 69,21% des actions et des droits de vote de Delfingen Group, soit indirectement 74,15% des actions et 80,19% des droits de vote de Delfingen Industry

Situation au 31 décembre 2009

ACTIONNAIRES	Nbre d'actions	% capital	Droits de vote doubles	Total des droits de vote	% droits de vote
DELFINGEN GROUP (2) (4)	969 050	59,54	830 000	1 799 050	70,83
FMEA Représentée par CDC ENTREPRISES (5)	235 300	14,46	Néant	235 300	9,26
Gérald STREIT (1) (2) (4)	11	NS	11	22	NS
Bernard STREIT (1) (2)	81 434	5,00	81 434	162 868	6,41
Divers – Famille STREIT	256	0,02	235	491	0,02
FCP STOCK PICKING France	85 767	5,26	Néant	85 767	3,37
Auto détention (3)	29 442	1,80	Néant	29 442	1,16
Public	226 364	13,90	710	227 074	8,94
Total	1 627 624	100	912 390	2 540 014	100

- (1) Deux engagements de conservation de titres de Delfingen Group ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par les ECHOS-COMFI le 27 Juillet 2007
(2) Les engagements de conservation de titre Delfingen Industry conclus entre M. Bernard Streit, son épouse et leurs deux enfants et Delfingen Group ont été rompus suite à la cession par Delfingen Group de 235 300 actions Delfingen Industry au FMEA
(3) Hors actions auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité
(4) Société intégralement détenue par les membres de la famille STREIT, principalement Monsieur Gérald STREIT détenant 69,21%, Monsieur David STREIT, détenant 30,80% et Monsieur et Madame Bernard STREIT, détenant l'usufruit attaché 15 606 698 actions détenues en nue propriété par Messieurs Gérald et David STREIT, et donnant droit à 44,38% des droits de vote afférents uniquement à la résolution concernant l'affectation du résultat de l'exercice clos.
(5) Détenu à hauteur d'un tiers chacun par la caisse des dépôts et consignations, PSA et RENAULT

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Déclarations de franchissements de seuils reçus par la société

L'opération de cession de titres nominatifs purs entre Delfingen Group et le FMEA a fait l'objet de déclarations de franchissement de seuil à la hausse (pour le FMEA) et à la baisse (pour Delfingen Group) en date du 25 novembre 2009. En outre, dans sa déclaration de concert en date du 25 novembre 2009, le FMEA a déclaré que « cette acquisition d'actions Delfingen Industry s'inscrit dans le cadre d'un contrat d'investissement conclu entre le FMEA et Delfingen Group, structure faitière du Groupe Delfingen. Le FMEA a également signé un pacte d'Actionnaires concertant avec Delfingen Group ; l'Autorité des Marchés Financiers a examiné les conséquences d'une telle mise en concert et a considéré l'absence de matière à dépôt d'une offre publique (décision n° 209C1412 du 20 novembre 2009). Conformément aux dispositions de l'article L 233-7 du Code de Commerce, le FMEA déclare ne pas envisager d'augmenter sa participation dans Delfingen Industry au cours des six mois à venir ni demander la nomination d'un autre Administrateur en sus de celui dont la désignation découle des termes du contrat d'investissement » ●

Actionnariat salarié

En application des dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, nous vous informons que les salariés ne détiennent pas, collectivement, de participation au capital social, à la date du 31 décembre 2009. ●

Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

L'article 15 des Statuts prévoit que les actions inscrites sous la forme nominative depuis au moins deux ans bénéficient d'un droit de vote double, dans la mesure où l'actionnaire en fait la demande à la Société par lettre recommandée. ●

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Existence de seuils statutaires devant être déclarés à la société (Article 8 des statuts)

En application de l'article 8 des statuts, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert, qui vient à posséder un nombre d'actions de la Société ou de droits de vote égal ou supérieur à 0,5 % du nombre total des actions ou des droits de vote doit, dans un délai de quinze jours à compter de ce franchissement de seuil de participation, informer la Société du nombre total des actions ou des droits de vote qu'il possède par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette déclaration est renouvelée dans les mêmes conditions chaque fois qu'un seuil de 0,5 % est franchi à la hausse ou à la baisse.

Pour la détermination des seuils, il sera tenu compte également des actions et droits de vote détenus indirectement et des actions et droits de vote assimilés aux actions et droits de vote possédés tels que définis par les dispositions des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce.

Dans chaque déclaration visée ci-dessus, le déclarant devra certifier que la déclaration faite comprend bien tous les titres et droits de vote détenus ou possédés au sens de l'alinéa qui précède. Il devra indiquer également la ou les dates d'acquisition.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, l'Actionnaire sera privé du droit de vote à hauteur des actions ou droits de vote dépassant les seuils soumis à déclaration, à la demande, conformément aux dispositions de l'alinéa 6 de l'article L. 233-7 du Code de commerce, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale d'un ou plusieurs Actionnaires détenant une fraction du capital au moins égale à 0,5 %. ●

Capital autorisé non émis

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 6 novembre 2009 :

- Le Conseil d'Administration s'est vu délégué la faculté de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital immédiates ou à terme par l'émission d'actions ordinaires de la société, le tout dans la limite d'un plafond global de 10 000 000 € et sur une durée de 26 mois à compter du 6 novembre 2009 ; en conséquence, cette délégation globale, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure, est en cours de validité au 31 décembre 2009 ;
- En application notamment des dispositions de l'article L 3332-18 du code du travail, l'Assemblée Générale du 6 novembre 2009, après avoir supprimé le droit préférentiel de souscription des actionnaires, a délégué au Conseil d'Administration la faculté de procéder, en une ou plusieurs fois, à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise. Cette autorisation, consentie pour une durée de 26 mois à compter du 6 novembre 2009, est plafonnée à un montant nominal maximal d'actions à émettre de 40 000 €.

Le tableau ci-après retrace les utilisations partielles des autorisations données par le passé. ●

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
 Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
 Politique de distribution des dividendes
 Contrôleurs légaux des comptes
 Honoraires des Commissaires aux Comptes
 Contrats importants
 Gouvernement d'entreprise

Évolution du capital

Date	Nature de l'opération	Augmentation du capital	Prime d'émission ou d'apport	Montant du capital	Nombre d'actions	Nominal
08/03/90	Création, par apport des actions de la société Sofanou (devenue Flexitec)			12 039 000 F	120 390	100 F
25/07/90	Augmentation de capital en numéraire	1 461 000 F		13 500 000 F	135 000	100 F
02/12/91	Augmentation de capital en numéraire	1 335 000 F	664 830 F	14 835 000 F	148 350	100 F
02/12/91	Incorporation au capital de la prime d'émission	664 608 F		15 499 608 F	148 350	104,48 F
16/09/93	Réduction du capital, par suite du rachat des actions privilégiées détenues par Centrest	(1 447 048) F		14 052 560 F	134 500	104,48 F
19/12/95	Augmentation de capital par incorporation de réserves	742 440 F		14 795 000 F	134 500	110 F
19/12/95	Réduction à 10 F de la valeur nominale des actions			14 795 000 F	1 479 500	10 F
du 16/06/97 au 27/06/97	Augmentation du capital par apport en numéraire	1 479 500 F	33 140 800 F	16 274 500 F	1 627 450	10 F
31/05/99	Augmentation du capital par apport en numéraire suite à l'exercice de 870 BSA	1 740 F	50 460 F	16 276 240 F	1 627 624	10 F
27/10/00	Augmentation du capital par incorporation de réserves	58 827,59 F		16 335 067,59 F	1 627 624	10 F
27/10/00	Conversion du capital en euros	-	-	2 490 265 €	1 627 624	1,53 €

D isposition d'un contrat qui pourrait retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle de l'émetteur.

Par acte sous seing privé en date du 23 novembre 2009, Delfingen Group a conclu avec le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA), en présence de Delfingen Industry, un pacte d'actionnaires aux termes duquel le FMEA a consenti à Delfingen Group, dans le strict respect de la réglementation boursière, un droit de préemption sur tout transfert de titres que le FMEA détiendrait au sein de Delfingen Industry et ce à l'issue de la période quatre années de conservation de titres à laquelle le FMEA s'est engagé à l'égard de son cocontractant. Il est précisé d'une part, que ce droit de préemption ne trouvera pas à s'appliquer si le FMEA entend procéder à la cession de ses titres sur le marché boursier et d'autre part, dans le cas où la cession envisagée par le FMEA s'opérerait au profit de toute entité qui contrôle CDC ENTREPRISES, est contrôlée par CDC ENTREPRISES ou est contrôlée par une personne contrôlant CDC ENTREPRISES, la notion de contrôle s'entend de celle définie par l'article L 233-3 du code de commerce.

Il est en outre précisé qu'en application du pacte visé aux présentes, à compter du 1er novembre 2016 et jusqu'au 31 janvier 2017 inclus, le FMEA aura la faculté d'exercer une option de vente obligeant Delfingen Group à racheter la totalité des titres qu'il détient au sein de Delfingen Industry. ●

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions auto-détenues par l'émetteur et par ses filiales

Au 31/12/2009, Delfingen Industry détient 29 442 de ses propres titres pour une valeur brute globale de 478 364,58 €. La valeur nominale de ces titres est de 1,53 €.

Plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions

Date d'Assemblée	Plan 1	Plan 2
Dates des conseils d'administration	07/03/2003 09/12/2003	14/02/2007
Nbre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	64 300	45 900
Mandataires sociaux attributaires	Aucun	Aucun
Point de départ de l'exercice des options	Premier anniversaire de la date d'attribution	Premier anniversaire de la date d'attribution
Date d'expiration	07/09/2010 09/12/2010	14/02/2014
Prix de souscription ou d'achat	18,63 €	18,57 €
Et	Dans le cadre du Conseil d'Administration en date du 7/03/2003	Dans le cadre du Conseil d'Administration en date du 14/02/2007
Modalité de fixation du prix	<u>Extrait de la résolution du Conseil</u>	<u>Extrait de la résolution du Conseil</u>
	« décide à l'unanimité, de fixer le prix d'exercice d'une option à DIX HUIT VIRGULE SOIXANTE TROIS (18,63) Euros, étant précisé que ce prix d'exercice n'est pas inférieur:	« décide à l'unanimité, de fixer le prix d'exercice d'une option à DIX HUIT VIRGULE CINQUANTE SEPT (18,57) Euros, étant précisé que ce prix d'exercice n'est pas inférieur:
	(I) à quatre vingt pour cent (80%) de la moyenne des cours constatés pour les actions de la société sur le Second Marché pendant les vingt (20) derniers jours de bourse précédant ce jour, qui s'élève arithmétiquement à TREIZE VIRGULE SOIXANTE DIX SEPT (13,77) Euros.	(III) à quatre vingt pour cent (80%) de la moyenne des cours constatés pour les actions de la société sur le Second Marché pendant les vingt (20) derniers jours de bourse précédant ce jour, qui s'élève arithmétiquement à QUATORZE VIRGULE QUARANTE ET UN (14,41) Euros.
	(II) et à quatre vingt pour cent (80%) du cours moyen d'achat des actions détenues par la société en application des articles L 225 208 et/ou L 225-209 du code de commerce, qui s'élève arithmétiquement à QUINZE VIRGULE CINQUANTE (15,50) Euros	(IV) et à quatre vingt pour cent (80%) du cours moyen d'achat des actions détenues par la société en application des articles L 225 208 et/ou L 225-209 du code de commerce, qui s'élève arithmétiquement à QUATORZE VIRGULE QUATRE VINGT SIX (14,86) Euros
	Et qu'il intègre un rabais limité à cinq pour cents (5%), de manière à ne pas donner lieu au paiement de cotisations sociales lors de l'exercice des options. »	Et qu'il intègre un rabais limité à cinq pour cents (5%), de manière à ne pas donner lieu au paiement de cotisations sociales lors de l'exercice des options. »

Identité de la société
 Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
 Politique de distribution des dividendes
 Contrôleurs légaux des comptes
 Honoraires des Commissaires aux Comptes
 Contrats importants
 Gouvernement d'entreprise

Date d'Assemblée	Plan 1	Plan 2
Dans le cadre du Conseil d'Administration en date du 09/12/2003		
<u>Extrait de la résolution du Conseil</u>		
« décide à l'unanimité, de fixer le prix d'exercice d'une option à DIX HUIT VIRGULE SOIXANTE ET UN (18,61) Euros, étant précisé que ce prix d'exercice n'est pas inférieur :		
(I) à quatre vingt pour cent (80%) de la moyenne des cours constatés pour les actions de la société sur le Second Marché pendant les vingt (20) derniers jours de bourse précédant ce jour, qui s'élève arithmétiquement à QUATORZE VIRGULE VINGT DEUX EUROS (14,22 €) et à quatre vingt pour cent (80%) du cours moyen d'achat des actions détenues par la société en application des articles L 225 208 et/ou L 225-209 du code de commerce, qui s'élève arithmétiquement à QUATORZE VIRGULE QUATRE VINGT NEUF (14,89) Euros »		
Modalités d'exercice	25% à l'issue de la première date anniversaire 25% à l'issue de la deuxième date anniversaire 25% à l'issue de la troisième date anniversaire 25% à l'issue de la quatrième date anniversaire ou Après la quatrième date anniversaire, en cas de non exercice de tout ou partie des options, faculté libre d'exercice jusqu'à la septième date anniversaire	25% à l'issue de la première date anniversaire 25% à l'issue de la deuxième date anniversaire 25% à l'issue de la troisième date anniversaire 25% à l'issue de la quatrième date anniversaire ou Après la quatrième date anniversaire, en cas de non exercice de tout ou partie des options, faculté libre d'exercice jusqu'à la septième date anniversaire
Nombre d'actions achetées ou souscrites au jour de la publication de la présente information	0	0
Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achat d'actions annulées ou caduques au 31/12/2009	42 150	13 300
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes au 31 décembre 2009	22 150	32 600

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Annulation

Une autorisation d'annuler des titres de la société donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 28 juin 2008 est en cours.

Elle autorise le Conseil d'Administration à annuler 10 % maximum des actions que la société détiendrait ou pourrait détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre des programmes de rachats, par période de 24 mois à compter du 28 juin 2008. Cette autorisation est en vigueur jusqu'au 28 juin 2010.

Elle n'a fait l'objet d'aucune utilisation. ●

Programme de rachat d'actions

Conformément à l'article L 225-209 du code de commerce, l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 20 juin 2009 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder au rachat de ses propres actions à hauteur de 10% des actions composant le capital social à la date de réalisation de ces achats.

Au 31 décembre 2009, Delfingen Industry détient 29 442 de ses propres actions représentant 1,80% du nombre total d'actions composant le capital social. Ces actions ont été achetées dans le cadre des programmes de rachat d'action successivement autorisés depuis l'Assemblée Générale du 26 janvier 2002.

Au titre de l'exercice 2009, 6474 de ses propres actions ont été rachetées par Delfingen Industry. ●

Contrat de liquidité

En vue d'assurer l'animation du marché de son titre, Delfingen Industry a confié à la société TSAF (Groupe VIEL) un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI (Association Française des Entreprises d'Investissement) du 14 mars 2005 référencée AFEI / 05-20, acceptée par l'AMF (Décision de l'AMF du 22 mars 2005). ●

Identification des titres au porteur

Les statuts de la société l'autorisent à rechercher les renseignements nécessaires à l'identification des Actionnaires au porteur, dans les conditions prévues par la législation en vigueur. ●

Actions nominatives

La tenue du registre ainsi que la gestion des comptes des Actionnaires au nominatif sont assurées depuis le 1^{er} juin 2004 par :

Société Générale
Service Nominatif
Division Emetteurs
32 rue du Champ de Tir
BP 81236
44312 Nantes cedex 3

Les Actionnaires au nominatif peuvent accéder à leur compte en contactant le Service Nominatif au Tel : 0825 820 000 ou encore sur le site Internet: <https://nominet.socgen.com>. ●

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Politique de distribution des dividendes

L'Assemblée Générale peut offrir à chaque Actionnaire, pour le dividende qui lui revient, un paiement en espèce ou un paiement en action.

La société ne procède généralement pas à la distribution d'acompte sur dividendes ; les dividendes sont versés annuellement après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits et reversés à l'État. ●

Montant des trois derniers dividendes

Au titre de l'exercice 2005-2006, il a été distribué un dividende net de 0,42 € par action. Ce dividende mis en paiement en 2007 a donné droit pour les Actionnaires personnes physiques, à l'abattement de 40% mentionné à l'article 158.3.2 du code général des impôts, sous réserve que ces mêmes personnes répondent aux critères d'éligibilité.

Au titre de l'exercice 2006-2007, il a été distribué un dividende net de 1,10 € par action. Ce dividende mis en paiement en 2008 a donné droit, pour les Actionnaires personnes physiques, soit à l'abattement de 40% mentionné à l'article 158.3.2 du code général des impôts, soit au prélèvement forfaitaire libératoire de 18% tel que stipulé à l'article 117 quater du code général des impôts, au choix des bénéficiaires et sous réserve que ces derniers remplissent les conditions d'éligibilité.

Au titre de l'exercice 2008, il n'a été versé aucun dividende. ●

Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires et suppléants en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31/12/2009 :

Co-commissaires aux comptes titulaires :

- Monsieur Michel BOSSERDET, domicilié à VALENTIGNEY (25700), 8 rue de la Libération
- EXCO CAP AUDIT, représentée par Monsieur René VERITTI, domiciliée à EXINCOURT (25), 2 rue Jules-Emile ZINGG

Co-commissaires aux comptes suppléants :

- DANDON Philippe, domicilié à Dijon (21), 11 Avenue de la découverte.
- PRETRE Bernard, domicilié à MORTEAU (25), Rue Neuve

Monsieur Michel BOSSERDET est décédé en août 2008 et Monsieur Philippe DANDON a exercé le mandat de co-commissaire aux comptes titulaire jusqu'à l'expiration du mandat de Monsieur Michel BOSSERDET, à savoir jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31/12/2008.

Les commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont actuellement les suivants :

Co-commissaires aux comptes titulaires :

- EXCO CAP AUDIT, représentée par Monsieur René VERITTI, domiciliée à EXINCOURT (25), 2 rue Jules-Emile ZINGG
- Cabinet AUDITIS, représenté par Monsieur Philippe DANDON, domicilié à Dijon (21), 5 rue René CHAR

Co-commissaires aux comptes suppléants :

- PRETRE Bernard, domicilié à MORTEAU (25), Rue Neuve
- DUMAS Thierry, domicilié à CHARNAY LES MACON (71), 223 Rue des Chanaux

Il est précisé que le cabinet AUDITIS ainsi que Monsieur Thierry DUMAS ont été nommés respectivement commissaire aux comptes titulaire et commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31/12/2008 et ce pour une durée de 6 exercices sociaux. ●

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires versés au cours de l'exercice 2009 aux deux commissaires aux comptes de la société mère Delfingen Industry et les temps passés pour procéder à l'audit des comptes annuels et des états financiers consolidés sont les suivants :

	EXCO CAP AUDIT				AUDITIS			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
• Emetteur	30 780	32 040	59%	58%	29 520	28 260 ⁽¹⁾	64%	66%
• Filiales intégrées globalement	21 300	23 400	41%	42%	16 500 ⁽¹⁾	14 400 ⁽¹⁾	36%	34%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
• Emetteur								
• Filiales intégrées globalement								
Sous Total	52 080	55 440	100%	100%	46 020	42 660	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
• Juridique, fiscal, social								
• Autres (à préciser si >10% des honoraires d'audit)								
Sous Total								
TOTAL	52 080	55 440	100%	100%	46 020	42 660	100%	100%

(1) Signataire Philippe Dandon : convention de facturation avec AUDITIS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
 Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
 Politique de distribution des dividendes
 Contrôleurs légaux des comptes
 Honoraires des Commissaires aux Comptes
 Contrats importants
 Gouvernement d'entreprise

L'audit des comptes des différentes filiales du Groupe Delfingen Industry par des cabinets d'audit locaux ou internationaux a généré les durées d'intervention et le versement des honoraires suivants :

Filiales	Cabinets d'audit	Honoraires en euros
DELFINGEN PT (Portugal)	MAZARS	13 000
DELFINGEN TR-Marmara (Turquie)	MAZARS	6 000
DELFINGEN TN-Tunis (Tunisie)	KPMG	4 263
DELFINGEN MA-Casablanca (Maroc)	DELOITTE	16 900
DELFINGEN MA-Tanger (Maroc)	DELOITTE	9 784
DELFINGEN SK-Nitra (Slovaquie)	MAZARS	17 400
DELFINGEN RO-Transilvania (Roumanie)	MAZARS	10 225
DELFINGEN RO-Valahia (Roumanie)	MAZARS	5 250
DELFINGEN US-Holding (États-Unis)	PLANTE MORAN	64 773
DELFINGEN PT-Porto (Portugal)	MAZARS	13 100
DELFINGEN MA-Tanger 1 (Maroc)	MAZARS	7 200
DELFINGEN BR-Sao Paulo (Brésil)	MAZARS	14 134
	TOTAL hors Commissaires aux Comptes de la société-mère	182 029
	TOTAL POUR LE GROUPE	280 129

Contrats importants

Il n'existe pas de contrats significatifs autres que ceux conclus dans la marche normale des affaires. ●

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Régime de gouvernement d'entreprise

Suite à la parution du code de gouvernance pour les valeurs moyennes et petites en décembre 2009 et applicable à compter du 1er janvier 2010, le Conseil d'Administration de Delfingen Industry a décidé d'en faire application dans le cadre d'une résolution adoptée le 5 mars 2010. ●

Stipulations statutaires relatives aux membres des organes de direction

Les Administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales ; le nombre d'Administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut excéder le tiers des membres du Conseil d'Administration.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'Administrateurs, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées, procéder à des nominations à titre provisoire.

Chaque Administrateur doit être propriétaire d'au moins une action. ●

Stipulations du règlement intérieur du Conseil d'Administration relatives aux membres des organes de direction

Les articles 9 et 10 du règlement intérieur prévoient une obligation de confidentialité et de discrétion des Administrateurs ainsi qu'un devoir d'indépendance de ces derniers. ●

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Composition du Conseil d'Administration et durée des mandats

- **Monsieur Bernard STREIT**, domicilié à ANTEUIL (25340), 2 rue du Stade, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général, nommé en qualité d'Administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2010 et aux fonctions de Directeur Général pour une durée indéterminée à compter du 25 janvier 2002.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)

Déclaration complémentaire : Monsieur Bernard STREIT n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae : Dirigeant du Groupe depuis le début des années 1980.

- **Monsieur David STREIT**, fils de Monsieur Bernard STREIT et de Madame Françoise STREIT, domicilié à BESANCON (25000), 22 route de Tallenay, Administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2009.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)

Déclaration complémentaire : Monsieur David STREIT n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae

2002 – 2005 Assistant Chef de Projet chez FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES (Brières)
Depuis 2005 Chef de Projet chez CML Innovative Technologies

- **Monsieur Gérald STREIT**, fils de Monsieur Bernard STREIT et de Madame Françoise STREIT, domicilié à ESSERT (90850), 36 Rue Victor HUGO, Administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2013.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère) ;

Monsieur Gérald STREIT exerce également la fonction de médecin rhumatologue en profession libérale.

Déclaration complémentaire : Monsieur Gérald STREIT n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae

Médecin Rhumatologue.

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

- **Delfingen Group**, représentée par Madame Françoise STREIT. Delfingen Group est la maison mère de Delfingen Industry et est domiciliée à ANTEUIL (25340), Zone Industrielle ; Madame Françoise STREIT, représentante permanente de Delfingen Group au sein du Conseil d'Administration de Delfingen Industry, est l'épouse de Monsieur Bernard STREIT.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)

Déclaration complémentaire : Delfingen Group ainsi que Mme Françoise STREIT n'ont fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae (Françoise STREIT)

Secrétaire de direction au sein du Groupe DELFINGEN depuis le 1^{er} avril 1976.

- **Monsieur Frédéric MAGNE**, domicilié à AIGLE (CH), 18 Ruelle du Croisat, Administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2014.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)

Déclaration complémentaire : Monsieur Frédéric MAGNE n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae :

Entre 1985 et 1999, Monsieur Frédéric MAGNE a été plusieurs fois champion du monde cycliste ; dès 2000, il embrasse la carrière d'entraîneur à la Fédération Française de Cyclisme puis au sein de l'Union Cycliste Internationale dès 2001 ; après différentes missions de consultant télévisé, il devient directeur technique pour la Fédération Cycliste Japonaise avant d'être nommé tout dernièrement Directeur du Centre Mondial du Cyclisme et Directeur du Développement à l'UCI.

- **Monsieur Georges FRANCOIS**, domicilié à LE VESINET (78), 17 Rue des Charmes, Administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2013.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)

Déclaration complémentaire : Monsieur Georges FRANCOIS n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae :

De 1965 à 1983, Cadre Dirigeant puis Directeur Industriel de WABCO. M. François rejoint le Groupe LABINAL en 1983 où il exerce la Direction Industrielle de la division FILTRAUTO avant d'en prendre la Direction Générale. En 1990, il devient Président de SYLEA. En 2000, SYLEA est racheté par VALEO où il prend la Direction de la Branche Connective Systems.

De 2002 à 2006, Conseiller Banque ARGIL pour les équipementiers automobiles.
Administrateur de DELFINGEN INDUSTRY depuis 2002.

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

- **Monsieur Cataldo MANGIONE**, domicilié à SAINT NIZIER DU MOUCHEROTTE (38), 263 Impasse de la Marmotte, Administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2013.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulatif des mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)

Déclaration complémentaire : Monsieur Cataldo MANGIONE n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae :

Évolution au sein groupe SCHNEIDER ELECTRIC entre 1972 dans des fonctions de développement de nouvelles activités pour exercer actuellement une fonction de cadre dirigeant en charge de l'intégration de nouvelles activités au sein de la Business Unit (IS&C).

- **Monsieur Juan Manuel DIAZ**, domicilié à CALLE TAFALA 26 bis IZDA, 31003 PAMPELUNE, Administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2010.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulatif des mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)

Déclaration complémentaire : Monsieur Juan Manuel DIAZ n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae :

Entre 1986 et 2003, il prend la direction générale (en cumul avec une fonction d'Administrateur) de la société Filtrauto Iberica, spécialisée dans la fabrication de filtres automobiles sous la marque PURFLUX ;
Entre 1988 et 1995, il assume la responsabilité de la société Cablinal Espagne (VIGO), fabricant de câblage pour Citroën et Peugeot et de Labauto Ibérica (Orense), un autre câbleur, en qualité d'Administrateur et Directeur Général ;

En 1995, il assure la présidence de Cablauto Ibérica SA, filiale du Groupe Labinal (rachetée par Valéo) qui fabrique les câblages électriques pour SEAT (Groupe Volkswagen).

Sa connaissance du marché automobile espagnol et son expérience managériale constituent un apport de qualité pour DELFINGEN INDUSTRY

- **Monsieur Michel DE MASSOUGNES DES FONTAINES**, domicilié à BESANCON (25), 13 Avenue Fontaine Argent, Administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2013.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulatif des mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)

Déclaration complémentaire : Monsieur Michel DE MASSOUGNES DES FONTAINES n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae :

Monsieur DE MASSOUGNES DES FONTAINES est un médecin psychiatre ayant accompagné de nombreux sportifs de haut niveau dans leurs challenges.

Sa présence au sein du Conseil d'Administration constitue un apport précieux dans l'analyse des comportements humains internes et externes à la société.

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

- **Madame Danielle LEVI - FEUNTEUN**, domiciliée à PARIS (75), 117 Rue de Cambronne (75015), Administrateur cooptée par le Conseil d'Administration en date du 5 février 2010 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2009 sous réserve de la ratification de cette cooptation par ladite Assemblée.

Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe Delfingen Industry :

(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)

Déclaration complémentaire : Madame Danielle LEVI-FEUNTEUN n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

Curriculum Vitae

M^{me} Danielle LEVI-FEUNTEUN a occupé plusieurs postes stratégiques au sein de différentes sociétés du secteur automobile ; parmi ces différentes fonctions, citons celles de Directeur Financier RENAULT (Usine de Billancourt), entre 1979 et 1986, de Senior VP pour les opérations internationales entre 1997 et 2000 chez SOMMER ALLIBERT avant d'évoluer, toujours dans la même société, vers la fonction de directeur de la qualité en développement (2000 – 2004) puis vers celle de Directeur planification à long terme (2004 – 2006).

M^{me} LEVI-FEUNTEUN devient PDG de PM-3L en 2006.

M^{me} LEVI-FEUNTEUN a également été membre de conseils d'administrations de différentes sociétés (notamment DFCCG, Sommer Allibert Jardin et Salle de Bain, Feutre SA.....)

Sa présence au sein du Conseil d'Administration constitue un appui certain pour la compréhension du marché automobile ainsi que la mise en œuvre notamment des stratégies de développement de l'entreprise.

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Liste de l'ensemble des mandats exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux

En application de l'article L 225-102-1 alinéa 4 du code de commerce, la liste des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux est la suivante :

Nom	Mandats et fonctions exercés
Bernard STREIT	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Président Directeur Général DELFINGEN INDUSTRY Président Directeur Général DELFINGEN GROUP Président Directeur Général DELFINGEN FR-ANTEUIL SA Président du Conseil d'Administration DELFINGEN LIFE Gérant SCI DES BOTTES Gérant DELFINGEN CRECHES Gérant DELFINGEN LUDOGYM LYON 9 Gérant DELFINGEN LUDOGYM RENNES Gérant CRECHES BABY&CO MAXEVILLE</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Gérant DELFINGEN PT Lda Président du Conseil d'Administration DELFINGEN PT-PORTO SA Gérant DELFINGEN TR-MARMARA Administrateur solidaire SOFANOUE IBERICA SA Administrateur SOFANOUE UK Ltd Président du Conseil d'Administration DELFINGEN PH-FILIPPINAS INC Président du Conseil d'Administration DELFINGEN US-HOLDING INC Président du Conseil d'Administration STX HOLDING LLC Président du Conseil d'Administration DELFINGEN US-TEXAS L.P Président du Conseil d'Administration SOFANOUE INC.of TEXAS Gérant DELFINGEN TN-TUNIS Sarl Gérant DELFINGEN MA-CASABLANCA Sarl Gérant DELFINGEN MA-TANGER Sarl Président du Conseil d'Administration DELFINGEN US-ASIA INC Président du Conseil d'Administration DELFINGEN US-NEW YORK INC Président du Conseil d'Administration MILLPOND AND SONS INC Gérant DELFINGEN SK-NITRA Sro Président du Conseil d'Administration DELFINGEN US-CENTRAL AMERICA INC Président du Conseil d'Administration DELFINGEN US-MEXICO INC Président du Conseil d'Administration SOFANOUE OF MEXICO LLC Gérant DELFINGEN RO-TRANSILVANIA Srl Président du Conseil d'Administration DELFINGEN ASIA PACIFIC HOLDING Pte Ltd</p>
Frédéric MAGNE	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Néant</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Directeur du centre mondial de cyclisme Directeur du développement de l'Union Cycliste Internationale</p>
Gérald STREIT	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Administrateur DELFINGEN GROUP Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Administrateur DELFINGEN FR-ANTEUIL (jusqu'au 23/12/2009) Administrateur DELFINGEN LIFE Directeur Général DELFINGEN LIFE (depuis le 14/01/2010)</p>

Identité de la société
Capital, droits de vote et options d'achat et souscription d'actions
Politique de distribution des dividendes
Contrôleurs légaux des comptes
Honoraires des Commissaires aux Comptes
Contrats importants
Gouvernement d'entreprise

Gérald STREIT	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Administrateur unique LIMA INMO SL Administrateur solidaire SOFANOU IBERICA SA Administrateur DELFINGEN PT-PORTO SA</p>
David STREIT	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Chef de Projet au sein de la société CML Innovative Technologies Administrateur DELFINGEN GROUP Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Administrateur DELFINGEN FR-ANTEUIL Administrateur DELFINGEN LIFE</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Néant</p>
Georges FRANCOIS	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Administrateur DELFINGEN INDUSTRY</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Néant</p>
Michel De MASSOUGNES DES FONTAINES	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Administrateur DELFINGEN INDUSTRY</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Néant</p>
Juan Manuel DIAZ HUDER	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Administrateur DELFINGEN INDUSTRY</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Néant</p>
DELFINGEN GROUP <i>(Représentée par M^{me} Françoise STREIT)</i>	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Administrateur DELFINGEN LIFE</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Néant</p> <p>Mandats et fonctions exercés par M^{me} Françoise STREIT à titre personnel</p> <p>Administrateur DELFINGEN GROUP Secrétaire de direction DELFINGEN GROUP</p>
Cataldo MANGIONE	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Cadre Dirigeant SCHNEIDER ELECTRIC</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Néant</p>
Emile STREIT <i>(démissionnaire au 27 novembre 2009)</i>	<p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</p> <p>Administrateur DELFINGEN INDUSTRY Administrateur DELFINGEN FR-ANTEUIL SA</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</p> <p>Néant</p>

* M^{me} Danielle LEVI-FEUNTEUN a rejoint le Conseil d'Administration le 5 février 2010 ; elle exerce actuellement les fonctions d'Administrateur au sein des sociétés françaises Savoy International et Aspir Le Dicosesaides.

Dans le souci de bénéficier d'une vision extérieure et d'avis indépendants, le Conseil d'Administration a souhaité s'ouvrir à des personnes extérieures au Groupe. Depuis 2001, il compte parmi ses membres des personnes d'horizons et d'expériences différentes, apportant le savoir-faire et les compétences de personnes issues des affaires internationales dans le domaine automobile ainsi que de l'expertise des pratiques managériales. Il s'agit ici du critère d'indépendance retenu au sein de la société ; les administrateurs réputés indépendants sur la base de ce critère sont :

- | | |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------|
| - Monsieur Georges FRANCOIS | - Monsieur Cataldo MANGIONE |
| - Monsieur Michel DE MASSOUGNES DES FONTAINES | - Monsieur Frédéric MAGNE |
| - Monsieur Juan Manuel DIAZ HUDER | - Madame Danielle LEVI - FEUNTEUN |

En raison de la taille de la société, d'un organigramme juridique très simplifié et de la relation étroitement entretenue entre le Conseil d'Administration, le Board of Management et les différentes directions fonctionnelles, le Conseil d'Administration ne compte aucun comité spécialisé. ●

FACTEURS DE RISQUES

- Les risques stratégiques
- Les risques industriels
- Les risques généraux
- Les risques informatiques
- Les risques juridiques
- Les autres risques

Sont présentés ci-dessous les principaux risques et facteurs de risques auxquels le Groupe est confronté. L'analyse et le management des risques constituent un enjeu majeur pour la pérennité du Groupe et de ses activités. L'évaluation des risques est un processus continu.

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un impact défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à atteindre ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés. ●

Risques liés à nos marchés

DÉPENDANCE VIS-À-VIS DU SECTEUR AUTOMOBILE

Le marché automobile représente près de 90 % du chiffre d'affaires du Groupe Delfingen Industry. Le chiffre d'affaires est donc étroitement lié à la production de véhicules tant en Amérique du Nord, qu'en Europe et dans une moindre mesure en Asie. La production de véhicules dépend de nombreux facteurs tels que l'évolution du pouvoir d'achat et la confiance des ménages, le coût et l'accès au crédit, les programmes d'incitation à l'achat de véhicules. Le niveau de production de véhicules est fonction des anticipations de marché des constructeurs et de leur politique de gestion des stocks. ●

RISQUES LIÉS À NOS POSITIONS CONCURRENTIELLES

Delfingen Industry est un leader dans son domaine d'activité : la protection des faisceaux électriques et électroniques. Le Groupe est présent sur les marchés américains, européens et asiatiques. Ses produits sont référencés chez la plupart des grands constructeurs automobiles mondiaux. Sur un marché concurrentiel, avec des acteurs internationaux, sur lequel s'exerce des pressions sur les prix et les délais de paiement, Delfingen met en avant ses avantages stratégiques : la qualité, l'innovation, l'accompagnement à l'international et la réduction des coûts.

Delfingen Industry est soucieux de préserver une concurrence saine et loyale et s'engage à respecter les règles de concurrence applicables dans les pays où il exerce ses activités. ●

LES RISQUES LIÉS AUX CLIENTS

Delfingen Industry réalise 53 % de son chiffre d'affaires avec ses cinq principaux clients. Aucun d'entre eux ne représente plus de 18 % du total des ventes. Chacun de ses clients est livré mondialement et ne représente donc pas de risque concentré sur une région ou sur un site.

De nombreux acteurs industriels de la filière automobile ont connu ou connaissent des difficultés financières majeures. Aux États-Unis particulièrement, des clients directs ou indirects de Delfingen Industry ont fait l'objet de procédures collectives de type « Chapter 11 ». Ces procédures n'ont pas eu d'impact significatif sur la situation financière et les résultats de Delfingen Industry en 2009.

Le montant de la provision au 31 décembre 2009 s'élève à 546 K€ contre 826 k€ au 31 décembre 2008.

Delfingen Industry a mis en place des procédures de suivi et de traitement des retards de règlement clients, de façon à atténuer son exposition. Pour plus de détail, voir note 7 de l'annexe aux états financiers consolidés. ●

Clients	Chiffre d'affaires (M€)	Secteurs concernés
DELPHI	14,2	Automobile – ANCA et Automobile – EAAS
YAZAKI	11,2	Automobile – ANCA et Automobile – EAAS

Les risques stratégiques
Les risques industriels
Les risques généraux
Les risques informatiques
Les risques juridiques
Les autres risques

LES RISQUES COMMERCIAUX

Le Groupe fabrique une grande quantité de références essentiellement par transformation de matières plastiques par les techniques de l'extrusion, de l'injection et du tressage.

Le Groupe est spécialisé dans la fabrication de produits de protection des faisceaux électriques et électroniques et de transfert de fluides (76 % du chiffre d'affaires).

Toutefois les risques sont répartis dans la mesure où les produits Delfingen sont fabriqués dans une vingtaine de sites de par le monde et sont mis en œuvre sur un très grand nombre de références de véhicules auprès d'un portefeuille diversifié de clients. ●

RISQUES SUR MATIÈRES PREMIÈRES

Le Groupe utilise des matières plastiques dans le cadre de son activité industrielle. Delfingen Industry est exposé aux variations de prix de ces matières premières. Le prix des matières premières utilisées dépend d'un grand nombre de facteurs : niveau de la demande mondiale, cours du pétrole, cours du dollar entre autres. Une hausse importante du coût d'achat des matières premières est susceptible d'avoir un impact significatif sur les performances opérationnelles du Groupe.

Les achats de matières premières ont représenté en 2009 un montant de 33,5 M€ pour un chiffre d'affaires net de 77,3 M€ contre des achats de 45,4 M€ en 2008, pour un chiffre d'affaires net de 92,0 M€.

Les principales matières utilisées, pour lesquelles, il existe des risques significatifs d'évolution des cours, avec des impacts potentiels sur la rentabilité du Groupe sont le polypropylène, le polyéthylène, les polyamides et le PVC. Les achats de ces matières ont représenté un volume total de 10,0 milliers de tonnes en 2009 (10,6 milliers en 2008) pour un montant de 11,2 M€ (14,9 M€ en 2008).

L'impact, sur le résultat opérationnel, d'une hausse de 1% de ces matières premières serait de -0,15 point de chiffre d'affaires.

Le Groupe n'utilise pas d'instrument financier dérivé pour gérer son exposition à terme aux variations du prix des matières premières, les instruments de couverture n'étant pas suffisamment efficaces. ●

RISQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE

Delfingen Industry a pour objectif stratégique de toujours mieux accompagner et servir le développement de ses clients actuels et potentiels par :

- l'innovation produits et services,
- la qualité et l'amélioration permanente,
- le déploiement à l'international de ses activités, principalement sur les marchés en forte croissance,
- l'amélioration de sa compétitivité.

La capacité du Groupe à réussir la mise en œuvre de cette stratégie pourrait être affectée par une forte baisse de la production automobile mondiale qui rendrait plus difficile les efforts de productivité, par une concurrence mondiale toujours plus intense qu'elle vienne d'acteurs établis sur le marché ou de nouveaux entrants, par l'existence de surcapacités de production qui se traduirait par des tensions sur les prix de vente et par la hausse de ses coûts de production dont particulièrement les matières premières.

Même si le Groupe a fait preuve de réactivité dans le contexte de crise économique profonde de l'industrie automobile grâce à l'efficacité du pilotage mis en place et des mesures d'ajustement de la production et des effectifs, il ne peut garantir le succès de la mise en œuvre de son plan stratégique. Le cas échéant, ceci pourrait avoir un impact négatif sur la situation financière, les résultats, l'activité ou le patrimoine du Groupe. ●

FACTEURS DE RISQUES

Les risques stratégiques
Les risques industriels
Les risques généraux
Les risques informatiques
Les risques juridiques
Les autres risques

FOURNISSEURS

Le marché de la fabrication de matières plastiques est entre les mains de quelques grands groupes internationaux. Sans l'absence de fournisseurs exclusifs, le Groupe est en partie dépendant de ces grands fournisseurs. Toutefois afin de limiter le risque, Delfingen Industry s'inscrit dans une démarche de relation durable avec ses fournisseurs : processus collaboratif, pérennité des échanges et respect des clauses contractuelles. Delfingen Industry achète 21 % de ses achats de matières premières et semis finis avec ses cinq principaux fournisseurs. Aucun d'entre eux ne représente plus de 7 % du total des achats. ●

Les risques industriels

Delfingen Industry développe ses activités en conformité avec les réglementations locales et internationales applicables. Delfingen Industry concentre ses actions dans 3 grandes directions :

- garantir la sécurité de tous les collaborateurs de l'entreprise,
- garantir la pérennité de l'entreprise et la continuité de ses activités,
- minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement. ●

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES PERSONNES

Des programmes hygiène et sécurité sont déployés dans tous les sites du Groupe. Ces programmes sont initiés dès la conception des postes de travail et des équipements et lors de leur utilisation. Le Groupe mène une politique active de prévention en matière d'accident du travail.

La sécurité des personnes, quel que soit le pays où elles travaillent est un des fondements de la charte du travail décent adoptée par le Groupe Delfingen Industry. ●

SÉCURITÉ ET PROPRIÉTÉ DES SITES

Parallèlement à la sécurité des personnes, est mis en œuvre un programme de sécurité des biens et des équipements afin de protéger le patrimoine industriel du Groupe.

La préservation des sites est un enjeu majeur de pérennité du Groupe, dans sa capacité à continuer à produire et livrer ses clients dans un modèle économique et logistique basé sur le juste à temps. ●

ENVIRONNEMENT

La conduite stratégique et opérationnelle du Groupe Delfingen Industry s'inscrit dans une démarche de croissance durable et responsable. A ce titre, le respect de l'environnement requiert une attention de tous les instants aussi bien dans les process utilisés que dans les produits fabriqués. Au-delà de l'application des contraintes réglementaires toujours plus strictes, dans les différents pays où sont exercées les activités du Groupe, Delfingen Industry s'attache à développer sa performance environnementale.

Concernant les produits fabriqués, les efforts portent particulièrement sur la consommation moindre de matières premières, l'utilisation de matières « vertes ». Nos produits contribuent aussi à la réduction du poids des véhicules, facteur de baisse des consommations en carburant.

Les coûts de mise en conformité avec les normes réglementaires en vigueur ou dont l'entrée en vigueur est d'ores et déjà prévue, ne sont pas significatifs au regard de l'activité du Groupe. ●

FACTEURS DE RISQUES

Les risques stratégiques
Les risques industriels
Les risques généraux
Les risques informatiques
Les risques juridiques
Les autres risques

Les risques généraux

LES RISQUES LIÉS AUX MARCHÉS FINANCIERS

Risques de liquidité

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Pour plus d'informations, veuillez vous reporter au chapitre D, note 3.1 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés

Risques de change

Veuillez vous reporter au chapitre D, note 3.2 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

Risques sur taux d'intérêt

Veuillez vous reporter au chapitre D, note 3.3 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

Risques de contrepartie

Veuillez vous reporter au chapitre D, note 3.4 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

Risques d'actions

Non concerné

Les risques informatiques

Le Groupe a mis en place pour chacun de ses sites un plan de sauvegarde des données, ainsi qu'un plan de fonctionnement en cas de défaillance physique de certains équipements. Les équipements majeurs sont répliqués permettant un basculement en cas de défaillance.

Les réseaux sont protégés par des pare-feu. Un outil de supervision du réseau et des serveurs permet en temps réel de surveiller le fonctionnement des applications principales. Enfin une astreinte est en place permettant de mettre en action les solutions de secours 24H/24H, 7J/7J, 365 jours par an. ●

Les risques juridiques

Le Groupe bénéficie du support d'un service juridique rattaché à la Direction Générale des services supports qui analyse les risques liés à l'activité du Groupe, de ses filiales ainsi que de l'ensemble de ses services, donne des avis juridiques, propose les actions à mener et conseille le Board Of Management, les différentes directions fonctionnelles et les sites afin d'éliminer ou de limiter ces risques.

Le service juridique du Groupe est organisé de sorte à couvrir au mieux l'ensemble des besoins du Groupe. Il s'appuie par ailleurs sur des professionnels spécialisés externes dans chacun des pays où le Groupe est implanté.

L'analyse des risques juridiques porte principalement sur le droit des sociétés, les obligations contractuelles commerciales ainsi que sur les assurances.

Les contraintes juridiques auxquelles sont soumises les sociétés du Groupe sont celles habituellement rencontrées dans le cadre des relations normales des affaires.

Le service juridique participe à la préparation et à la négociation des engagements contractuels ; il a également pour mission d'auditer les sites afin de bénéficier de la meilleure information disponible.

Les sociétés du Groupe sont engagées dans quelques procès ou litiges qui interviennent dans le cours normal des affaires et des opérations et qui ne sont pas susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, l'activité, le patrimoine ou les perspectives du Groupe. (cf. note 11 p 76)

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur sa situation financière, sa rentabilité ou son patrimoine. ●

FACTEURS DE RISQUES

Les risques stratégiques
Les risques industriels
Les risques généraux
Les risques informatiques
Les risques juridiques
Les autres risques

Les assurances

Delfingen Industry a adopté une politique de prévention des risques et de protection qui lui permet d'identifier, d'évaluer et de réduire les risques grâce :

- à l'audit des sites opérationnels par le service juridique ainsi que par les assureurs,
- à l'expertise annuelle des valeurs en risque,
- au suivi des recommandations en termes d'organisation et d'équipements émanant des professionnels de la sécurité et des assureurs,
- à la formation du personnel,
- à la mise en place de plans de secours appropriés.

Les risques majeurs identifiés par Delfingen Industry bénéficient de couvertures d'assurances dans le cadre de programmes internationaux.

Le schéma d'assurance du Groupe repose sur deux principes :

- la politique d'assurance est générale à l'ensemble des sites ; la nature et les niveaux de garanties sont définis par la Direction Générale du Groupe. Chaque site souscrit des polices locales conformément à la réglementation du pays. Deux polices dites « master » sont souscrites au niveau du Groupe et viennent compléter les garanties locales tant en termes de garanties que de limite, si les garanties locales sont insuffisantes,
- les risques sont gérés par la région pour simplifier l'administration des polices – La région ANCA et la région EAAS ont chacune mis en place des couvertures pour les sites dans leurs périmètres.

La gestion des risques est conduite avec l'appui de deux courtiers d'assurance qui sont des acteurs spécialisés dans la couverture des grands risques, auprès d'assureurs reconnus dans le secteur de l'assurance des risques industriels et qui bénéficient de réseaux internationaux pour couvrir l'ensemble des sites.

La mise en place de polices locales est assurée par le Directeur de site après validation de la Direction Groupe. Les polices locales sont souscrites auprès de compagnies d'assurance d'envergure mondiale notoirement solvables. ●

ASSURANCE DOMMAGES

L'assurance Multirisques couvre les dommages aux biens du Groupe, le risque locatif (bâtiments propres ou loués, installations, équipements et matériels) ainsi que la perte d'exploitation, lors d'évènements tels que notamment incendie, tempête et dégât des eaux.

Le contrat MASTER EAAS prévoit un plafond global de garantie dommage de l'ordre de 40 millions d'euros et une franchise de l'ordre de 35 000 € et de 20 millions d'euros en perte d'exploitation avec une franchise de 3 jours.

Le contrat MASTER ANCA prévoit un plafond global de garantie dommage de l'ordre de 18 Millions USD avec une franchise de 5000 USD et concernant les pertes d'exploitation, de l'ordre de 11 Millions USD avec une franchise de 24 heures. ●

Les risques stratégiques
Les risques industriels
Les risques généraux
Les risques informatiques
Les risques juridiques
Les autres risques

ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE

Cette police garantit la société et ses filiales contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée du fait de dommages corporels (atteintes physiques ou morales et préjudices immatériels en découlant), dommages matériels, dommages immatériels consécutifs ou non (dommages ou préjudices tels que notamment privation de jouissance, immobilisation, perte de production, perte de bénéfice) causés à des tiers dans le cadre des activités de la société et de ses filiales.

La garantie MASTER couvre la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile produits, après livraison et/ou réception.

Les franchises par sinistre varient entre 760 € (dommages matériels et immatériels consécutifs) et 25 000 € (dommages corporels et immatériels consécutifs limités aux cas de fautes inexcusables), selon la nature de la garantie.

En matière de responsabilité civile produits, la franchise est de 8 000 €.

Les plafonds de garantie MASTER EAAS sont de l'ordre de :

- | | |
|---------------------------------|---------------|
| - Responsabilité d'exploitation | 8 000 000 EUR |
| - Responsabilité produits | 3 000 000 EUR |

Les plafonds de garantie MASTER ANCA sont de l'ordre de :

- | | |
|---------------------------------|----------------|
| - Responsabilité d'exploitation | 10 000 000 USD |
| - Responsabilité produits | 2 000 000 USD |

ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES DIRIGEANTS

Cette garantie a pour objet le règlement par l'assurance des conséquences pécuniaires des sinistres résultant de réclamations introduites à l'encontre des dirigeants ou mettant en jeu leur responsabilité civile individuelle ou solidaire et imputable à toute faute professionnelle réelle ou alléguée.

Elle garantit les dirigeants de l'ensemble des sociétés du Groupe.

Le plafond des garanties est de 5 000 000 €. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

Rapport du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société Delfingen Industry

(Article L 225-37 du code de commerce modifié par l'ordonnance n° 2009-80 du 22 Janvier 2009)

En application des dispositions légales issues de la loi de Sécurité Financière du 1^{er} Août 2003, de la loi 2006-1770 du 30 décembre 2006 ainsi que des dispositions des articles L 225-37 alinéas 6 et 7 du code de commerce, je vous rends compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la Société et du Groupe ainsi que des principes et règles arrêtés pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux.

La société s'est attachée à respecter l'esprit du cadre de référence complété du guide d'application rédigés par le groupe de Place créé par l'Autorité des Marchés Financiers pour faire évoluer et améliorer l'organisation et la mise en œuvre de son dispositif de contrôle interne tout en veillant à la bonne adéquation de cette organisation avec ses processus opérationnels et la taille du Groupe.

Le présent rapport a été approuvé par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 9 avril 2010. A titre complémentaire, il est précisé que dans le cadre d'un Conseil d'Administration en date du 5 mars 2010, les administrateurs ont approuvé le code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites, établi par MIDDLENEXT et susceptible d'application effective à compter du 1^{er} janvier 2010.

Afin de respecter les termes de ce code de gouvernance, le Conseil d'Administration en date du 5 mars 2010 a pris connaissance des points de vigilance édictés par ce code. ●

LISTE DES SERVICES CONCERNÉS PAR L'ÉTABLISSEMENT DE CE RAPPORT

Afin de se conformer aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers telles que ressortant du paragraphe 1 du « rapport 2009 de l'AMF sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne », le président précise les services ayant contribué à la réalisation du présent rapport, savoir :

- Direction Générale
- Direction Financière
- Service Juridique
- Direction des Ressources Humaines
- Directions Opérationnelles

LIMITATIONS DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les statuts de la société ne fixent pas de limitations aux pouvoirs du Directeur Général. Le Conseil d'Administration n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Directeur Général.

M. Bernard Streit assure la Présidence du Conseil d'Administration depuis le 8 mars 1990. Au terme de sa réunion du 26 janvier 2002, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas dissocier la fonction de Président et de Directeur Général. Il a ensuite confirmé M. Bernard Streit dans ses doubles fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général de la Société. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne

Rapports des Commissaires aux Comptes

Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions

Projet de résolutions

Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages

Consultation des documents juridiques

CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président établit en fin d'exercice le planning des réunions du Conseil pour l'exercice suivant.

Il prépare l'ordre du jour, le communique aux membres du Conseil environ une semaine avant la réunion et convoque le Conseil. Il dirige les débats lors des réunions.

Un dossier détaillant le contenu des sujets à l'ordre du jour est remis au début de chaque réunion.

Dans le souci de bénéficier d'une vision extérieure et d'avis indépendants, le Conseil d'Administration a souhaité s'ouvrir à des personnes extérieures au Groupe. Depuis 2001, il compte parmi ses membres des personnes d'horizons et d'expériences différentes, apportant le savoir-faire et les compétences de personnes issues des affaires internationales dans le domaine automobile ainsi que de l'expertise des pratiques managériales. Il s'agit ici du critère d'indépendance retenu au sein de la société ; les Administrateurs réputés indépendants sur la base de ce critère sont :

- Monsieur Georges FRANCOIS
- Monsieur Michel DE MASSOUGNES DES FONTAINES
- Monsieur Juan Manuel DIAZ HUDER
- Monsieur Cataldo MANGIONE
- Monsieur Frédéric MAGNE
- Madame Danielle LEVI - FEUNTEUN

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

LA COMPOSITION GLOBALE DU CONSEIL EST LA SUIVANTE :

- **M. Bernard Streit**, Président du Conseil d'Administration, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2010
- **M. Emile Streit**, Administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2010
- **M. Gérald Streit**, Administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013
- **M. David Streit**, Administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2009
- **M. Michel de Massougnés des Fontaines**, Administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013
- **M. Georges François**, Administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013
- **M. Juan Manuel Diaz Huder**, Administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2010
- **DELFINGEN GROUP**, Administrateur, représentée par **Madame Françoise STREIT**, nommée jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2013
- **M Cataldo Mangione**, Administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2013
- **M Frédéric MAGNE**, Administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2014
- **M^{me} Danielle LEVI-FEUNTEUN**, Administrateur coopté par le Conseil d'Administration du 5 février 2010 suite à la démission de Monsieur Emile STREIT, cette cooptation étant soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31/12/2009.

Le Président du Conseil d'Administration, Monsieur Bernard STREIT, exerce également les fonctions de Directeur Général. En raison de la taille de la société, d'un organigramme juridique très simplifié et de la relation étroitement entretenue entre le Conseil d'Administration, le Board of Management et les différentes directions fonctionnelles, le Conseil d'Administration ne compte aucun comité spécialisé.

Néanmoins, afin de respecter les dispositions de l'Ordonnance du 8 décembre 2008 ayant transposé la directive CE/43/CE du 17 mai 2006, un comité d'audit et d'analyse des risques sera mis en place au sein de la société à compter du 6 juillet 2010, et ce afin de respecter le délai maximum de 8 mois courant à compter de la nomination d'un nouvel Administrateur, nomination intervenue au cours de l'Assemblée Générale s'étant tenue le 6 novembre 2009 (Nomination de Monsieur Frédéric MAGNE). ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

AU TITRE DE L'EXERCICE 2009, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION S'EST RÉUNI AUX DATES SUIVANTES :

- **Le 6 février 2009**, avec pour ordre du jour l'arrêté des chiffres d'affaires sociaux et consolidés du quatrième trimestre 2008 ;
- **Le 3 avril 2009**, avec pour ordre du jour l'arrêté des comptes annuels et compte consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2008, projet d'affectation et de répartition du résultat de l'exercice 2008, projet de rapport de gestion, proposition de nomination d'un nouveau commissaire aux comptes titulaire et suppléant, questions diverses, convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire ;
- **Le 7 mai 2009**, avec pour ordre du jour l'affectation en nantissement de tout ou partie des titres détenus au sein de la société DELFINGEN FR-ANTEUIL ;
- **Le 15 mai 2009**, avec pour ordre du jour la négociation d'un contrat de bail commercial avec la société DELFINGEN FR-ANTEUIL et le pouvoir conféré à DELFINGEN GROUP, représentée par Mme Françoise STREIT, à l'effet de négocier et conclure ce contrat au nom de DELFINGEN INDUSTRY ;
- **Le 19 juin 2009**, avec pour ordre du jour l'arrêté des chiffres d'affaires sociaux et consolidés du premier trimestre 2009 ;
- **Le 11 septembre 2009**, avec pour ordre du jour, l'arrêté des comptes sociaux et consolidés du Groupe DELFINGEN INDUSTRY au titre du premier semestre 2009 et l'analyse des propositions du FMEA ;
- **Le 25 septembre 2009**, avec pour ordre du jour l'autorisation pour toute caution, aval et garantie à donner par le Président Directeur Général dans la limite de 10 000 000 €, validation des termes de négociation du protocole de cession de la branche d'activité « câblage » au profit de la société CABLERIAS AUTO SL, procuration donnée à un cabinet d'avocat Argentin à l'effet de procéder à la radiation de DELFINGEN INDUSTRY du registre des sociétés Argentin, présentation de la réglementation applicable au comité d'audit et d'analyse des risques et option à prendre à cet égard, pouvoir au président à l'effet de mettre en œuvre toute démarche utile afin d'optimiser l'organisation des sites de production nord américains, augmentation de capital en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société, autorisation d'émission d'un emprunt obligataire au sein de la société DELFINGEN GROUP en application des dispositions conjuguées des articles L 228-92 et L 228-93 du code de commerce, augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, nomination de Monsieur Frédéric MAGNE en qualité d'Administrateur, rapport du conseil à l'Assemblée, convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire ;
- **Le 30 octobre 2009** avec pour ordre du jour, l'arrêté des chiffres d'affaires sociaux et consolidés du troisième trimestre 2009, l'arrêté de l'actif réalisable et du passif exigible ainsi que la révision du compte de résultat prévisionnel ;
- **Le 27 novembre 2009** avec pour ordre du jour, la constatation de la démission de Monsieur Emile STREIT, de ses fonctions d'Administrateur, la cooptation d'un nouvel Administrateur représentant le FMEA, l'adoption d'un règlement intérieur, attribution de jetons de présence et date de mise en paiement, pouvoir donné à Monsieur Gérald STREIT, autorisation de signature d'une convention d'apport en compte courant avec la société DELFINGEN GROUP et pouvoir donné à Monsieur Gérald STREIT, à l'effet de signer ladite convention, point sur la structure du Groupe, point sur la vente de l'activité câblage, point sur le projet d'implantation en Chine, détermination des principaux axes stratégiques pour 2010 et 2011.

Le Conseil d'Administration prend toutes les décisions légales, structurantes et stratégiques et prend connaissance de la vie de la société ainsi que des perspectives envisagées. Le Président du Conseil d'Administration est chargé de présenter les dossiers et, en sa qualité de Directeur Général mandataire social, est également chargé de les appliquer.

Les décisions importantes découlant des orientations stratégiques définies par le Conseil d'Administration sont le résultat de réunions, d'entretiens ou discussions entre la Direction Générale et les Responsables opérationnels. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

INFORMATION DES ADMINISTRATEURS

Les membres du Conseil sont informés de manière régulière des affaires courantes. Ils sont informés spécifiquement des événements majeurs de la vie de la société et du Groupe.

Au titre de l'exercice 2009, le Conseil d'Administration s'est réuni 9 fois. Préalablement à la réunion, chacun des membres reçoit les informations détaillées sur lesquelles portera l'ordre du jour.

Le règlement intérieur adopté par le Conseil d'Administration en date du 27 novembre 2009 stipule expressément que le Conseil se réunira au moins 10 fois par an ; ce règlement intérieur rappelle également que le président doit transmettre les informations appropriées aux membres du Conseil d'Administration, et ce en respectant un délai raisonnable. ●

RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En vertu de l'article 20 des statuts, le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il se réunit au minimum deux fois par an, afin d'arrêter les comptes sociaux et consolidés, semestriels et annuels.

Conformément à l'article 20 des statuts, les Administrateurs sont convoqués verbalement, par télécopie ou encore par courriel.

Au terme de l'article 20 -1 des statuts, les réunions du Conseil d'Administration peuvent se tenir au siège social ou en tout autre endroit avec l'accord de la majorité des Administrateurs. D'une manière générale, les réunions du Conseil d'Administration se tiennent au siège de la Société.

Les procès-verbaux des réunions sont établis à l'issue de chaque réunion, sont adressés aux Administrateurs et font l'objet de l'approbation du Conseil lors de la réunion suivante.

Sur les 9 séances du Conseil tenues au cours de l'exercice, toutes ont été présidées par Monsieur Bernard STREIT, Président du Conseil et Directeur Général,

Le taux moyen de présence effective des membres du Conseil aux réunions est de l'ordre de 74 %. ●

RÉUNIONS DU COMITÉ D'ADMINISTRATION

Le Comité d'Administration réunit l'ensemble des Administrateurs ainsi que le Directeur du Board of Management et le Directeur des Services Support. Ces réunions sont des séances de travail d'analyse et de réflexion portant sur l'évolution de la situation du Groupe, sur des questions stratégiques ou encore sur des Événements ou sujets particuliers plus ponctuels.

Au cours de la réunion, le Président et les Directeurs présentent un rapport sur l'activité et sur la situation générale du Groupe : ressources humaines, finances, affaires commerciales. Ils soumettent les points sur lesquels le Conseil est amené à débattre, à prendre position et à arrêter les mesures à mettre en œuvre.

Le projet de compte-rendu de la réunion est ensuite établi et transmis aux membres du Conseil pour recueillir leurs observations. Le compte-rendu définitif est approuvé lors de la séance suivante. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

RÉUNIONS MIXTES

Des réunions mixtes rassemblent périodiquement les Administrateurs et les membres du Board of Management (BOM). Au cours de ces réunions, représentant l'ensemble des Directions fonctionnelles et opérationnelles du Groupe, sont examinées les questions et problématiques posées par le Conseil d'Administration. Lors de ces réunions se décident les mesures et les plans d'actions à mettre en œuvre. Ces réunions sont éventuellement ouvertes à des experts internes ou externes au Groupe venant apporter leur expertise en fonction du sujet à traiter.

Ces réunions de travail interviennent de manière périodique. Des séances exceptionnelles sont organisées en fonction des besoins et des situations ponctuelles. ●

ACCORDS CONCLUS PAR LA SOCIÉTÉ QUI SONT MODIFIÉS OU PRENNENT FIN EN CAS DE CHANGEMENT DE CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

DELFINGEN INDUSTRY est intervenante dans un pacte d'actionnaires conclu le 23 novembre 2009 entre DELFINGEN GROUP, sa société mère et le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA); ce pacte instaure diverses obligations réciproques à la charge de DELFINGEN GROUP et du FMEA, lesquels ont déclaré agir de concert dans le cadre d'une déclaration en date du 25 novembre 2009. ●

ACCORDS PRÉVOYANT DES INDEMNITÉS POUR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU LES SALARIÉS S'ILS DÉMISSIONNENT OU SONT LICENCIÉS SANS CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE OU SI LEUR EMPLOI PREND FIN EN RAISON D'UNE OFFRE PUBLIQUE

Néant

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUÉS DURANT L'EXERCICE À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL – HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS DURANT LES EXERCICES ANTÉRIEURS

Néant

ACTIONS DE PERFORMANCES ATTRIBUÉES AUX MANDATAIRES SOCIAUX DIRIGEANTS ET NON DIRIGEANTS

Néant

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
 Rapports des Commissaires aux Comptes
 Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
 Projet de résolutions
 Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
 Consultation des documents juridiques

CONTRATS DE TRAVAIL, INDEMNITÉS, RÉGIMES DE RETRAITES COMPLÉMENTAIRES ET DE NON CONCURRENCE

Dirigeants Mandataires sociaux	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
STREIT Bernard <u>Début de mandat</u> AG en date du 22/01/2005 <u>Fin du mandat</u> AG statuant sur les comptes clos au 31/12/2010	NON	NON	NON	NON

DÉCLARATION D'ABSENCE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS

Il n'existe aucun conflit d'intérêts entre d'une part, l'un des membres des organes d'Administration, de Direction, de Surveillance et de la Direction Générale et ses intérêts privés ou tous autres devoirs lui incombant en exercice de cette fonction, et d'autre part, l'émetteur. ●

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

Procédure de contrôle et de gestion des risques

DÉFINITION DU CONTRÔLE INTERNE

CADRE DE RÉFÉRENCE

Delfingen Industry a mis en place un système de procédures et d'évaluations du contrôle interne basé sur le référentiel international COSO (Committee of Sponsoring Organization). Le contrôle interne comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques propres de chaque société et du Groupe pris dans son ensemble. ●

OBJECTIFS

Le système de contrôle interne contribue à la maîtrise des activités, à l'efficacité des opérations et à l'utilisation efficiente des ressources. Il doit permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou juridiques.

Le système de contrôle interne mis en place fournit une assurance raisonnable sur la réalisation des objectifs suivants :

- le respect des politiques définies par la Direction,
- la sauvegarde des actifs,
- la prévention et la détection des fraudes,
- la fiabilité, l'exhaustivité et la qualité de l'information produite, notamment l'information financière.

Par essence, le système de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les risques ont été totalement éliminés. Il a pour objectif d'en réduire la probabilité de réalisation et l'impact potentiel.

Dans le cadre du Groupe Delfingen, la société mère veille à l'existence de dispositifs de contrôle interne au sein de ses filiales. Ces dispositifs sont adaptés aux caractéristiques propres aux filiales et aux relations entre société mère et sociétés consolidées. ●

PÉRIMÈTRE DU CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Le dispositif de contrôle interne est appliqué à l'ensemble du Groupe, le Groupe étant défini comme la société mère Delfingen Industry ainsi que toutes les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

COMPOSANTES DU CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

ENVIRONNEMENT DE CONTRÔLE

Le système de contrôle est construit autour d'une organisation basée sur une Direction Opérationnelle qui regroupe l'ensemble des filiales, sous la responsabilité d'un Directeur Opérationnel. Cette Direction est structurée en fonction des regroupements stratégiques des Business Units (BU) au sein de ses trois secteurs opérationnels :

- Automobile EAAS
- Automobile ANCA
- Marchés spéciaux

Le secteur opérationnel « Automobile EAAS » regroupe les BU suivantes :

- BU Protection des faisceaux et transfert de fluides EAAS
- BU Assemblage mécanique
- BU Assemblage de faisceaux

Le secteur opérationnel « Automobile ANCA » regroupe la BU suivante :

- BU Protection des faisceaux et transfert de fluides ANCA

Le secteur opérationnel « Marchés spéciaux » regroupe les BU suivantes :

- BU Equipements Electriques
- BU Bâtiment et Habitat

Les différentes BU sont sous la responsabilité d'un Responsable Opérationnel.

Les Directions Opérationnelles s'appuient sur des Directions Centrales Fonctionnelles (Finances, Ressources Humaines, Systèmes d'Information...) et des Directions Centrales Opérationnelles (Commercial, Achats, Technique et Amélioration continue).

Pour chacune de ces entités, le Groupe a défini leurs missions, leur organisation, leurs contributions aux décisions critiques, la mesure de leur performance et leurs échanges avec les autres entités.

Le Groupe est fortement attaché aux valeurs d'intégrité et d'éthique qui s'expriment dans les valeurs fondamentales du Groupe de responsabilité, de partage, de liberté et d'amélioration continue. Ce cadre de valeur fournit une référence pour la bonne conduite des activités quotidiennes et a notamment pour objectif de promouvoir un comportement équitable et honnête dans la conduite des affaires et envers les clients, les fournisseurs, les salariés, les actionnaires... Tous les salariés ont pour responsabilité de s'y conformer. ●

ÉVALUATION ET GESTION DES RISQUES

L'identification et l'analyse des risques sont de la responsabilité du Board Of Management du Groupe.

Les principaux risques identifiés sont le risque macroéconomique, le risque de crédit clients, les risques financiers (change, liquidité et contrepartie) et la volatilité du cours des matières premières.

La prise en compte de l'exposition au risque fait partie intégrante des processus décisionnels et opérationnels. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

ACTIVITÉS DE CONTRÔLE

Dans le cadre du système qualité de Delfingen Industry, les processus de l'entreprise sont décrits. Des procédures et instructions fixent les responsabilités de chacun et précisent les modes opératoires et les contrôles associés.

Dans le cadre de ce système, des audits sont organisés pour vérifier la conformité aux normes du Groupe. Des auditeurs qualifiés sont formés à cet effet. A ces audits internes s'ajoutent les certifications attribuées par les organismes externes, les clients et les fournisseurs.

Les activités de contrôle, conduites à tous les niveaux hiérarchiques et fonctionnels, reposent sur des normes et procédures contribuant à garantir la mise en œuvre des orientations émanant de la Direction Générale. ●

INFORMATION ET COMMUNICATION

Les informations issues des systèmes de gestion sont analysées et diffusées auprès des managers concernés qui disposent ainsi de tableaux de bord pour gérer leurs activités.

Chaque Directeur est responsable de son activité et de ses performances financières et opérationnelles conformément au plan d'action et au budget prévisionnel discuté et approuvé par le Conseil d'Administration.

Le suivi et le contrôle des performances sont basés sur un processus de reportings. Dans ce cadre chaque société du Groupe prépare :

- un reporting hebdomadaire concernant le chiffre d'affaires,
- un reporting mensuel concernant l'ensemble des informations financières et opérationnelles.

Ces éléments, définis au niveau Groupe, sont consolidés et diffusés auprès du Board of Management (BOM) du Groupe et des Directions Opérationnelles. Ils constituent des outils essentiels dans le pilotage de l'activité du Groupe et dans le choix de ses orientations stratégiques. Ils permettent d'identifier, analyser et traiter toute dérive éventuelle au plus tôt.

Les Directions Opérationnelles effectuent une revue avec chaque Directeur de Site pour analyser l'évolution des résultats et de la performance du site, et proposer des plans d'actions en vue de les améliorer. Ces revues s'effectuent sur une base mensuelle. Elles sont suivies par une revue, au niveau régional, entre chaque directeur opérationnel régional et les membres du BOM de façon à analyser l'évolution des résultats et de la performance de la région, et proposer des plans d'actions en vue de les améliorer. Ces revues ont lieu préalablement à chaque réunion du BOM.

Le BOM du Groupe se réunit pour analyser l'évolution des résultats et de la performance du Groupe, et proposer des plans d'actions en vue de les améliorer. Ces revues s'effectuent sur une base mensuelle et préalablement à chaque réunion des membres du Conseil d'Administration. ●

PILOTAGE DU CONTRÔLE INTERNE

Le système de contrôle interne est piloté conjointement par la Direction Générale des services supports et la Direction Générale des activités opérationnelles avec l'appui de la Direction Financière.

Des procédures internes sont en place ; elles concernent notamment la trésorerie, les demandes d'achats, les demandes d'investissements, le contrôle budgétaire, les inventaires, la paye, etc...

Des missions spécifiques liées aux activités de contrôle relatives à l'information financière et comptable sont effectuées chaque année dans les filiales.

Ce processus de revue et d'amélioration continue est formalisé au travers de notre système de management de la Qualité certifié conforme aux standards ISO 9001 et ISO TS16949 version 2002. Ce système documenté touche aux points essentiels de notre activité.

Il se traduit par l'application de procédures et de documents d'enregistrements standardisés et disponibles au travers de notre réseau d'information interne.

L'ensemble de ces activités concourt à l'amélioration permanente des résultats du Groupe. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

PROCÉDURES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE POUR LES COMPTES ANNUELS ET ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La Direction Financière est responsable des procédures de contrôle interne liées à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces procédures sont mises en place au niveau local. Elle assure le suivi de l'évolution des normes et l'homogénéité des principes comptables.

Des comptes sociaux et consolidés sont établis mensuellement dans des conditions similaires à celles des clôtures semestrielles et annuelles.

Les données de comptabilité générale et de gestion sont reçues en même temps des filiales et contrôlées pour en vérifier la cohérence, puis consolidées afin de produire les états financiers du Groupe.

Les variations mensuelles sont analysées, ainsi que les écarts par rapport au budget. Ces éléments sont examinés chaque mois par le Board of Management du Groupe.

Des missions spécifiques liées aux activités de contrôle relatives à l'information financière et comptable sont effectuées chaque année dans les filiales.

Cette organisation est complétée par les Commissaires aux Comptes qui certifient, chaque semestre, les comptes sociaux de chaque filiale et les états financiers consolidés du Groupe. L'examen des états financiers des sociétés concourant à l'établissement des comptes consolidés est réalisé de manière concertée entre les Commissaires aux Comptes de la société mère et les auditeurs locaux. Cette concertation se concrétise par l'envoi d'instructions d'audit, l'établissement et l'exploitation de questionnaires d'audit, l'envoi par les auditeurs locaux d'un rapport d'examen limité au 30 juin et d'un rapport d'audit au 31 décembre et une communication sur des points particuliers.

Les travaux d'audit des Commissaires aux Comptes de la société mère sont enrichis par des visites réalisées, chaque année, sur plusieurs sites du Groupe.

La Direction Financière du Groupe est en charge de concevoir et diffuser l'ensemble de la communication financière à destination des marchés financiers :

- document de référence
- communiqués à caractère financier
- documents utilisés lors des rencontres avec les analystes financiers et investisseurs

La conception du document de référence est coordonnée par la Direction Financière, revue par la Direction des Services Support et validée par le Conseil d'Administration avec une forte contribution de la Direction Juridique. Leur rédaction fait appel à de nombreux intervenants, experts dans leur domaine et contribuant à la richesse et à la qualité des informations données.

Les communiqués à caractère financier sont systématiquement revus par la Direction des Services Support ; ceux relatifs aux annonces de résultats sont également revus par le Conseil d'Administration. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne

Rapports des Commissaires aux Comptes

Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions

Projet de résolutions

Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages

Consultation des documents juridiques

DÉMARCHE D'ANALYSE ET PERSPECTIVES :

L'objectif du Groupe est de poursuivre l'amélioration du processus relatif à l'élaboration et au traitement de l'information financière, et pour cela de:

- mieux contrôler et renforcer l'application des méthodes comptables et financières adoptées pour l'établissement des comptes,
- mieux contrôler et renforcer le suivi des procédures internes de collecte et de contrôle des informations financières et comptables transmises,
- proposer des solutions s'inscrivant dans une démarche d'amélioration et de progrès,
- mieux sensibiliser l'ensemble des responsables opérationnels à la problématique du contrôle interne.

Les réalisations 2009 portent principalement sur :

- l'approfondissement du suivi des engagements d'achat,
- le suivi des stocks,
- le cash pooling,
- les risques financiers : change, liquidité et contrepartie,
- le management de la crise.

Les objectifs 2010 concernent principalement :

- la procédure de suivi des investissements,
- le contrôle des marges,
- la revue juridique,

L'ensemble de cette démarche est soutenu activement par la Direction Générale du Groupe ainsi que le Conseil d'Administration. ●

MODALITÉS DE CONVOCATION DES ASSEMBLÉES

Aux termes de l'article 26 des statuts, Les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'Administration ou à défaut, par le ou les Commissaires aux Comptes, ou par toute personne habilitée à cet effet.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La convocation est faite quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit par avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre simple adressée à chaque Actionnaire titulaire d'actions nominatives, ainsi que par avis inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires. Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée sont convoquées six jours au moins à l'avance, dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation de cette seconde Assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

MODALITÉS DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

L'article 28 des statuts définit les modalités de participation des Actionnaires aux Assemblées Générales.

« ARTICLE 28 - ADMISSION AUX ASSEMBLÉES - POUVOIRS

Tout Actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de sa qualité. S'il s'agit d'un Actionnaire personne physique, celui-ci ne pourra être représenté que par un mandataire Actionnaire membre de l'Assemblée ou par son conjoint.

Ce droit de participer aux Assemblées Générales est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'Actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, ce dont il est justifié conformément à la réglementation.

Tout Actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société trois jours avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte.

Deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité dans les conditions fixées par la loi, peuvent assister aux Assemblées Générales. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des Actionnaires. » ●

PRINCIPES ET RÈGLES DE DÉTERMINATION DE LA RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Lors d'un Conseil d'Administration en date du 5 mars 2010, DELFINGEN INDUSTRY a adhéré au code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites, établi par MIDDLENEXT et en vigueur à compter du 1er janvier 2010.

En conséquence de cette adhésion sans réserve à ces recommandations, la société DELFINGEN INDUSTRY déclare se référer plus particulièrement aux stipulations des articles R 4 et R 14 dudit code concernant tant l'information sur les rémunérations versées aux dirigeants (et notamment les jetons de présence) que les mentions relatives à toute retraite supplémentaire. Par ailleurs, et afin de se conformer aux recommandations sur le gouvernement d'entreprise pour 2010 de l'Association Française de la Gestion Financière, les informations concernant les rémunérations figurent désormais dans un tableau intégrant ces données sur trois exercices sociaux.

Il est précisé que Monsieur Bernard STREIT, n'est lié à la société DELFINGEN INDUSTRY (ou d'ailleurs toute autre société composant le Groupe DELFINGEN) par aucun contrat de travail à quelque titre que ce soit.

Aucun mandataire social dirigeant ou non dirigeant (selon la définition donnée par le bulletin mensuel numéro 367 page 63 de 2002) ne perçoit de rémunération au sein de la société Delfingen Industry depuis le 1er juillet 2007, date de l'activation de la société Delfingen Group. Les personnes concernées sont rémunérées au sein de Delfingen Group et mises à disposition de Delfingen Industry suivant la convention de prestations de services signée entre les deux sociétés. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
 Rapports des Commissaires aux Comptes
 Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
 Projet de résolutions
 Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
 Consultation des documents juridiques

TABLEAU CONCERNANT LE MANDATAIRE SOCIAL DIRIGEANT

(Rémunérations de toute nature perçues au sein du Groupe)

Bernard STREIT	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Rémunération due	46 115 €	50 308 €	71 270 €
Valorisation des options	-	-	-
Valorisation des actions de performance	-	-	-
Jetons de présence	0 €	0 €	0 €
Total	46 115 €	50 308 €	71 270 €

TABLEAU CONCERNANT LE MONTANT DES JETONS DE PRÉSENCE ALLOUÉS AUX ADMINISTRATEURS AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

Françoise STREIT	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	0 €	0 €	0 €
Rémunération issue d'un contrat de travail	19 284 €	24 463 €	34 166 €
Rémunération variable	0 €	0 €	1 277 €
Total	19 284 €	24 463 €	35 443 €

Emile STREIT	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	0 €	0 €	0 €
Autres rémunérations	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €
Total	0 €	0 €	0 €

Gérald STREIT	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	4 372 €	16 627 €	11 682 €
Autres rémunérations	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €
Total	4 372 €	16 627 €	11 682 €

David STREIT	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	0 €	0 €	0 €
Autres rémunérations	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €
Total	0 €	0 €	0 €

Georges FRANCOIS	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	7 022 €	16 627 €	42 178 €
Autres rémunérations	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €
Total	7 022 €	16 627 €	42 178 €

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
 Rapports des Commissaires aux Comptes
 Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
 Projet de résolutions
 Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
 Consultation des documents juridiques

Michel DE MASSOUGNES DES FONTAINES	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	4 372 €	16 627 €	19 306 €
Autres rémunérations	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €
Total	4 372 €	16 627 €	19 306 €

Juan Manuel DIAZ HUDER	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	4 372 €	13 563 €	20 831 €
Autres rémunérations	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €
Total	4 372 €	13 563 €	20 831 €

Cataldo MANGIONE	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	4 372 €	25 053 €	0 €
Autres rémunérations	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €
Total	4 372 €	25 053 €	0 €

DELFINGEN GROUP	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	0 €	0 €	0 €
Autres rémunérations	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable	0 €	0 €	0 €
Total	0 €	0 €	0 €

Frédéric MAGNE	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
Jetons de présence	0 €	Néant	Néant
Autres rémunérations	0 €	Néant	Néant
Rémunération variable	0 €	Néant	Néant
Total	0 €	Néant	Néant

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne

Rapports des Commissaires aux Comptes

Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions

Projet de résolutions

Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages

Consultation des documents juridiques

Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Delfingen Industry Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la Société DELFINGEN INDUSTRY, et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre Société, conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L. 225-37 du Code de Commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du code de Commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France. ●

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce. ●

AUTRES INFORMATIONS

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de Commerce. ●

Fait à Exincourt et Dijon, le 12 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes,

Pour EXCO CAP AUDIT
René VERITTI

AUDITIS
Philippe DANDON

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- Le contrôle des comptes consolidés de la Société DELFINGEN INDUSTRY SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la Loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. ●

OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2-2 du paragraphe C « Principes comptables » des notes annexes aux états financiers consolidés qui expose les impacts résultant des normes, amendements et interprétations appliqués par votre société depuis le 1er janvier 2009, dont notamment la norme IFRS 8- Secteurs opérationnels, et la norme IAS 1 révisée- présentation des états financiers.

Nous attirons également votre attention sur les paragraphes M et O du même document, concernant la cession de l'activité câblage localisée au Portugal, ainsi que sur les reclassements opérés au titre des exercices antérieurs sur certains postes d'autres produits et de charges contributifs du résultat opérationnel des exercices 2007 et 2008 et détaillés dans la partie introductive des états financiers consolidés « Retraitement des états du résultat 2008, 2006/2007 et 2007 – 12 mois ». ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne

Rapports des Commissaires aux Comptes

Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions

Projet de résolutions

Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages

Consultation des documents juridiques

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise financière qui s'est accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Le manque de visibilité sur le futur continue cette année encore à créer des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce, nous portons à votre connaissance nos propres appréciations :

- la direction de votre groupe de sociétés est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Parmi les postes qui sont sujets à des estimations comptables significatives, figurent les tests de dépréciation d'actifs dont les survaleurs et les provisions, qui sont décrits dans les notes n° 2-5, 2-8, 2-11, 4-1, 4-2 et 11 de l'annexe aux comptes consolidés et la société procède systématiquement à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme. Nous avons vérifié le caractère approprié et raisonnable de la méthodologie relative aux estimations et jugements comptables présentés dans l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport. ●

VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la Loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés. ●

Fait à Exincourt et Dijon, le 12 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes,

Pour EXCO CAP AUDIT
René VERITTI

AUDITIS
Philippe DANDON

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société DELFINGEN INDUSTRY SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. ●

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1-2 de l'annexe aux comptes annuels « changement de méthode comptable » relative au reclassement dans les comptes 2009 dans des comptes de produits d'exploitation des refacturations de charges aux sociétés filiales qui étaient comptabilisées auparavant dans des comptes de transferts de charges. ●

JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS

La crise financière qui s'est accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Le manque de visibilité sur le futur continue cette année encore à créer des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce, nous portons à votre connaissance nos propres appréciations :

- La direction de votre société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Parmi les postes qui sont sujets à des estimations comptables significatives, figurent les tests de dépréciation d'actifs et les provisions, qui sont décrits dans les notes 1-4, n° 6 et n° 9 de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons vérifié le caractère approprié et raisonnable de la méthodologie relative aux estimations et jugements comptables présentés dans l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne

Rapports des Commissaires aux Comptes

Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions

Projet de résolutions

Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages

Consultation des documents juridiques

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre Société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion. ●

Fait à Exincourt et Dijon, le 12 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes,

Pour EXCO CAP AUDIT
René VERITTI

AUDITIS
Philippe DANDON

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs, les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISES AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues. ●

CAUTIONS, GARANTIES, LETTRES DE CONFORT ET DE GARANTIE

Votre société a donné des engagements de cautions, garanties et/ou soutien dans le cadre d'opérations entre des tiers et des sociétés avec qui elle a des dirigeants communs.

La nature et le montant de ces engagements, les parties ainsi que les dates d'autorisation sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-dessous :

Nature de l'engagement	Société ayant des dirigeants communs	Tiers bénéficiaire	Montant de l'engagement	Date du Conseil d'Administration autorisant l'opération
Garantie à première demande	DELFINGEN RO-TRANSILVANIA	SABIC FRANCE / IBERICA / EUROPE	Maximum 750 K€	25/09/2009
Garantie à première demande	DELFINGEN SK-NITRA	SABIC FRANCE / IBERICA / EUROPE	Maximum 750 K€	25/09/2009
Lettre de garantie	DELFINGEN RO-VALAHIA	SC ALD AUTOMOTIVE SRL	Maximum 20 K€	25/09/2009
Garantie à première demande	DELFINGEN PT SA	SABIC FRANCE / IBERICA / EUROPE	Maximum 750 K€	25/09/2009
Garantie à première demande	DELFINGEN TR-MARMARA	SABIC FRANCE / IBERICA / EUROPE	Maximum 750 K€	25/09/2009
Garantie à première demande	DELFINGEN FR-ANTEUIL	SABIC FRANCE / IBERICA / EUROPE	Maximum 750 K€	25/09/2009

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
 Rapports des Commissaires aux Comptes
 Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
 Projet de résolutions
 Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
 Consultation des documents juridiques

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice. ●

REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DES ADMINISTRATEURS

Des conseils d'administration antérieurs ont autorisé votre société à rembourser les frais de déplacements engagés par les administrateurs suivants dans le cadre de réunions de travail ou du conseil d'administration : Juan Manuel DIAZ HUDER, Georges FRANCOIS, Cataldo MANGIONE et Michel de MASSOUGNES des FONTAINES.

Ces remboursements sont effectués sur présentation de notes de frais ou de factures d'agences de voyage.

Le montant des remboursements de frais des 4 administrateurs cités précédemment s'est élevé à 11 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009. ●

RÉMUNÉRATION D'UN COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ

Le conseil d'administration du 25 janvier 2008 a pris acte de la renonciation de Bernard STREIT, président de ce même conseil, à la rémunération de son compte courant d'associé. ●

CAUTIONS, GARANTIES, LETTRES DE CONFORT ET DE GARANTIE

Votre société a donné des engagements de cautions, garanties et/ou soutien dans le cadre d'opérations entre des tiers et des sociétés avec qui elle a des dirigeants communs.

La nature de ces engagements, leurs montants et les parties sont présentés dans le tableau récapitulatif ci-dessous :

Nature de l'engagement	Société ayant des dirigeants communs	Tiers bénéficiaire	Montant de l'engagement
Contre garantie à caution bancaire	DELFINGEN RO-TRANSILVANIA	INCONTRO	maximum 70 K€
Garantie à première demande	DELFINGEN TR-MARMARA	BASELL SALES & MARKETING	maximum 1 000 K€
Garantie à première demande	DELFINGEN PH-FILIPINAS	BASELL ASIA PACIFIC	maximum 200 K€
Garantie à première demande	DELFINGEN SK-NITRA	BASELL SALES & MARKETING	maximum 1 000 K€
Garantie à première demande	DELFINGEN MA-CASABLANCA	BASELL SALES & MARKETING	maximum 1 000 K€
Garantie à première demande	DELFINGEN TN-TUNIS	BASELL SALES & MARKETING	maximum 1 000 K€
Garantie à première demande	DELFINGEN PT	BASELL SALES & MARKETING	maximum 1 000 K€
Garantie à première demande	DELFINGEN FR-ANTEUIL	BASELL SALES & MARKETING	maximum 1 000 K€
Garantie à première demande	DELFINGEN MX-COAHUILA	BANCO JP MORGAN	Maximum 1 146 KUSD
Garantie à première demande	DELFINGEN PT PORTO	BANCO COMMERCIAL PORTUGES	maximum 112.5 K€
Lettre de confort	DELFINGEN PT-PORTO	CAIXA DE CREDITO AGRICOLA	maximum 300 K€

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
 Rapports des Commissaires aux Comptes
 Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
 Projet de résolutions
 Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
 Consultation des documents juridiques

Nature de l'engagement	Société ayant des dirigeants communs	Tiers bénéficiaire	Montant de l'engagement
Lettre de confort	DELFINGEN PT-PORTO	BANCO COMMERCIAL PORTUGES	maximum 500 K€
Lettre de confort	DELFINGEN PT	BANCO COMMERCIAL PORTUGES	maximum 500 K€
Lettre de confort	DELFINGEN PT	BANCO POPULAR	maximum 200 K€
Lettre de confort	DELFINGEN PT	BANCO BPI	maximum 500 K€
Lettre de confort	DELFINGEN PT-PORTO	BES BANCO	maximum 500 K€
Lettre de confort	DELFINGEN PT	BES BANCO	maximum 500 K€
Lettre de confort	DELFINGEN PT	MILLENIUM BCP	maximum 1 000 K€
Lettre de garantie	DELFINGEN RO-VALAHIA	SC ALD AUTOMOTIVE SRL	
Lettre de garantie	DELFINGEN PT-PORTO	BANCO COMMERCIAL PORTUGES	maximum 157 K€
Caution solidaire	DELFINGEN RO-TRANSILVANIA	THERMOPLASTIQUES COUSIN TESSIER	maximum 50 K€
Caution solidaire	DELFINGEN TR-MARMARA	SAPLAST CTS	maximum 50 K€
Caution solidaire	DELFINGEN PT-PORTO	THERMOPLASTIQUES COUSIN TESSIER	maximum 30 K€
Caution solidaire	DELFINGEN PT-PORTO	INTEPLAST	maximum 150 K€
Caution solidaire	DELFINGEN PT-PORTO	TECNOFORM	maximum 100 K€
Caution solidaire	DELFINGEN SK-NITRA	SAPLAST CTS	maximum 50 K€
Lettre de patronage	DELFINGEN PT-PORTO	COFICAB	

AVANCES DE TRÉSORERIE

Votre société peut mettre en place des avances sous forme de prêts ou emprunts avec des sociétés du groupe ayant des dirigeants communs.

Ces prêts ou emprunts portent intérêts.

Les sociétés partenaires, les conditions de rémunération, la situation au 31/12/2009 ainsi que les charges et produits comptabilisés au cours de l'exercice sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne

Rapports des Commissaires aux Comptes

Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions

Projet de résolutions

Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages

Consultation des documents juridiques

Sociétés partenaires	Conditions de rémunérations	Situation au 31/12/2008	Charge / produit de l'exercice
DELFINGEN GROUP	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie à DELFINGEN INDUSTRY : 3 364 K€	Charge : 27 K€
DELFINGEN FR-ANTEUIL	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie à DELFINGEN INDUSTRY : 1 363 K€	Charge : 33 K€
DELFINGEN SK-NITRA	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie à DELFINGEN INDUSTRY : 244 K€	Charge : 13 K€
DELFINGEN TN-TUNIS	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie par DELFINGEN INDUSTRY : 1 397 K€	Produit : 31 K€
DELFINGEN PT	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie par DELFINGEN INDUSTRY : 1 587 K€	Charge : 12 K€ Produit : 8 K€
LIMA INMO	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie à DELFINGEN INDUSTRY : 250 K€	Charge : 6 K€
DELFINGEN RO-TRANSILVANIA	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie par DELFINGEN INDUSTRY : 1 603 K€	Produit : 49 K€
DELFINGEN RO-VALAHIA	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie par DELFINGEN INDUSTRY : 1 260 K€	Produit : 38 K€
DELFINGEN PT-PORTO	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie à DELFINGEN INDUSTRY : 957 K€	Charge : 59 K€
DELFINGEN IBERICA	Taux : moyenne arithmétique du taux EURIBOR 3 mois + 1,5% / an	Avance consentie à DELFINGEN INDUSTRY : 44 K€	Charge : 1 K€
DELFINGEN US	Taux : moyenne arithmétique du taux LIBOR USD 3 mois + 1% / an	Solde du prêt consenti par DELFINGEN INDUSTRY : 2 481 K€	Produit : 92 K€
DELFINGEN BR-SAO PAULO	Taux : 6% / an	Solde du prêt consenti par DELFINGEN INDUSTRY : 2 032 K€	Produit : 100 K€

SOUS LOCATION IMMEUBLE

Votre société consent à DELFINGEN FR-ANTEUIL une sous location d'une partie des locaux industriels dont elle est locataire. Un contrat de sous location prévoyant une facturation mensuelle a été signé entre les deux parties. Le produit au titre de l'exercice clos le 31/12/2009 s'élève à 106 105 €. ●

Fait à Exincourt et Dijon, le 12 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes,

Pour EXCO CAP AUDIT
René VERITTI

AUDITIS
Philippe DANDON

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

RAPPORT SPÉCIAL SUR LE PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET/OU D'ACHATS D' ACTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 janvier 2003 a autorisé l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux des sociétés du Groupe choisis par le Conseil d'Administration. Cette délégation d'une durée de 38 mois a expiré le 25 mars 2006.

Les options consenties, d'une durée de 7 ans à compter de leur attribution, ne peuvent donner droit à souscrire ou acheter plus de 80 000 actions, chaque option permettant la levée d'une action.

Le Conseil d'Administration a procédé à deux attributions :

- le 7 mars 2003, portant sur 51 750 options, au prix d'exercice de 18,63 €
- le 9 décembre 2003, portant sur 12 550 options, au prix d'exercice de 18,61 €

Un second plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 Janvier 2007. L'autorisation est donnée, jusqu'au 20 Mars 2010, pour un nombre maximum de 45 900 options.

Sur la base de cette nouvelle délégation, le Conseil d'Administration a procédé à une attribution, le 14 Février 2007, portant sur 49 500 options et en a fixé le prix d'exercice à 18,57 €.

Les deux plans en cours prévoient que les options sont exerçables par tranche de vingt cinq pour cent (25%) à compter du premier anniversaire de l'attribution, vingt cinq pour cent (25%) à compter du deuxième anniversaire, vingt cinq pour cent (25%) à compter du troisième anniversaire et vingt cinq pour cent (25%) à compter du quatrième anniversaire.

Aucune option n'a été attribuée à des mandataires sociaux de la société ou de sociétés contrôlées par Delfingen Industry ou contrôlant Delfingen Industry.

Il n'a été comptabilisé aucune charge de personnel au titre des plans d'attribution ci-dessus pour l'exercice clos au 31 décembre 2009. ●

OPTIONS SUR ACTIONS ATTRIBUÉES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Les dirigeants mandataires sociaux de la société Delfingen Industry ne sont pas titulaires d'options sur actions, de quelque nature que ce soit et ne se sont pas vus attribuer d'options sur actions au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2009. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
 Rapports des Commissaires aux Comptes
 Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
 Projet de résolutions
 Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
 Consultation des documents juridiques

OPTIONS SUR ACTIONS ATTRIBUÉES ET VALIDES AU 31/12/2009

	Nbre total d'options attribuées	Nbre total d'options valides au 31/12/2009	Nbre total d'actions souscrites ou achetées sur l'exercice 2009	Nombre total d'actions souscrites ou achetées entre le 1/1/2010 et la date du présent document	Prix d'exercice moyen	Numéro de Plan	Date échéance
Options de souscription ou d'achat d'actions consenties au titre du plan 2003 (1)	64 300	22 150	0	0	18,63 €	2003	2010 (3)
Options de souscription ou d'achat d'actions consenties au titre du plan 2007 (2)	45 900	32 600	0	0	18,57 €	2007	2014 (4)

(1) Plan d'option décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 janvier 2003 et options attribuées aux termes d'un Conseil d'Administration en date du 7 mars 2003 à hauteur de 51.700 et aux termes d'un Conseil d'Administration en date du 9 décembre 2003 à hauteur de 12.550 ; aux termes du règlement du plan d'options sur actions en date de 2003 :

* une option donne droit à l'attribution d'une action

* les options ont une durée de vie de 7 ans

* les options sont incessibles et insaisissables

* les options peuvent être exercées à hauteur de 25% à compter du premier anniversaire de la date d'attribution, 25% à compter du 2^{ème} anniversaire de la date d'attribution, 25% à compter du 3^{ème} anniversaire de la date d'attribution et 25% à compter du 4^{ème} anniversaire de la date d'attribution, tout ou partie des options restantes en cas de non exercice total durant les 4 premières années précitées, sans que puisse être dépassée la date ultime de validité des options.

(2) Plan d'option décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 Janvier 2007 et options attribuées aux termes d'un Conseil d'Administration en date du 14 Février 2007 à hauteur de 45.900 options d'achat d'actions ; aux termes du règlement du plan d'options sur actions en date 14 Février 2007 :

* une option donne droit à l'attribution d'une action

* les options ont une durée de vie de 7 ans

* les options sont incessibles et insaisissables

* les options peuvent être exercées à hauteur de 25% à compter du premier anniversaire de la date d'attribution, 25% à compter du 2^{ème} anniversaire de la date d'attribution, 25% à compter du 3^{ème} anniversaire de la date d'attribution et 25% à compter du 4^{ème} anniversaire de la date d'attribution, tout ou partie des options restantes en cas de non exercice total durant les 4 premières années précitées, sans que puisse être dépassée la date ultime de validité des options.

(3) Les options en cours de validité au titre du plan 2003 deviendront caduques à hauteur de 19.550 options le 7/03/2010 et à hauteur de 2.600 le 9 décembre 2010 (Information susceptible d'évoluer en cas de survenance de cas de perte anticipée des options tels que définis dans le plan d'option)

(4) Les options en cours de validité au titre du plan 2007 deviendront caduques 14 février 2014. ●

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
 Rapports des Commissaires aux Comptes
 Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
 Projet de résolutions
 Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
 Consultation des documents juridiques

EVOLUTION PRÉVISIBLE ENTRE LE 31/12/2009 ET LA DATE DE PARUTION DU PRÉSENT DOCUMENT

	Nbre total d'options attribuées	Nbre total d'options valides au 31/12/2009	Nbre total d'actions souscrites ou achetées sur l'exercice 2009	Nombre total d'actions souscrites ou achetées entre le 1/1/2010 et la date du présent document	Prix d'exercice moyen	Numéro de Plan	Date échéance
Options de souscription ou d'achat d'actions consenties au titre du plan 2003 (1)	64 300	2 600	0	0	18,63 €	2003	2010 (3)
Options de souscription ou d'achat d'actions consenties au titre du plan 2007 (2)	45 900	30 750	0	0	18,57 €	2007	2014 (4)

(1) Plan d'option décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 janvier 2003 et options attribuées aux termes d'un Conseil d'Administration en date du 9 décembre 2003 à hauteur de 12.550 ; aux termes du règlement du plan d'options sur actions en date de 2003 :

* une option donne droit à l'attribution d'une action

* les options ont une durée de vie de 7 ans

* les options sont incessibles et insaisissables

* les options peuvent être exercées à hauteur de 25% à compter du premier anniversaire de la date d'attribution, 25% à compter du 2^{ème} anniversaire de la date d'attribution, 25% à compter du 3^{ème} anniversaire de la date d'attribution et 25% à compter du 4^{ème} anniversaire de la date d'attribution, tout ou partie des options restantes en cas de non exercice total durant les 4 premières années précitées, sans que puisse être dépassée la date ultime de validité des options.

(2) Plan d'option décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 Janvier 2007 et options attribuées aux termes d'un Conseil d'Administration en date du 14 Février 2007 à hauteur de 45.900 options d'achat d'actions ; aux termes du règlement du plan d'options sur actions en date 14 Février 2007 :

* une option donne droit à l'attribution d'une action

* les options ont une durée de vie de 7 ans

* les options sont incessibles et insaisissables

* les options peuvent être exercées à hauteur de 25% à compter du premier anniversaire de la date d'attribution, 25% à compter du 2^{ème} anniversaire de la date d'attribution, 25% à compter du 3^{ème} anniversaire de la date d'attribution et 25% à compter du 4^{ème} anniversaire de la date d'attribution, tout ou partie des options restantes en cas de non exercice total durant les 4 premières années précitées, sans que puisse être dépassée la date ultime de validité des options.

(3) Les options en cours de validité au titre du plan 2003 deviendront caduques le 9 décembre 2010 (Information susceptible d'évoluer en cas de survenance de cas de perte anticipée des options tels que définis dans le plan d'option)

(4) Les options en cours de validité au titre du plan 2007 deviendront caduques 14 février 2014. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

PROJET DE RESOLUTIONS SOUMIS À L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE REUNIE LE 25 JUIN 2010

PREMIERE PARTIE : RÉSOLUTIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration, du rapport du Président du Conseil d'Administration sur le contrôle interne ainsi que des rapports des Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, approuve les comptes dudit exercice, comprenant le bilan, le compte de résultat et son annexe, tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 du code général des impôts qui s'élèvent à 0 €.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus aux Administrateurs de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé. ●

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la gestion du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice, approuve les états financiers consolidés dudit exercice, comprenant le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé et son annexe, tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports. ●

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration ainsi que du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L225-38 et suivants et L 225-42-1 du code de commerce, déclare approuver les conventions et engagements qui y sont relatés et prend acte en tant que de besoin de la continuation au cours de l'exercice, des conventions antérieurement autorisées. ●

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice se montant à - 2 784 822,98 € en report à nouveau débiteur.

L'Assemblée rappelle en outre qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

- Exercice 2005-2006 : 0,37 euro par action éligible à l'abattement de 40% ;
- Exercice 2006 - 2007 : 0,42 euro par action éligible soit à l'abattement de 40% soit au prélèvement forfaitaire libératoire sur option expresse de l'Actionnaire concerné ;
- Exercice 2008 : Aucun dividende. ●

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Après lecture du rapport du Conseil d'Administration, et sur proposition de ce dernier, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, fixe à la somme de 110 000 € le montant global maximal des jetons de présence que le Conseil d'Administration est autorisé à répartir entre ses membres au titre de l'exercice 2010. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur David STREIT, de nationalité française, né le 26 septembre 1978 à MONTBELIARD (25) et domicilié à BESANCON (25), 22 Route de TALLEMAY, est arrivé à expiration, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur David STREIT pour six exercices sociaux. ●

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris acte de la cooptation de Mme Danielle LEVI-FEUNTEUN, de nationalité française, née le 13 mars 1946 à PARIS (75017) et domiciliée à PARIS (75), 117 Rue de Cambonne, en qualité d'Administrateur lors du Conseil d'Administration du 5 février 2010, suite à démission de Monsieur Emile STREIT, décide de ratifier cette nomination.

L'Assemblée Générale précise que le mandat d'Administrateur de Mme Danielle LEVI-FEUNTEUN prendra fin à l'expiration du mandat de Monsieur Emile STREIT, Administrateur qu'elle remplace, soit à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2010. ●

HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L 225-209 et suivants du code de commerce, à acheter ou faire acheter des actions de la société en vue :

- de la mise en œuvre de tout plan d'option d'achat d'actions de la société dans le cadre des dispositions des articles L 225-177 et suivants du code de commerce ; ou
- de l'attribution ou de la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions définies par la loi ; ou
- de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- de l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés ; ou
- de la remise d'actions à titre d'échange, de paiement ou autre dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou
- de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'autorité des marchés financiers ; ou
- de la réalisation d'opérations d'achat, ventes ou transferts par tous moyens par un prestataire de services d'investissement, notamment dans le cadre de transactions hors marché.

Cette autorisation permettrait également à la société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la société informerait ses Actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la société achète pendant la durée de cette autorisation n'excède pas 10% des actions composant le capital de la société à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale, étant précisé que le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5% de son capital ;
- le nombre d'actions que la société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10% des actions composant le capital social de la société à la date considérée.

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment (y compris en période d'offre publique dans les limites permises par la réglementation applicable) et par tous moyens, sur le marché de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré ou par remise d'actions par suite de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution sera de 40 € par action (ou la contre valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie), ce prix maximum étant applicable tant aux acquisitions décidées à compter de la date de la présente assemblée qu'aux opérations à terme conclues en vertu d'une autorisation donnée par une précédente Assemblée Générale et prévoyant des acquisitions d'actions postérieures à la date de la présente Assemblée.

Cette autorisation annule et remplace la précédente autorisation donnée lors de l'Assemblée Générale du 20 juin 2009 dans sa septième résolution.

Elle est donnée pour une période de 18 mois à compter de ce jour, soit jusqu'au 25 décembre 2011.

Conformément aux dispositions de l'article L 225-209 alinéa 1 du code de commerce, le comité d'entreprise sera informé de la présente résolution.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, effectuer toute publication requise par la loi ou les règlements, réaliser le programme d'achat et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toute déclaration auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire. ●

NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration et directeur général ou toute autre personne qu'il aura entendu se substituer, et porteur d'un original ou d'une copie des présentes, à l'effet de procéder à toutes formalités légales nécessaires. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

DEUXIEME PARTIE : RÉOLUTIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

DIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes, constatant d'une part, que le prospectus ainsi que la note d'opération décrivant la présente opération d'augmentation de capital ainsi que l'émission de Bons de Souscriptions d'Actions au profit de tous les Actionnaires ont obtenu le visa de l'AMF et d'autre part, que le capital est entièrement libéré, décide, sous la condition suspensive de l'approbation de la résolution relative à l'émission ainsi qu'à l'attribution de Bons de Souscription d'Actions au profit de tous les Actionnaires, d'augmenter le capital social d'une somme de 539 937 € pour le porter de 2 490 265 € à 3 030 202 € par émission de 352 900 actions nominatives nouvelles d'une valeur nominale de 1,53 € chacune, à libérer par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

Ces actions nominatives nouvelles devront être émises au prix de 8,5 €, soit 1,53 € de valeur nominale et 6,97 euros de prime d'émission. Ces actions nominatives nouvelles devront être intégralement libérées lors de la souscription.

La souscription par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible remise par DELFINGEN GROUP, par ailleurs titulaire de titres nominatifs purs, sera reçue au siège social et transmise auprès de la SOCIETE GENERALE SECURITIES SERVICES, Département Titres, 32 Rue du Champ de Tir – BP 81236 – 44312 NANTES CEDEX, qui est le teneur de compte de titres nominatifs purs, avec l'ensemble des documents juridiques appuyant cette souscription.

Les actions nouvelles seront créées sous la forme nominative, avec jouissance à compter de la date de leur souscription ; pour le surplus, elles seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital, assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale décide, sous la condition de l'approbation de la résolution relative à l'émission ainsi qu'à l'attribution de Bons de Souscription d'Actions au profit de tous les Actionnaires :

- de supprimer le droit préférentiel de souscription des Actionnaires à l'augmentation de capital décidée dans la présente résolution, au profit exclusif de DELFINGEN GROUP, société anonyme au capital de 22 583 653,74 €, dont le siège social est à ANTEUIL (25340), Zone Industrielle, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de BESANCON sous le numéro B : 425 123 437, et ce à concurrence de la totalité des actions émises dans le cadre de la résolution précédente, savoir 352 900 actions nominatives ;
- d'imputer sur la prime d'émission, l'intégralité des frais afférents à l'augmentation de capital.

L'Assemblée Générale délègue au Conseil d'Administration avec capacité de subdélégation au Directeur Général, sous la condition de l'approbation de la résolution relative à l'émission ainsi qu'à l'attribution de Bons de Souscription d'Actions au profit de tous les Actionnaires, tous les pouvoirs à l'effet de recevoir et constater la souscription des actions nouvelles, arrêter le solde créditeur du compte courant ouvert dans les livres de la société au nom de DELFINGEN GROUP libérant par compensation la totalité des actions émises, constater la réalisation effective de l'augmentation de capital, procéder aux modifications statutaires nécessaires ainsi qu'aux formalités légales requises et de manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire à la bonne fin de l'opération. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

ONZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration ainsi que le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, statuant en application des dispositions des articles L 228-91 du code de commerce, constatant que le prospectus ainsi que la note d'opération décrivant la présente opération ont obtenu le visa de l'Autorité des Marchés Financiers, décide, sous condition suspensive de l'approbation préalable de l'augmentation de capital réservée à DELFINGEN GROUP dans le cadre de la résolution 10 et de la renonciation expresse tant de DELFINGEN GROUP que de DELFINGEN INDUSTRY au bénéfice de l'attribution gratuite des BSA leur revenant du fait de l'adoption de la présente résolution et telle que constatée dans la treizième résolution ci-après stipulée, le principe d'une augmentation de capital d'un montant nominal maximal de 315 276,39 € par l'émission en une seule fois, lors de la présente Assemblée, de 1 980 524 bons de souscription d'actions **dont seulement 618 189 seront réputés exerçables**, compte tenu de la renonciation au bénéfice des BSA formulée par DELFINGEN GROUP et DELFINGEN INDUSTRY telle que résultant de la treizième résolution, à raison d'un bon de souscription d'actions attribué par action existante au jour de la présente assemblée et donnant droit à la souscription d'une action nouvelle d'une valeur nominale de 1,53 € émise au prix de 8,5 €, soit avec une prime d'émission de 6,97 €, à raison d'une action nouvelle pour trois bons de souscription d'actions présentés.

L'Assemblée Générale décide que les Bons de Souscription d'Actions pourront être exercés sur une période de 6 mois courant du 5 juillet 2010 au 5 janvier 2011 inclus.

L'Assemblée décide en outre que l'intégralité des frais afférents à l'augmentation de capital issue de l'exercice partiel ou total des BSA émis lors de la présente résolution, seront imputés sur la prime d'émission.

Conformément aux dispositions de l'article L 228-95 du code de commerce, l'Assemblée Générale prend acte que le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux actions qui pourraient être créées du fait de l'exercice des Bons de Souscription d'Actions, est supprimé. ●

DOUZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes ainsi que du Rapport du Conseil d'Administration, et sous condition suspensive de l'adoption de la résolution précédente, décide de définir la totalité des modalités afférentes à l'émission ainsi qu'à l'exercice des Bons de Souscription d'Actions émis lors de la résolution précédente.

En conséquence, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide :

- Que les 1 980 524 bons de souscription d'actions seront attribués gratuitement à l'ensemble des Actionnaires de la société à raison d'un bon de souscription d'action par action existante au jour de la présente assemblée, étant précisé que dans la mesure où DELFINGEN GROUP ainsi que DELFINGEN INDUSTRY auront renoncé au bénéfice des BSA leur revenant, seuls 618 189 BSA seront effectivement exerçables par leurs titulaires ;
- Que les BSA gratuitement attribués à chaque Actionnaire donneront droit à la souscription d'une action nouvelle de 1,53 € nominal, émise avec une prime d'émission de 6,97 € par action, soit une valeur globale de souscription de 8,5 €, à raison d'une action nouvelle émise pour trois bons de souscription d'actions présentés ;
- Que les actions souscrites en exercice des bons devront être souscrites en numéraire et devront être intégralement libérées lors de la souscription en espèce ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société ;
- Que l'exercice des BSA gratuitement attribués à chaque Actionnaire en application du rapport d'attribution ci-dessus visé, pourra se faire à tout moment sur une période de 6 mois courant à compter du 5 juillet 2010 pour s'achever le 5 janvier 2011 inclus ;
- Que le bulletin d'exercice devra être remis soit auprès de l'intermédiaire financier où sont déposés les actions (titres au porteur ou nominatifs administrés), soit auprès du teneur de compte pour ce qui concerne les titres nominatifs purs ;
- Que les actions nouvelles seront créées jouissance à compter de la date d'exercice des BSA, soit la date portée sur le bulletin d'exercice des BSA ; pour le surplus, elles seront, dès leur souscription, entièrement assimilées aux actions déjà existantes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire approuve également le projet de règlement d'émission et d'exercice des BSA tel qu'il a été établi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2010. ●

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

TREIZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale constate la renonciation expresse et sans réserve de :

- DELFINGEN GROUP, société anonyme au capital de 22 583 653,74 €, dont le siège social est à ANTEUIL (25340), Zone Industrielle, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de BESANCON sous le numéro B : 425 123 437, au bénéfice de l'attribution gratuite et effective des bons de souscription d'action lui revenant du fait de l'adoption de la onzième résolution ci-dessus stipulée

Gérald STREIT

Administrateur dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un Conseil d'Administration en date du 30 avril 2010

« Bon pour renonciation au bénéfice des bons de souscription d'actions + Signature »

- DELFINGEN INDUSTRY, en qualité de détentrice de 29 442 de ses propres actions, au bénéfice de l'attribution gratuite et effective des bons de souscription d'actions lui revenant du fait de l'adoption de la onzième résolution ci-dessus stipulée.

Bernard STREIT

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

« Bon pour renonciation au bénéfice des bons de souscriptions d'actions + Signature » ●

QUATORZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet :

- De constater l'exercice des BSA à l'issue de la période d'exercice, avec faculté de subdélégation à son Président Directeur Général ;
- De constater, après clôture de la période d'exercice des BSA, et en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'augmentation de capital résultant effectivement de l'exercice desdits BSA ;
- De procéder aux modifications statutaires corrélatives ;
- De déléguer à son Président Directeur Général ou toute autre personne qu'il aura entendu se substituer, le soin de procéder aux formalités légales nécessaires ;
- Et, plus généralement, à l'effet de faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'opération objet des résolutions 10, 11 et 12. ●

QUINZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration ainsi que du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes :

- Autorise le Conseil d'Administration à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions que la société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L 225-209 du code de commerce, dans la limite de 10% du nombre total d'actions, par périodes de 24 mois, en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles y compris, en partie, sur la réserve légale à concurrence de 10% du capital annulé ;
- Autorise le Conseil d'Administration à constater la réalisation de la ou des réductions de capital, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités nécessaires ;
- Autorise le Conseil d'Administration à déléguer tous pouvoirs nécessaires à la mise en œuvre de ses décisions, le tout conformément aux dispositions légales en vigueur lors de l'utilisation de la présente autorisation ;
- Décide que cette autorisation annule et remplace à compter de la présente décision, la précédente autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 juin 2008, dans sa treizième résolution ;
- Fixe à 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale, soit jusqu'au 25 décembre 2011, la durée de validité de la présente autorisation et ce en application des dispositions de l'article L 225-209 alinéa 1 du code de commerce. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

SEIZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requise pour toute Assemblée Générale Extraordinaire :

- Délègue au Conseil d'Administration, en application des dispositions des articles L 225-129, L 225-129-2 et L 225-132 du code de commerce, sa compétence à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, l'émission en euros, avec maintien du droit préférentiel de souscription des Actionnaires, d'action ou toute autre valeur mobilière donnant accès au capital de la société ou de toute société dont elle détient directement ou indirectement plus de 50% du capital social ; il est en outre précisé qu'est exclue toute émission d'action de préférence ainsi que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence.
- Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées **par offre au public**, immédiatement ou à terme, ne pourra excéder un montant de DIX MILLIONS (10 000 000) d'euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver le droit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles.
- Décide que la souscription des actions pourra être opérée en numéraire y compris par compensation de créances ;
- Décide que les Actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible ; en outre, le Conseil d'Administration aura la faculté de conférer aux Actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions, le Conseil d'Administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- Limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celle-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée ;
 - Répartir librement tout ou partie des actions non souscrites à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible ;
- Offrir au public tout ou partie des actions non souscrites.

Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général ou en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les dates, les prix et les autres modalités des émissions ;
- fixer les montants à émettre, la possibilité de fixer la date de jouissance avec ou sans effet rétroactif, des actions à émettre,
- déterminer le mode de libération des actions et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange.

En outre, le Conseil d'Administration pourra procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission, notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions et prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale; l'Assemblée Générale prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Extraordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-1 (anciennement L. 443-1) et suivants du Code du travail et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-129-6 de ce même Code :

1. Autorise le Conseil d'Administration, à augmenter, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, le capital social de la Société, à concurrence d'un montant nominal maximal de QUARANTE MILLE (40 000) euros par émissions d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société réservées aux adhérents à un plan d'épargne de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code du commerce et des articles L. 3344-1 et L. 3344-2 (anciennement L. 444-3) du Code du travail ; étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond maximal d'augmentation de capital fixé par la troisième résolution de la présente Assemblée Générale.

2. Décide, en application de l'article L. 3332-19 (anciennement L. 443-5) du Code du travail de fixer la décote à 20 % par rapport à la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur Euronext Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions. Toutefois, l'Assemblée Générale autorise expressément le Conseil d'Administration à réduire la décote susmentionnée, s'il le juge opportun, afin de tenir compte, inter alia, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement. Le Conseil d'Administration pourra également substituer tout ou partie de la décote par l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres en application des dispositions ci-dessous

3. Décide que le Conseil d'Administration pourra également procéder au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus à l'attribution, à titre gratuit, d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, étant entendu que l'avantage total résultant de cette attribution au titre de l'abondement ou, le cas échéant, de la décote, ne pourra pas excéder les limites légales ou réglementaires.

4. Décide que les caractéristiques des autres titres donnant accès au capital de la Société seront arrêtées par le Conseil d'Administration dans les conditions fixées par la réglementation.

5. Décide de supprimer en faveur des adhérents au plan d'épargne définis au paragraphe précédent le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux actions ou autres titres donnant accès au capital émis en application de la présente résolution ainsi qu'aux actions de la Société auxquelles pourront donner droit ces titres émis en vertu de la présente autorisation ; lesdits Actionnaires renonçant par ailleurs en cas d'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital à tout droit aux dites actions ou titres y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes qui serait incorporée au capital.

Le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de délégation ou de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment pour fixer les modalités et conditions des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation, fixer le montant proposé à la souscription et les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix, les dates de jouissance même rétroactives des titres émis, les modalités et les délais de libération des titres et le cas échéant, fixer en cas d'attribution gratuite de titres, les modalités de l'attribution et le cas échéant, le montant, la nature des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital, constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social, apporter les modifications nécessaires aux statuts, demander leur admission à la cotation en bourse partout où il en avisera, et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces émissions et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, conclure tous accords, accomplir directement ou par mandataire toutes les opérations et formalités, effectuer toutes les déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

6. La présente délégation est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée. L'Assemblée Générale prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet. ●

DIX HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration et Directeur Général ou toute autre personne qu'il aura entendu se substituer, et porteur d'un original ou d'une copie des présentes, à l'effet de procéder à toutes formalités légales nécessaire. ●

DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

CONTRATS CONFÉRANT À UN MEMBRE QUELCONQUE DU GROUPE, UN ENGAGEMENT IMPORTANT VIS-À-VIS DU GROUPE

PACTES D'ACTIONNAIRES CONCLUS ENTRE DELFINGEN GROUP ET LE FONDS DE MODERNISATION DES EQUIPEMENTIERS AUTOMOBILES (FMEA) :

Le 23 novembre 2009, un pacte d'actionnaires a été conclu entre le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA) et la société anonyme Delfingen Group, pacte au sein duquel Delfingen Industry est également intervenue.

Ce pacte a été conclu dans le contexte de l'émission par Delfingen Group de 3 529 obligations donnant la possibilité de recevoir, 352 900 actions DELFINGEN INDUSTRY, souscrites en totalité par le FMEA.

Il est rappelé qu'aux termes du contrat d'investissement conclu le 5 novembre 2009 entre Delfingen Group et le FMEA, le FMEA s'était engagé à échanger, dès leur souscription, 2 353 obligations contre 235 300 actions DELFINGEN INDUSTRY représentant autant de droits de vote détenues par Delfingen Group, avec possibilité optionnelle de demander l'exercice de la faculté d'échange sur le solde des obligations en cas de survenance d'un des cas prévus par le contrat d'investissement, notamment :

- Perte de contrôle de DELFINGEN INDUSTRY par DELFINGEN GROUP
- Changement ou perte de contrôle de DELFINGEN GROUP par la famille STREIT ;
- Perte non volontaire du mandat social du FMEA au sein du conseil d'administration de DELFINGEN INDUSTRY ;
- Cessation des paiements de DELFINGEN INDUSTRY ou de DELFINGEN GROUP ;
- Non respect des termes du pacte d'actionnaires ;
- Déclaration inexacte ou incomplète souscrite par DELFINGEN GROUP dans le contrat d'investissement entraînant un préjudice pour le FMEA, supérieur à 1 million d'euros ;
- Dissolution anticipée de DELFINGEN GROUP, non provoquée par une fusion ou une scission ;
- Emission par DELFINGEN GROUP, de nouveaux emprunts ayant le même rang que les obligations décrites ci-avant ;
- Désaccord sur des décisions de nature à avoir un impact significatif et réel sur la participation du FMEA, lesquelles décisions devront faire l'objet d'une consultation préalable de l'ensemble des administrateurs de DELFINGEN INDUSTRY.

Il est en outre précisé qu'en cas d'échange de la totalité des obligations, le FMEA détiendra 352 900 actions DELFINGEN INDUSTRY représentant 21,68% du capital de cette société.

Le pacte, constitutif d'une action de concert, organise « une concertation étroite préalablement à toutes décisions justifiant la recherche d'une position commune » entre les parties. Les parties formalisent ainsi « leurs relations et les conditions dans lesquelles elles conçoivent de s'accorder sur les objectifs de mise en œuvre d'une politique commune vis-à-vis de DELFINGEN INDUSTRY ».

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

Les principales dispositions du pacte sont les suivantes :

- engagement de conservation des titres soumis au pacte pendant 4 ans (ledit engagement prenant fin le jour de la cessation de toute fonction par la partie concernée au sein de DELFINGEN INDUSTRY ou d'une société contrôlée par cette dernière) ;
- engagement de concertation préalablement à toute décision justifiant la recherche d'une position commune ou de nature à affecter de façon significative la participation des parties au capital de DELFINGEN INDUSTRY ;
- droit de préemption consenti par le FMEA à Delfingen Group en cas de projet de transfert d'actions ou d'obligations à un tiers ;
- clause de liquidité à compter du 1^{er} novembre 2015 pour permettre la cession de l'intégralité des actions détenues par le FMEA ;
- le FMEA bénéficiera d'une option de vente à compter du 1^{er} novembre 2016 pour céder à Delfingen Group la totalité des actions DELFINGEN INDUSTRY détenues à cette date. Delfingen Group s'engage irrévocablement à acquérir lesdites actions dès lors que le FMEA lui aura notifié sa décision d'exercer la promesse. Pour l'exercice de l'option de vente, le prix par action sera égal à la plus élevée des trois valeurs suivantes : (I) moyenne des 30 derniers cours de bourse, (II) application d'un multiple de 5 à l'EBITDA courant auquel sera retranchée la dette financière nette consolidée et rapportée au nombre d'actions DELFINGEN INDUSTRY, (III) 8,50 €. En cas de défaut de Delfingen Group au titre des obligations souscrites par le FMEA qui aurait pour conséquence de voir ces obligations remboursées par anticipation (3), le FMEA pourra exercer son option de vente par anticipation.

Le pacte prendra fin à l'issue d'une période de 2 ans à compter de la date d'expiration de l'option de vente décrite ci-dessus ou, par anticipation, si le FMEA venait à ne plus détenir ni actions DELFINGEN INDUSTRY ni obligations mentionnées ci-dessus.

Des dispositions relatives à la gouvernance de DELFINGEN INDUSTRY sont prévues dans l'article 8 du contrat d'investissement signé le 5 novembre 2009 et ont donné lieu à l'insertion, dans le règlement intérieur du Conseil d'Administration, des clauses particulières suivantes :

- Article 2. - Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé de 3 membres au moins et de 18 membres au plus dont 1 membre au moins désignés parmi des personnalités indépendantes de la Société et proposé par le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles.

- Article 4.- Décisions nécessitant une consultation préalable

- 4.1- Les décisions suivantes prises dans le cadre des travaux du Conseil d'Administration devront avoir fait l'objet de la consultation préalable de l'ensemble des Administrateurs :

- Toute modification de l'orientation stratégique ou modification substantielle de l'activité de la Société (à savoir toute adjonction d'une nouvelle activité ou abandon d'une activité préexistante) ;
- Toute opération sur le capital (immédiate ou à terme) de la Société ;
- Toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs, apport en nature ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- Modification des statuts ;
- Toute convention réglementée ou autre conclue, directement ou indirectement, avec un actionnaire de la Société ;
- Liquidation amiable de la Société ;
- Proposition d'affectation du résultat ou la modification de la politique de distribution de dividendes ;
- Octroi, émission, souscription, modification de tout prêt, instrument financier d'un montant unitaire supérieur à 1 000 000 euros ;
- Octroi, émission, souscription, modification de caution, aval ou garantie d'un montant unitaire supérieur à 1 000 000 euros ;
- Adoption et modification des budgets prévisionnels annuels d'exploitation et d'investissement/Adoption et modification d'un plan d'affaires glissant à 3 ans ;
- Investissements et désinvestissements d'équipement non prévus au budget pour un montant unitaire supérieur à 500 000 euros ;
- Toute création, acquisition, cession ou fermeture de filiales ; toute acquisition ou cession de fonds de commerce ou de branche d'activité ;
- Toute modification des pratiques comptables relatives aux comptes sociaux ou consolidés de la société, ainsi que la modification de la date de clôture de l'exercice social ;
- Transaction de tout procès ou litige dans lequel les sommes réclamées par l'une des parties excèdent 500 000 euros.

- 4.2 - L'ensemble des Administrateurs se réunira la matinée précédant la tenue de la réunion du Conseil d'Administration afin de formuler des propositions, des recommandations et des avis sur les points portés à l'ordre du jour et figurant parmi les décisions visées à l'article 4.1 ci-dessus.

Des dispositions relatives à la gouvernance de DELFINGEN INDUSTRY sont prévues par le contrat d'investissement mentionné ci-dessus et le règlement intérieur du conseil d'administration de la société. ●

Rapport du Président du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne
Rapports des Commissaires aux Comptes
Rapport spécial sur le plan d'options de souscription et/ou d'achat d'actions
Projet de résolutions
Contrats de service prévoyant l'octroi d'avantages
Consultation des documents juridiques

PACTES D'ACTIONNAIRES CONCLUS EN APPLICATION DES ARTICLES 787 B ET 885 I-BIS DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS :

Ces pactes ont été conclus suite à l'entrée du FMEA fin 2009 ayant entraîné la rupture des pactes d'Actionnaires conclus en 2007 (cf le chapitre « Répartition du capital et des droits de vote » en page 127)

Les membres du cercle familial de la famille STREIT ainsi que la société DELFINGEN GROUP, ont signé le 6 janvier 2010 :

1 – Un engagement collectif de conservation de titres conformément aux dispositions de l'article 787 B du code général des Impôts, pour une durée de deux (2) années à compter du 27/01/2010 date d'enregistrement dudit pacte auprès du SIE MONTBELIARD SUD EST, étant précisé que ce pacte est renouvelable à sa date anniversaire par tacite reconduction pour une durée indéterminée ;

2 – Un engagement collectif de conservation de titres conformément à l'article 885 I-bis du code général des impôts, pour une durée minimale de deux (2) ans à compter du 27/01/2010, date d'enregistrement dudit pacte auprès du SIE MONTBELIARD SUD EST, étant précisé que ce pacte est renouvelable à sa date anniversaire par tacite reconduction pour une durée indéterminée ;

Aux termes de ces pactes, les signataires se sont collectivement engagés à conserver 381 467 actions représentant 23,44% des droits financiers et 30,03% des droits de vote relatifs aux actions émises par la société DELFINGEN INDUSTRY.

Il est en outre précisé que ces pactes ont été signés par :

- Monsieur Bernard STREIT, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général
- Madame François STREIT, Administrateur
- Monsieur Gérald STREIT, Administrateur
- Monsieur David STREIT, Administrateur
- DEFLINGEN GROUP, société contrôlée par Monsieur Gérald STREIT et dont le capital est intégralement détenus par Messieurs Bernard, David et Gérald STREIT ainsi que Madame Françoise STREIT ●

CONTRATS DE SERVICE LIANT DIRECTEMENT LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION À DELFINGEN INDUSTRY OU L'UNE QUELCONQUE DE SES FILIALES ET PRÉVOYANT DES AVANTAGES AU PROFIT DE CES MEMBRES

Les membres du Conseil d'Administration ne sont directement liés par aucun contrat de service tant avec Delfingen Industry qu'avec l'une quelconque de ses filiales. ●

Consultation des documents juridiques

Monsieur Bernard STREIT, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Delfingen Industry atteste que, pendant la durée de validité du présent document, les documents suivants ou leur copie peuvent être consultés :

- l'acte constitutif et les statuts de Delfingen Industry ;
- tous rapports, courriers et autres documents et informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le présent document ;
- les informations financières historiques de l'émetteur et de ses filiales pour chacun des deux exercices précédant la publication du document d'enregistrement.

Ces consultations peuvent être réalisées sur support physique et/ou électronique au siège social de la société situé à ANTEUIL (25340), Zone Industrielle. ●

Incorporation de rapports financiers annuels antérieurs
Attestation de la personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel
Table de concordance

Incorporation de rapports financiers annuels antérieurs
Attestation de la personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel
Table de concordance

Incorporation des rapports financiers annuels 2007 et 2008

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission, le présent document incorpore par référence le rapport financier annuel au 31 décembre 2008, déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2009, ainsi que le rapport financier annuel au 31 décembre 2007, déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2008. Ils sont consultables sur le site Internet de la société www.delfingen.com. ●

**Personne responsable du document de référence
contenant le rapport financier annuel amendé**

M. Bernard Streit – Président Directeur Général ●

**DECLARATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT DE REFERENCE
CONTENANT LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL AMENDE**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes ont été établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion figurant en page 34 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les états financiers consolidés présentés dans le Document de Référence ont fait l'objet d'un rapport des Commissaires aux Comptes figurant en page 166. Ce rapport contient une observation technique.

Les rapports des Commissaires aux Comptes sur les états financiers consolidés 2008 et 2007 contenaient une observation technique.

A Anteuil, le 13 avril 2010

Bernard Streit
Président Directeur Général

Incorporation de rapports financiers annuels antérieurs
Attestation de la personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel
Table de concordance

Table de concordance

N° de pages

	N° de pages
1. Personnes responsables	
1.1. Nom et fonction des personnes responsables du document de référence	187
1.2. Déclaration des personnes responsables du document	188
2. Contrôleurs légaux des comptes	
2.1. Nom et adresse des commissaires aux comptes titulaires et suppléants, dates de début et de fin de mandat	135
2.2. Informations importantes sur démission ou le non renouvellement de mandat des contrôleurs légaux	135
3. Informations financières sélectionnées	
3.1. Etat du résultat global	48
3.2. Etat de situation financière	46
3.3. Etat des flux de trésorerie	49
4. Facteurs de risques	145
5. Informations concernant la société	
5.1. Histoire et évolution de la société	
5.1.1. Dénomination de la société	126
5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de la société	126
5.1.3. Date de constitution et durée de vie	126
5.1.4. Siège social, forme juridique et législation applicable	126
5.1.5. Evénements importants dans le développement des activités de la société	9, 13, 35, 53
5.2. Investissements	
5.2.1. Description des principaux investissements réalisés dans les exercices comparatifs publiés	41
5.2.2. Principaux investissements en cours, répartition géographique et méthode de financement	41
5.2.3. Principaux investissements à venir	41
6. Aperçu des activités	
6.1. Principales activités	
6.1.1. Nature des opérations et principales activités effectuées par l'émetteur	7, 8
6.1.2. Nouveaux produits et/ou services lancés sur le marché	14
6.2. Principaux marchés	8, 14
6.3. Evénements ayant influencé les principaux marchés	14
6.4. Information sur le degré de dépendance à l'égard des brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou nouveaux procédés de fabrication	NS
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	14
7. Organigramme	
7.1. Organigramme du Groupe	28
7.1.1. Organigramme fonctionnel	26
7.1.2. Fonctionnement du Groupe	19
7.1.3. Relations société mère – filiales	29
7.2. Liste des filiales et participations	26, 28, 54, 122
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	
8.1. Liste des usines et activités rattachées	25, 26, 27, 28
8.2. Contraintes environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	25, 147

Incorporation de rapports financiers annuels antérieurs
Attestation de la personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel
Table de concordance

	N° de pages
9. Examen de la situation financière et du résultat	34
9.1. Situation financière	46
9.1.1. Principes comptables	55 à 65
9.1.2. Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés	45
9.2. Résultat opérationnel	48
9.2.1. Chiffre d'affaires	37, 38, 43, 84
9.2.2. Résultat opérationnel courant	39
9.2.3. Analyse du CA et du ROC par division et/ou région	37, 38, 43, 94
10. Trésorerie et capitaux	
10.1. Informations sur le bilan et les ressources financières du Groupe	39, 46, 47, 76 à 83
10.2. Source et montant des flux de trésorerie	49, 91
10.3. Financement et ressources de liquidité	66 à 68, 76 à 83
10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de la société	66
10.5. Informations concernant les ressources de financement attendues ou qui seront nécessaires pour honorer certains engagements	35 à 43
11. Recherche et Développement, Brevets et Licences	17, 41, 69
12. Informations sur les tendances	
12.1. Principales tendances ayant influencé l'activité	36
12.2. Principales tendances susceptibles d'influencer l'activité	145 à 149
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A
14. Organes d'administration et de direction	
14.1. Informations et renseignements sur les organes de direction et d'administration	
14.1.1. Composition des organes d'administration et de direction	153
14.1.2. Informations et renseignements sur les membres des organes d'administration et de direction	139 à 144
14.1.3. Sanctions applicables aux membres du Conseil d'Administration	139
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	157
15. Rémunération des dirigeants	
15.1. Rémunération des organes de direction : Principes de rémunération	163
15.2. Rémunération du Conseil d'administration : Principes de rémunération	163
15.3. Montant des rémunérations et avantages versés	
15.3.1. Rémunérations et avantages versés aux organes de direction	157
15.3.2. Jetons de présence et autres rémunérations versées aux membres du Conseil d'administration	164, 165
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
16.1. Mandats des Administrateurs	11, 139 à 144
16.2. Contrats de services prévoyant l'octroi d'avantages	186
16.3. Comités d'audit et de rémunération	144
16.4. Respect des pratiques de gouvernement d'entreprise	138
16.5. Autres éléments notables en matière de gouvernement d'entreprise, procédures et contrôle interne	151
16.5.1. Rapport du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et rapport sur le contrôle interne	151
16.5.2. Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration	166

Incorporation de rapports financiers annuels antérieurs
Attestation de la personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel
Table de concordance

	N° de pages
17. Salariés	
17.1. Politique de ressources humaines	19
17.2. Options d'achats d'actions	175
17.3. Actionnariat salarié	129
18. Principaux actionnaires	
18.1. Répartition du capital et droits de vote au 31 décembre 2009	127
18.2. Droits de vote différents	129
18.3. Informations sur le contrôle du capital social de la société	127, 130
18.4. Changement de contrôle	N/A
19. Opérations avec des apparentés	
19.1. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	171
19.2. Transactions avec les parties liées	96
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats	
20.1. Historique	44 à 50
20.2. Informations pro forma	44, 98
20.3. Etats financiers consolidés au 31 décembre 2009	34 à 98
20.3.1. Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés	167, 168
20.3.2. Etat du résultat global consolidé	48
20.3.3. Etat de situation financière consolidé	46, 47
20.3.4. Etat des flux de trésorerie consolidé	49
20.3.5. Etat de variation des capitaux propres consolidés	50
20.3.6. Notes annexes aux états financiers consolidés	51 à 98
20.4. Commentaires sur les comptes et le bilan de Delfingen Industry SA	99 à 102
20.4.1. Compte de résultat	106
20.4.2. Bilan	104, 105
20.4.3. Tableau de flux	107
20.4.4. Notes annexes aux comptes annuels	109 à 123
20.4.5. Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices	102
20.4.6. Filiales et participations	121 à 123
20.5. Vérification des informations historiques annuelles	169, 170
20.6. Date des dernières informations financières	N/A
20.7. Informations intermédiaires et autres	N/A
20.8. Politique de distribution de dividendes	135
20.9. Procédures contentieuses	148
20.10. Changements significatifs et tendances	36
21. Informations complémentaires	
21.1. Capital social	
21.1.1. Capital social au 31.12.09	127
21.1.2. Titres non représentatifs du capital social	N/A
21.1.3. Actions détenues par l'émetteur	127
21.1.4. Actions, valeurs mobilières donnant accès au capital, options de souscription d'actions et attribution gratuite d'actions	175 à 177
21.1.5. Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition ou toute obligation attachée au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	N/A
21.1.6. Options sur le capital social	N/A
21.1.7. Historique du capital social	131

Incorporation de rapports financiers annuels antérieurs
Attestation de la personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel
Table de concordance

	N° de pages
21.2. Actes constitutifs et statuts	
21.2.1. Objet social	126
21.2.2. Dispositions statutaires ou autres concernant les organes de direction et d'administration	138
21.2.3. Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	129
21.2.4. Modification des droits des actionnaires	129
21.2.5. Assemblées d'actionnaires	163
21.2.6. Modifications du capital social	130, 186 à 188
22. Contrats importants	137
23. Informations provenant des tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	N/A
24. Documents accessibles au public	
24.1. Documents accessibles au public	188
25. Informations sur les participations	121

TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Comptes annuels	103
États financiers consolidés	44
Rapport de gestion	34, 99
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	139
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	171
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers consolidés	190
Honoraires des Commissaires aux Comptes	42
Rapport du Président du Conseil d'Administration relatif à la composition, aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi qu'aux procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par Delfingen Industry	166



TERADELIS.COM

Zone Industrielle • 25340 ANTEUIL

Tél. : 03 81 90 73 00 • Fax : 03 81 90 73 19

E-mail : delfingen@delfingen.com

Internet : www.delfingen.com

